

Les Conférences internationales d'Unification du Droit pénal

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Droit privé)

présentée et soutenue le 3 avril 1936, à 16 h. 30

PAR

Pierre TZOCOFF

Licencié en Droit

Juge stagiaire du Tribunal de Pleven (Bulgarie)

MEMBRES DU JURY :

Président. . . . MM. HENRY, professeur.

Assesseurs . . .		LALOUEL, professeur.
		VINCENT, chargé de cours.

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS

Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1936

Les Conférences internationales d'Unification du Droit pénal

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Droit privé)

présentée et soutenue le 3 avril 1936, à 16 h. 30

PAR

Pierre TZOCOFF

Licencié en Droit

Juge stagiaire du Tribunal de Pleven (Bulgarie)

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. HENRY, professeur.
Assesseurs . . .	LALOUEL, professeur.
	VINCENT, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1936

* 39877

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, ̄, ① I).

Assesseur du Doyen: M. BROCARD (*, ① I).

Doyens honoraires: MM. F. GÉNY (C *, ① I), MICHON (*, ① I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, ① I).

ROLLAND (① I).

MOREL (*, ① I).

GÉNY (C *, ① I).

RENARD (① I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (① I), docteur en droit.

MM. GÉNY (C *, ① I), professeur de Droit privé.

MICHON (*, ① I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ① I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ̄, ① I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, ① I), professeur de Droit criminel.

KRÆLL (① I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (① I), professeur de Droit international public.

LESCOT (① I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (① I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (̄, ① I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (̄, ① A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. de MENTHON (① A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

BERTRAND (① I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



A MES CHERS PARENTS

*Faible témoignage de ma profonde
reconnaissance et d'amour filial.*

A mon Président de Thèse

M. LE PROFESSEUR HENRY

Professeur de Droit criminel

*Témoignage de ma reconnaissance et
de ma respectueuse admiration.*

INTRODUCTION

§ 1. — MOUVEMENT D'UNIFICATION

A partir de la Renaissance et jusqu'à la Révolution Française, l'acceptation, à peu près commune, de vieux droit romain, avait pour résultat l'uniformité entre les tendances et les règles juridiques des divers Etats de l'Europe.

Mais le XIX^e siècle, qui fut le siècle de la codification et des formations nationales, marqua, à un certain point de vue, un retour en arrière, quant à la collaboration juridique entre les Etats.

Si l'unification législative se réalise peu à peu à l'intérieur des frontières de chaque Etat (Italie, Allemagne), en revanche, chaque Etat se fait son code, ou plutôt, ses codes à lui. Les juristes, loin de respecter la tradition classique, travaillent en ordre dispersé, sans tenir compte des dispositions pénales des autres législations.

S'il existait un droit pénal international, c'était un droit exclusivement national rédigé par des lois des différents Etats, sans aucun rapport les uns avec les autres.

A côté du particularisme juridique, dû à l'œuvre de la codification du XIX^e siècle, la grande guerre mon-

diale, en multipliant les unités nationales, porta fatalement à augmenter la variété, et, par suite, la diversité des droits.

Un jour vint où les inconvénients et les dangers d'une telle méthode se révélèrent manifestes. La collaboration juridique entre les divers Etats apparaît d'autant plus nécessaire que les communications internationales deviennent plus aisées et plus nombreuses.

Et voilà que la seconde moitié du siècle dernier et le début de notre siècle ont vu beaucoup d'efforts internationaux s'accomplir dans le but d'approfondir et de compléter la science et la législation pénales. On a discuté aux Congrès et aux Conférences divers sur les transformations modernes des principes fondamentaux du droit criminel; on a étudié des problèmes de législation et de régime pénitentiaire. Le rapprochement entre les différentes lois était souvent le résultat indirect et occasionnel de ces études importantes (1).

La seconde moitié et, plus particulièrement, le dernier quart du XIX^e siècle, ce fut dans le domaine pénal, l'époque où l'on vit naître des idées nouvelles, l'époque des tentatives hardies et des polémiques entre les Ecoles. Le début du XX^e siècle, c'est déjà un peu l'apaisement des luttes, la sélection parmi les idées nouvelles, les unes, étant définitivement acceptées; les autres, s'étant plus ou moins affaiblies.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer dès maintenant que, déjà, à la fin du siècle dernier, des grands criminalistes, tels que Von LISZT, Adolphe PRINS,

(1) E. St. RAPPAPORT, *Actes de la première Conférence*, p. 44.

Von HAMEL, Enrico FERRI, avaient compris que, sans sacrifier leur souveraineté, mais en faisant de celle-ci un usage raisonné, les nations avaient tout intérêt à s'entendre et à rapprocher leur législation pour pouvoir mieux dépister les malfaiteurs et châtier les crimes.

Toutefois, jusqu'à 1926, cette idée demeurait, en quelque sorte, à l'état de nébuleuse.

Donc, le rapprochement législatif international, cette marche vers l'unification progressive, et ensuite, vers l'internationalisation du droit pénal moderne, ne constituait jamais, jusqu'à présent, le but et l'objet direct des délibérations.

Dans les derniers temps, on voit un mouvement pour une entente entre les différents peuples, en vue de créer, là où ce serait possible, une solidarité plus étroite entre les divers Etats en matière de droit. Même en droit pénal, où le principe de la territorialité du droit semble s'affirmer plus énergiquement, la nécessité d'une coopération entre les diverses Nations, a été sentie, au fur et à mesure, qu'avec la multiplication des relations entre les peuples, une répression efficace de la criminalité n'a plus pu se réaliser dans l'étroite enceinte territoriale de chaque Etat.

La collaboration internationale directe devait être un produit de l'après-guerre, alors que dans la vieille Europe les peuples prendraient conscience de leur indépendance, parce qu'ils auraient soif de paix et besoin d'un ordre juridique, établi par un commun effort, pour épargner à l'avenir les angoisses et les désastres dont était gros un tout récent passé.

Cette collaboration internationale directe devait être aussi le produit spontané de cette vie contemporaine, où les relations se transforment, où, pour les criminels, ce qui autrefois représentait des frontières, a, en quelque sorte, disparu; où, il est de plus en plus nécessaire de recourir aux moyens tout modernes, afin d'organiser contre le crime, sur un triple terrain: législatif, judiciaire et pénitentiaire, une action défensive, d'un caractère vraiment international.

Nous observons donc, surtout après la grande guerre, un fait curieux et digne d'être signalé : une coopération spéciale entre les Etats et les grandes Associations juridiques internationales dans le domaine de la science et surtout, dans celui de la *lex ferenda* de la codification.

Mais, pourquoi donc, cette collaboration internationale, ce mouvement de rapprochement et d'unification de certaines matières de droit pénal ?

§ 2. — LES CAUSES DE CE MOUVEMENT D'UNIFICATION

1° La première raison du mouvement pour l'unification du droit pénal, et du droit en général, est dû « à la tendance qui, de siècle en siècle, pousse les groupements politiques, de plus en plus vastes, à se rapprocher dans la conscience d'une vie organique commune » (1). Les Nations sont, en effet, de plus en plus solidaires; les relations politiques et économiques entre peuples, ne sont plus, de nos jours, en fonction

(1) PELLA, *Actes de la troisième Conférence*, p. 94.

de distance géographique. L'interpénétration des communications, grâce à la découverte prodigieuse des sciences, nécessite également une interpénétration des idées.

« En abrégant les distances qui les séparent, le progrès scientifique a donné aux hommes le moyen de se mieux connaître et de se mieux comprendre; il leur a procuré l'occasion d'apercevoir qu'ils avaient, en définitive, sensiblement la même conception du bien et du mal, du juste et de l'injuste » (1).

Les besoins identiques, qui s'aperçoivent dans les sociétés modernes, appellent donc, comme solution imparfaite, la similitude de leurs droits, et, comme solution parfaite, leur unité.

Il est donc facile de constater que les besoins sociaux et les conceptions doctrinales et législatives sont presque identiques dans les différents peuples, grâce à la diffusion internationale de la culture spirituelle, à l'internationalisation de l'activité doctrinale et à l'influence législative mutuelle.

La grande guerre mondiale de 1914-18 a porté un coup décisif aux idées sociales et juridiques qui prévalaient dans la grande majorité des esprits. De terribles nécessités d'après-guerre ont mis en évidence le principe de l'interdépendance, non seulement, des Etats, mais des peuples aussi. Il devenait donc tout naturel que, sans effacer les frontières nationales, on fasse, en matière juridique, civile et pénale, l'internationalisation des grandes questions intéressant les individus, ne serait-ce que sur certaines questions.

(1) BARTHÉLÉMY, *Actes de la quatrième Conférence*, p. 81.

« Alors, devant la conscience de la solidarité humaine, qui se manifeste avec plus d'intensité encore à la suite des douloureuses expériences de la dernière mêlée des Nations, devant les domaines différents, dans lesquels on tend à fortifier ce sentiment de solidarité, devant l'effort admirable de la France, qui a créé l'Institut de Coopération Intellectuelle, il était bien naturel que les regards se dirigeassent aussi vers la science du droit en général, science qui trouve justement son fondement dans l'idée supérieure de solidarité, rattachant aussi bien les individus entre eux que les individualités des Nations, représentées par les Etats » (1).

Travailler à l'unification du droit, c'est travailler pour l'unification de la justice, c'est travailler pour un droit commun qui relie les peuples dans une même pensée juridique, dans une même pensée de justice;

2° Une autre raison, spéciale dans le domaine particulier du droit pénal, qui explique aussi le mouvement d'unification, c'est le danger général de la criminalité, qui oblige toutes les Nations à se solidariser, en unifiant leurs moyens de réaction, contre le fléau d'une telle criminalité.

« La conception du crime s'est unifiée chez toutes les Nations civilisées du monde, et la criminalité est considérée désormais comme un fléau social, qui n'a pas un intérêt uniquement national.

Les progrès techniques, particulièrement ceux des transports, les grands express internationaux, l'automobile, rendent possibles certains faits pour lesquels

(1) PELLA, *Actes de la première Conférence*, p. 56.

le criminel parcourt les frontières de plusieurs Etats » (1).

Au début du XIX^e siècle, les criminels n'avaient pas encore à leur disposition les inventions merveilleuses qui restent la gloire de cette époque : le steamer, le grand express, l'automobile, l'avion, sont devenus pour eux, non seulement, des moyens pour échapper aux mailles de la police, mais ils leur servent aussi de champ d'opération. Les malfaiteurs ont montré une ingéniosité redoutable dans l'usage des moyens de transport perfectionnés que la science mettait à leur disposition. Le banditisme international, sous sa forme collective, a pris d'inquiétantes proportions.

Or, si le crime s'internationalise, s'il met chaque jour à profit les facilités croissantes que lui assure notre civilisation pour répandre les microbes malfaisants qui infectent le corps social, il importe, d'autre part, que la lutte contre le crime ne l'isole pas à l'intérieur des frontières de chaque pays.

Les Etats civilisés doivent constituer entre eux un front unique pour la lutte contre la criminalité, laquelle ne doit pas trouver d'asiles d'impunité par le moyen de la coutumace extra-territoriale.

« Il va de soi que l'idée d'unification ne présente pas seulement une importance toute particulière en vue de la préparation du terrain pour la codification progressive des principes de droit pénal international, cette idée est appelée à offrir, en même temps, de nouveaux moyens de lutte contre la criminalité.

(1) MARIANO D'AMELIO, *Actes de la deuxième Conférence*, p. 67.

L'idée d'un front commun et de l'unité des moyens de lutte afin d'assurer la victoire, idée que l'expérience de la dernière guerre a pleinement consacrée, s'impose, d'autant plus, dans la guerre perpétuelle menée par l'humanité contre l'ennemi permanent de toute organisation sociale : contre le criminel.

Le front unique de tous les Etats, l'unité et l'ordre dans l'exercice des moyens de lutte, voici la voie la plus sûre, destinée à assurer le succès complet des mesures de prévention et de répression de la criminalité (1).

Il est réconfortant de relever encore que, au cours de ces dernières années, le sentiment de solidarité entre les divers Etats, dans la lutte contre la criminalité, n'a cessé de se manifester, toujours davantage, sous une forme concrète et précise. Nul ne doute plus qu'il n'existe des types de criminalité dont les effets nuisibles se font sentir, par delà les frontières des Etats, et que, contre ces types de criminalité, les Etats ne doivent s'unir pour une commune défense, qui a l'avantage de pouvoir se déployer dans un domaine que ne troublent point les conflits économiques et politiques ;

3° Enfin, la dernière cause de ce mouvement d'unification, c'est, sans doute, la réunion, dans certains pays, de territoires autrefois sous la domination étrangère. C'est peut-être la cause la plus essentielle du mouvement d'unification internationale des principes fondamentaux du droit pénal de l'avenir, c'est-à-dire, des principes des projets de codes pénaux en élaboration.

(1) PELLA, *Actes de la première Conférence*, p. 56.

Les divers traités de paix ont entraîné avec eux, pour divers pays, l'impossibilité de garder leur législation pénale d'avant guerre à l'égard de tous leurs sujets, dont un nombre important, très souvent, était régi, avant ces traités, par une législation différente. De telle sorte que par la suite des divers traités de paix, il y a un groupe d'Etats qui, en gestation de projets de Codes pénaux, ont un intérêt immédiat à unifier leur législation pénale sur certaines questions importantes.

Ce mouvement de codification pénale, déjà très intense avant la grande guerre, surtout en Suisse, en Allemagne, en Autriche, dans les pays Scandinaves et en Russie, s'est étendu, quand l'extinction de la guerre l'a permis, à une grande partie des Etats de l'Europe Centrale et Méridionale. On peut donc le dire sans exagération : toute l'Europe est aujourd'hui en travail de réforme sous le rapport de la législation criminelle.

§ 3. — L'IDÉE DE L'UNIFICATION TELLE QU'ELLE
S'EST PRÉSENTÉE AU CONGRÈS DE BRUXELLES EN 1926

Ayant en vue ces idées que j'ai déjà exposées aussi brièvement que possible, le premier Congrès International de droit pénal, tenu à Bruxelles du 26 au 29 juillet 1926, adopta, dans sa séance du 28 juillet, sur la proposition du professeur V.-V. PELLA, délégué roumain, le vœu suivant, relatif à l'unification du droit pénal.

« Le Congrès, vu les rapports sur l'état législatif actuel : considérant comme hautement désirable l'uni-

fication des idées fondamentales pour l'exercice de la répression dans les projets des différents Etats par l'admission de principes que la science pénale contemporaine a unanimement consacrés; vu que dans beaucoup d'Etats, on procède actuellement à l'élaboration de nouveaux projets.

« Emet le vœu,

« Que les Commissions chargées par les Gouvernements de rédiger des projets de Codes pénaux se réunissent dans une Conférence internationale. Cette Conférence aurait à discuter et à unifier les principes se trouvant à la base des projets élaborés par les Commissions, et à inscrire, dans la mesure possible, les principes communs pour l'exercice de la répression.

« A cette fin, le Congrès charge le Bureau de l'Association Internationale de Droit pénal de faire parvenir le présent vœu à tous les Gouvernements des Etats, où des projets de Codes pénaux sont en cours d'élaboration ».

Transmis par les soins du Gouvernement belge aux nations intéressées, le vœu du Congrès de 1926 se réalisait dès l'année suivante, par la convocation, à Varsovie, de la première Conférence Internationale, pour l'unification du Droit pénal. Une deuxième Conférence, non moins brillante, fut réunie à Rome, en mai 1928; une troisième, à Bruxelles, etc...

Le professeur PELLA, au fond de sa pensée, voyait, dans cette collaboration internationale, la démonstration tangible de la possibilité, un jour, d'une sorte de Parlement International, ou, tout au moins, d'un

Institut International permanent, où le droit pénal s'élaborerait suivant des principes communs.

« Comme autrefois, le grand jurisconsulte français, Charles Dumoulin, dont la vue claire et la pensée réaliste apercevaient dans l'unification des coutumes françaises, si multiples et, en apparence, si disparates, une œuvre possible, utile, pour diminuer le nombre des procès qui naissent de la diversité et de l'obscurité des lois, et nécessaire, pour affermir l'autorité royale, gardienne de la paix publique, le professeur PELLA avait également vu, dans l'unification des principes du droit pénal, transportée dans l'ordre international, une œuvre utile pour diminuer la fréquence des conflits que la diversité des législations fait surgir entre les Etats; enfin, une œuvre non moins nécessaire pour établir cette communauté des Nations européennes, dont chacun sent l'importance et vers laquelle tendent les efforts, comme à un idéal de justice plus complète et de paix mieux assurée » (1).

Ce nouvel horizon du droit pénal international *sensu stricto* naît et se développe, comme d'ailleurs, toutes les « nouveautés du moment » de tous les siècles, dans une atmosphère de criticisme pour les uns, de scepticisme même, pour les autres.

Le vœu en faveur de l'unification de Droit pénal que M. le professeur PELLA proposa a rencontré, en dehors du Congrès, de très vives critiques, et la proposition fut considérée comme chimérique, et, de plus, comme vaine.

(1) J.-A. Roux, *Actes de la première Conférence*, p. 50.

« Mais, le juriste moderne, conscient des obstacles et des difficultés qui se dressent devant le rapprochement législatif des peuples et devant la mise en œuvre d'un programme de codification commune, ne doit pas garder trop d'optimisme. Mais, d'autre part, il y a encore moins de raisons d'être pessimiste en cette matière; le pessimisme, attitude de commode, de prudence apparente et mal placée, étant l'ennemi de toute force créatrice » (1).

Il y a lieu de faire remarquer que, par rapport à la nécessité d'assumer le front commun de tous les Etats civilisés, dans la lutte contre la criminalité en uniformisant les moyens de défense sociale, que la science pénale a unanimement consacrés, tous les juristes, et même les plus sceptiques, sont aujourd'hui d'accord, pour reconnaître que la résolution, votée en 1926, par le Congrès de l'Association Internationale de Droit pénal, répondait à de puissants desiderata de la conscience juridique contemporaine.

En effet, quoique certains pays aient cru devoir se tenir à l'écart du mouvement d'unification du droit pénal, il n'en est pas moins vrai, qu'en août 1930, les juristes, représentant l'immense majorité des nations du monde, ont reconnu, lors du grand Congrès de Prague, organisé par la Commission Internationale pénale et pénitentiaire par une résolution votée à l'unanimité, que l'unification des principes fondamentaux du droit pénal est désirable pour faciliter la lutte commune des Etats contre le crime et pour don-

(1) E. ST. RAPPAPORT, *Actes de la première Conférence*, p. 44.

ner, dans le monde tout entier, une base unique à ce droit.

Même, la Société des Nations, ce grand aréopage de Genève, envisage pour la première fois, le problème de l'unification du droit pénal dans son ensemble, en septembre 1931, par la résolution votée par la douzième Assemblée de la S.D.N. En reconnaissant l'intérêt qui s'attache aux efforts qui ont été déjà réalisés en vue de l'unification progressive du droit pénal, la douzième Assemblée a décidé de procéder à une consultation quant à la forme sous laquelle la S.D.N. pourrait apporter son concours, en vue de l'unification progressive du droit pénal.

C'est à la suite de ce vote, qu'à l'initiative du rapporteur, les représentants des sept organisations internationales consultées par la S.D.N. avaient été réunis à Genève, les 8 et 10 mai 1932, afin de rechercher dans quels domaines le concours de la S.D.N. pourrait se manifester en vue de l'unification progressive du droit pénal et en vue de la coopération des Etats dans la prévention et la répression de la criminalité.

Or, les objections théoriques que l'on formulait, non plus que les difficultés d'ordre pratique, plus réelles, que l'on opposait, n'ont arrêté le développement de l'idée d'unification. C'est un fait aujourd'hui acquis. On n'ose plus attaquer, ouvertement du moins, l'idée d'unification. Le scepticisme, que l'on rencontrait au début et qui a tenu éloignés d'elle certains esprits, même excellents, est tombé. Il a fait place à une opinion opposée, fondée sur la constatation de l'interdépendance qui unit les peuples entre eux.

« Cette tendance à l'unification, il y faut insister pour prévenir tout malentendu, ne prétend point nier les caractéristiques de peuples : non seulement, chaque nation a sa vie propre, elle a pour premier devoir de la défendre sans que le souci de l'universel puisse jamais effacer en elle l'idée de patrie; mais, chacune d'elle a ses ressources, son génie, ses qualités, et même ses défauts, qui constituent son apport personnel et original à la civilisation commune. Mais, cette civilisation elle-même, tous les peuples ne la sauveront qu'en s'unissant. S'il y a un internationalisme néfaste qui prétend détruire l'individualité des Etats pour édifier sur leurs ruines un humanitarisme inconsistant, ou pour substituer, dans un monde nouveau, la guerre ou la dictature des classes à l'émulation des nations il est un autre internationalisme qui, respectant la souveraineté de chacun, amène cette souveraineté à consentir des sacrifices au profit de l'ordre commun, en acceptant les exigences d'une compénétration plus intelligente des législations internes dans le respect et le service d'une même justice, et d'une même morale » (1).

Les Conférences internationales d'unification du droit pénal n'entendent point s'immiscer dans les disputes d'écoles, si passionnantes qu'elles soient, ni à intervenir dans l'élaboration des idées. Au contraire, elles profiteraient des résultats de la lutte des écoles et du choc puissant entre les idées opposées et dont chacune contient une part de vérité, elles prendraient les meilleures formules.

(1) Le comte CARTON DE WIART, *Actes de la quatrième Conférence*, p. 83.

Ceux qui, sur le terrain théorique, se trouveront d'un côté ou de l'autre de la barricade, animés cette fois-ci par le sens des responsabilités, quant aux résultats pratiques de leur conception, sauront adopter la voie moyenne. Si les voies nouvelles sont tracées, comme jusqu'à présent, par les différentes écoles pénales, si le choc fécond de ces idées a lieu au sein des congrès libres, les Conférences se borneront à récolter la riche moisson de ces efforts théoriques en les transformant dans des formules pratiques.

Les résultats de la délibération au sein des Conférences auront un double avantage : d'une part, elles donneront un caractère plus scientifique aux codes nationaux, et, d'autre part, par l'unification des principes fondamentaux de la répression, elles assureront aux Etats un fort appui contre le fléau de la criminalité.

Par l'étude en commun de ces questions, non seulement, il résultera une vue plus claire des questions purement scientifiques, mais aussi, les buts de la vraie justice auront tout à gagner; irrésistiblement, une confiance mutuelle naîtra dans la justice de chaque pays, car on pensera d'une façon plus uniforme, subjectivement et objectivement, entre divers pays.

Les Conférences internationales d'unification du droit pénal demandent aux pays qui procèdent en ce moment à la révision de leur Code pénal, et qui se trouvent de ce fait en état de gestation législative, de confronter leurs projets et de tâcher de les rapprocher autant que possible. Les conférences tendent, non pas à dégager des principes, mais à rédiger des textes

destinés à être soumis aux Gouvernements, et incorporés, le cas échéant, dans les législations nationales.

Il s'agit, par l'unification, de faire disparaître en premier lieu, les divergences entre les législations nationales qui sont de nature à entraver la coopération des Etats dans la lutte contre la criminalité.

Les Conférences internationales d'unification du droit pénal apportent un concours pratique à plusieurs gouvernements qui, dans la préparation, la rédaction ou la réforme de leurs codes pénaux, se préoccupent, à bon droit, de la nécessité, de plus en plus évidente, d'opposer, autant que faire se peut, à l'internationalisation du crime, ce front commun que M. DONNEDIEU DE VABRES a si bien appelé : « l'ubiquité de la répression ».

En assurant la continuité des travaux d'unification, les Conférences n'auront pas seulement renforcé la réaction contre la criminalité, mais elles auront mis encore, au profit de la communauté tout entière, les efforts et les progrès réalisés par chaque Etat dans le domaine si mouvementé de la codification du droit pénal contemporain.

Chercher à unifier le droit entre les nations, c'est tendre à produire une double conséquence. C'est diminuer les causes de conflits qui peuvent naître entre elles et qui proviennent souvent de la diversité de leurs jugements, causée par la diversité de leurs législations. Et c'est aussi faire apparaître la communauté de leur vie. Lorsqu'on a le même droit, il n'est pas possible que l'on ne se sente pas plus près les uns des

autres, plus unis, parce qu'on a les mêmes sentiments et les mêmes besoins.

Aujourd'hui, lorsqu'on exprime des vœux dans tous les pays pour le rapprochement des peuples, il faut souligner que les Conférences pour l'unification du droit pénal ont à jouer un grand rôle pour la réalisation de ce rapprochement, et, notamment, dans le domaine important de la vie pratique, dans le domaine du droit et de la législation pénale.

De cette façon les Conférences en cause, viennent répondre à un besoin impérieux dans la vie internationale, surtout des pays européens, un besoin provenant du développement toujours plus grand des liens économiques et culturels qui existent entre ces pays.

§ 4. — DIFFICULTÉS DE L'UNIFICATION DU DROIT PÉNAL

La solidarité internationale qui se manifeste de plus en plus après la dernière mêlée des nations est naturellement plus aisée à réaliser en ce qui touche au droit privé, qui règle une matière plus semblable chez les divers peuples, et moins connexe avec les exigences de la souveraineté de l'Etat. C'est pourquoi, s'agit-il du droit privé, la nécessité d'une entente internationale est reconnue depuis longtemps, alors que la « territorialité » règne, comme un dogme sur le terrain du droit criminel, ce qui est contraire à des nécessités pratiques de plus en plus impérieuses.

Dans le domaine du droit pénal, qui fait partie du droit public, puisqu'il met en présence l'individu et

l'Etat et règle leurs rapports respectifs, la solidarité internationale sera plus lente à s'affirmer que dans celui du droit privé, et cela s'explique bien. C'est que, dans la lutte contre le crime, dans la défense de la sûreté de l'Etat, de la foi publique, de l'ordre public, de l'ordre des familles, de la propriété, le souci, et même, le scrupule de la souveraineté de l'Etat et de la territorialité du droit sont moins disposés à céder que lorsqu'il s'agit des intérêts du commerce ou même de certains droits civils.

Mais cela ne veut pas dire que l'unification du droit pénal est une utopie, une chose irréalisable. En effet, s'il ne peut exister un code pénal unique entre les Etats, ce qui présuppose une uniformité de coutumes, de civilisation, de conceptions politiques, dont nous sommes encore assez éloignés, il n'en est pas moins vrai qu'une unification des principes fondamentaux pour l'exercice de la répression est, non seulement, réalisable, mais fortement désirable, étant donné que la criminalité manifeste de plus en plus un caractère international.

Donc, l'unification du droit pénal, dans son ensemble, est un idéal vers lequel nous devons tendre, mais hélas ! un idéal assez lointain. Au contraire, l'unification de certains principes fondamentaux du droit pénal, principes qui ont un caractère scientifique et qui répondent à la nécessité de toute collectivité civilisée de se défendre contre le fléau du crime, cette unification est possible et hautement désirable.

En dehors de l'unification des principes fondamentaux pour l'exercice de la répression, on peut conce-

voir la possibilité d'une unification régionale. Il s'agit d'une unification qui pourrait avoir pour objet même des matières qui, quoique n'étant pas encore mûres pour recevoir une solution uniforme dans toutes les législations, sont cependant susceptibles d'une unification régionale, s'étendant seulement aux pays ayant acquis des éléments spéciaux et communs de civilisation. De telle sorte, qu'on peut concevoir l'unification du droit pénal des pays ayant pour base de leurs législations le Droit Romain, c'est-à-dire les pays latins. On peut concevoir également l'unification du droit pénal des pays de la petite Entente ou bien de l'union balkanique.

« A côté de l'unification des principes fondamentaux pour l'exercice de la répression, à côté de l'unification régionale, on peut concevoir encore un domaine où l'unification s'impose : il s'agit de certains délits pour lesquels les Etats se voient obligés à une coopération plus intense en vue de la prévention et de la répression. Ce sont les délits internationaux, dans le sens classique de cette expression » (1).

L'objet général des conférences doit être de concilier le respect des valeurs nationales avec une certaine unification des règles juridiques qu'impose à tous les Etats, le souci d'une civilisation commune. Cet objet général se précise dans l'effort pour proposer aux législations des divers pays, même à la S.D.N. des textes de lois ou de conventions qui répondent aux besoins de la collectivité humaine de se défendre contre le crime.

(1) V.-V. PELLA, *Actes de la quatrième Conférence*, p. 90.

L'unification des Codes pénaux oblige à rechercher parmi leurs dispositions actuelles, celles dont la valeur est générale et permanente, parce qu'elles répondent à un besoin constant du cœur de l'homme. C'est en ce sens que l'universalisation de la loi pénale se lie, en quelque mesure, à sa « spiritualisation ».

Si l'unification de tous les textes de droit pénal est impossible, dans l'état actuel des choses, au contraire, comme je l'ai déjà dit, l'unification des principes généraux est possible. On doit chercher à unifier les principes fondamentaux de droit pénal, laissant au législateur national, s'inspirant de son génie propre, d'adopter son système défensif contre le crime à sa culture, aux croyances religieuses, aux mœurs, aux opinions philosophiques de sa population, à son climat, à ses besoins particuliers. Les Conférences d'unification du droit pénal ne doivent pas poursuivre des buts utopiques; elles doivent se tenir sur un terrain solide en prenant en considération uniquement les possibilités de réalisations pratiques que nous offre la situation actuelle.

Mais, on doit repousser une conception, choquante et dangereuse, de droit pénal, qui prétendrait ne rien connaître de ce qui se fait en dehors des frontières d'un Etat et qui organiserait en vase clos la définition, la poursuite et la répression des infractions. Un tel cloisonnement va à l'encontre des exigences de mieux en mieux reconnues de cette interpénétration mondiale que le progrès des sciences et des communications ne cesse de favoriser.

Si la création d'un droit pénal universel constitue un idéal trop lointain, sinon une utopie, on ne saurait

toutefois contester, qu'en présence de la criminalité internationale, dont le fléau angoissant se manifeste avec une intensité de plus en plus croissante, que les moyens de défense purement nationaux sont insuffisants.

Mais même dans les domaines où nous avons reconnu la possibilité et la nécessité d'unification du droit pénal, même dans ces domaines, il faudra du temps pour que l'unification se produise. Or, on peut dire que la proposition, dont le germe a été déposé au Congrès de Bruxelles de 1926, progresse normalement et qu'elle demeure dans la voie des réalisations possibles, grâce à la prudence de ses animateurs. Ce qu'on peut dire, c'est qu'on est en face d'une œuvre qui exige un long travail.

Mais les villes ou les provinces ont-elles renoncé aisément à leurs lois locales pour adopter une loi commune, dont l'avantage était cependant certain ? N'a-t-il pas fallu des siècles pour obtenir ce résultat ? L'histoire fournit donc un enseignement aux impatients. Dans l'entreprise actuelle, entourée de difficultés plus grandes, puisqu'il s'agit des droits nationaux indépendants, il faudra également beaucoup de temps pour la réaliser. Mais, le temps est une chose secondaire ; l'essentiel, c'est de marcher dans la voie de l'avenir.

Un jour, le droit pénal international réalisera sûrement les faits que nous attendons de lui. Dire, quand viendra ce jour, est une chose impossible. La route est longue et pénible ; la marche doit être lente.

Avant de finir avec l'introduction de ma thèse, je crois nécessaire de présenter les deux observations suivantes :

PREMIÈRE OBSERVATION

En 1926, au Congrès de Bruxelles, lorsque M. le professeur PELLA a émis le vœu, l'unification ne fut envisagée que pour les pays pour lesquels des projets de Code pénal étaient en préparation : « Que les Commissions chargées par les Gouvernements de rédiger des projets de Codes pénaux se réunissent dans une Conférence internationale », afin de permettre aux membres des Commissions de codification d'arriver, par un travail fait en commun, à des solutions identiques.

Dès la convocation de la première Conférence, les organisateurs devaient donner à ces Conférences, un caractère tout à fait différent de celui qu'ils concevaient en 1926. On ne pouvait plus les ouvrir seulement aux Etats qui étaient en gestation d'une réforme législative, car, ainsi restreintes, les Conférences deviendraient rapidement sans objet. On s'aperçoit qu'il n'y a aucune raison de faire une distinction entre les pays qui avaient en instance des projets de Code pénal et ceux qui n'en avaient pas, ni de raisons à n'appeler à ces Conférences, qu'un nombre réduit de Nations. On voit désormais dans ces Conférences des réunions scientifiques, préparant les textes de la loi pénale universelle, proposée comme modèle à tout législateur qui, aujourd'hui ou demain, entreprendrait la révision de son droit national.

Cette solution était d'ailleurs en germe dans la création, votée en 1928, à Rome, du Bureau International, pour l'unification du droit pénal, qui a désormais comme organe autonome, l'initiative de la préparation et de la réunion des Conférences d'unification.

DEUXIÈME OBSERVATION

A Bruxelles, en 1926, si on se rappelle les termes du vœu, proposé par M. le professeur PELLA, et adopté par le Congrès, il n'était question que d'essayer d'unifier, dans la mesure où cela serait possible, les principes fondamentaux du droit pénal, c'est-à-dire, la partie générale qui se trouve dans les Codes pénaux.

Mais, du moment que l'on constatait que, dans la partie spéciale des Codes nationaux, à côté des infractions qui tiennent au développement historique de chaque nation et lui sont propres, il y a des délits qui blessent le sentiment de probité et de moralité commun à toutes les nations civilisées, il fallait en tirer la conséquence logique et nécessaire, que l'unification du droit pénal était possible pour cette portion des Codes nationaux, qui ne présente rien de particulier pour une nation déterminée.

C'est pourquoi, à partir de la troisième Conférence, on voit inscrire au programme de ces Conférences, la matière d'un certain nombre de délits et, notamment, les délits internationaux, tels que le délit de faux monnayage, la piraterie, la traite des blanches, les publications obscènes, la vente des stupéfiants, etc...

PREMIÈRE PARTIE

**LE TRAVAIL ACCOMPLI PAR LES DIFFÉRENTES
CONFÉRENCES INTERNATIONALES
POUR L'UNIFICATION DU DROIT PÉNAL**

L'année suivante, après le vœu émis par le professeur PELLA, au Congrès de Bruxelles, en 1926, à Varsovie, fut ouverte la première Conférence pour l'unification du droit pénal. Un an plus tard, en 1928, on s'est réuni à Rome, puis à Bruxelles en 1930; à Paris en 1931; à Madrid en 1933 et dernièrement, en 1935, à Copenhague. Six Conférences en dix ans.

Dans chaque Conférence, il est créé autant de commissions qu'il y a de questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence. Les commissions ont travaillé simultanément; les résultats de leurs discussions sont concrétisés sous forme de projets de résolutions devant être soumis à l'assemblée plénière.

Au sein de l'assemblée plénière, après le rapport de chaque commission s'engage un débat après lequel l'assemblée adopte ou rejette la proposition de la commission.

C'est dans ces débats et les rapports présentés devant les Conférences que nous avons puisé les matériaux de nos développements postérieurs.

Le travail accompli par ces Conférences est considérable. Un très grand nombre de problèmes furent étudiés avec soin, avec un esprit de conciliation et de concessions réciproques.

Les problèmes qui ont été résolus peuvent se grouper en trois chapitres : Chapitre premier : les problèmes touchant le Droit pénal général. — Chapitre II : Droit pénal international. — Chapitre III : Délits internationaux.

CHAPITRE PREMIER

DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

Comme je l'ai déjà fait remarquer dans l'Introduction, l'unification de certains principes généraux de droit pénal est plus facile à réaliser et c'est par là que les Conférences ont commencé. Même en lisant le vœu du Congrès de Bruxelles, on reste avec l'impression que c'est pour la partie générale des Codes pénaux que les Conférences devraient s'ouvrir.

La légitime défense, l'état de nécessité, la participation, la tentative, sont considérés comme des problèmes offrant plus de possibilité pour l'unification, étant donné qu'ils étaient considérés, avec raison, comme étant les plus mûrs pour un examen commun des représentants d'une série d'Etats devant lesquels se dressait le problème de la codification.

A côté de ces problèmes, pour lesquels la doctrine contemporaine avait déjà révélé certaines tendances uniformes, la question des mesures de sûretés présentait aussi des possibilités d'unification, car cette institution n'avait pas encore de règlements bien enracinés dans les législations des différents pays.

L'immense majorité des auteurs, versés dans l'œuvre de codification, soutenaient que cette œuvre devait

commencer par le droit pénal international, tandis que M. PELLA estimait que le terrain de la codification internationale de ce droit devait être préalablement préparé par l'extension, à des groupements d'Etats de plus en plus étendus, de principes fondamentaux communs pour l'exercice de la répression.

Les Conférences ont étudié, en ce qui concerne le droit pénal général, les problèmes suivants : 1° légitime défense et l'état de nécessité; 2° la tentative; 3° la participation et 4° les mesures de sûreté.

SECTION I

Légitime défense et l'état de nécessité

Assez souvent, on a rapproché le droit de légitime défense de l'état de nécessité. Les canonistes considéraient la légitime défense comme un cas particulier de l'état de nécessité. Cette conception est admise par la doctrine allemande qui fait dériver le droit de légitime défense de droit plus général de l'état de nécessité. Cette assimilation n'est pas complètement exacte.

Le droit de légitime défense se rapproche, en effet, de l'état de nécessité, car le délinquant se trouve dans l'obligation de réaliser l'infraction pénale dans l'un et l'autre cas, et cela, pour éviter un danger grave. Mais, tandis que, dans le cas de légitime défense, il y a l'agression, l'individu était dans l'obligation absolue de réaliser l'infraction, en état de nécessité il n'y a pas agression, mais lésion de la loi, le délinquant n'est pas attaqué, il a porté à autrui le préjudice pour sauve-

garder son droit personnel. Donc, la légitime défense est un droit, alors que l'état de nécessité est un mal. La légitime défense procède de l'exercice de véritable droit, mais ce droit reste tout à fait exceptionnel, ne s'exerce que dans la mesure où la répression sociale ne peut intervenir.

La première Conférence, qui avait à s'occuper de la légitime défense et de l'état de nécessité, a trouvé que ces deux idées sont voisines, mais elle a tenu à bien marquer qu'il s'agit de deux notions bien distinctes. C'est pourquoi, on les a étudiées séparément.

§ 1. — LA LÉGITIME DÉFENSE

A l'époque romaine, la légitime défense est considérée comme l'exercice d'un véritable droit de défense, même comme un droit naturel.

Chez les Germains, la légitime défense fut même rattachée, soit au droit de vengeance exercée d'une manière anticipée sur l'agresseur, soit à la mise hors la loi de celui qui attaque la personne ou viole le domicile (1).

Le christianisme modifia ces idées. La légitime défense perdit son caractère de droit pour devenir une nécessité et n'être plus qu'une simple cause d'impunité.

La légitime défense n'est plus considérée comme l'exercice d'un véritable droit de la part de l'individu, mais comme une cause d'impunité pénale au même titre que la théorie générale de l'état de nécessité.

(1) Voir R. GARRAUD, *Précis de droit criminel*, p. 327.

On peut dire, qu'actuellement, ces deux idées opposées peuvent justifier le droit de légitime défense. Pour les uns, elle est considérée comme une cause d'impunité; pour les autres, la légitime défense est l'exercice d'un véritable droit. Cette seconde conception est, sans doute, plus rationnelle.

« La légitime défense, déclare M. le professeur Braffort, dans son exposé devant la Conférence, est une notion, qui doit nous être sympathique. L'agent qui, en s'exposant au danger, agit contre un criminel, nous est sympathique, puisqu'il défend la société en même temps que soi-même. En effet, le criminel est retenu par la crainte d'une action immédiate de la part de la personne lésée, bien plus que par la crainte d'une punition lointaine qui ne peut-être réalisée immédiatement. L'agent accomplit donc un devoir social en réagissant contre le crime; ceux qui ne réagissent pas sont des lâches » (1).

La Conférence de Varsovie, avant d'aborder l'étude même de la légitime défense, devait se prononcer préalablement sur la question de terminologie: Comment doit-on appeler cet état qui est l'objet de la discussion: défense légitime ou défense nécessaire ?

J'ai déjà dit que la légitime défense peut être conçue :

1° Ou bien, comme un acte contraire à la loi, mais qui reste impuni;

2° Ou bien, comme un acte tout à fait légitime.

C'est la deuxième idée qui est acceptée par la commission. La légitime défense n'est pas seulement non

(1) *Actes de la première Conférence*, p. 98.

punie, mais elle constitue un droit. C'est contre la conception allemande, un droit créé par la nécessité. La légitime défense est en même temps un droit et un devoir social. La moralité exige qu'on reconnaisse la légalité complète de la défense contre une agression illicite. C'est pourquoi le mot « nécessaire » ne suffit pas, car il n'exprime que la nécessité même de la défense; tandis que le terme « défense légitime » présume déjà que l'acte est légitime. Le terme « défense légitime » est accepté par la Conférence. Donc, il n'y a pas d'infraction à se défendre, c'est le bon droit de chacun; mais, pour que la défense soit légitime, il faut deux conditions (1) :

1° Que l'acte soit nécessaire, c'est-à-dire, que l'agent n'a pas pu passer autrement sans réaliser l'infraction.

2° Qu'il y ait une agression actuelle et illicite.

Il faut que l'agression soit actuelle; c'est au moment de l'attaque qu'il est permis de se faire justice. De plus, il faut que l'agression soit illicite. Si l'agression est légale, si un agent de la force publique agit dans l'exercice de ses fonctions, la défense n'est pas légitime.

Le deuxième élément essentiel de la construction de la défense légitime, c'est la question d'énumération des biens qui peuvent être défendus. Ici, on se trouve en présence de deux formules : l'une, plus ancienne et plus étroite; l'autre, au contraire, plus large.

La première formule exige que l'agression qu'on repousse soit dirigée contre la personne qui se défend :

(1) Voir J.-A. Roux, *Cours de droit criminel français*, p. 188.

donc, c'est une défense purement personnelle. Pour les biens patrimoniaux, on ne peut défendre que ceux qu'on a sur soi ou près de soi.

La deuxième formule, plus large et plus juste, permet de défendre chaque bien reconnu légitime, personnel ou patrimonial.

En comparant la législation du siècle dernier et les projets de la codification actuelle, nous voyons une tendance à élargir le cercle des biens dont la défense est justifiée. Cette tendance paraît juste, car on ne saurait guère trouver des arguments irréfutables contre le droit de la défense du patrimoine.

La légitime défense est justifiée lorsqu'elle concerne, non seulement, la propriété de l'intéressé, mais aussi la propriété d'autrui, car c'est un devoir de solidarité sociale que de venir au secours de celui qui est injustement attaqué.

Donc, la légitime défense s'étend à tous les biens, et, en premier lieu, à la défense de la personne. Pourtant, les Codes de certains pays ne prévoient que la défense de la personne, pas même celle de la pudeur ou de l'honneur. Cette idée a évolué depuis, et elle comprend actuellement tous les attributs de la personne. Le sentiment de la solidarité humaine nous impose le devoir de l'étendre.

Il serait encore opportun d'analyser la question de savoir si l'action justifiée de défense ou de nécessité peut être entreprise dans l'intérêt de la personne agissante ou d'une autre personne également, et notamment de quelle personne. Ce problème comporte plusieurs solutions. Les uns exigent la stricte personna-

lité de l'action; les autres permettent de l'élargir et de défendre les personnes et les biens d'une quantité de personnes proches de l'auteur : ses parents, époux, enfants, etc.; les derniers, enfin, estiment qu'il est licite de défendre contre une attaque illégale, non seulement soi-même ou ses proches, mais aussi toute personne qui se trouve en danger.

Donc, on doit accorder l'assistance nécessaire à *chacun*, et, non seulement, aux parents, ce qui est également considéré aujourd'hui comme une exigence de la justice et ce qui correspond du reste à la *ration legis* de l'institution de la légitime défense.

L'excès de la légitime défense

Lorsqu'on commet une infraction en agissant en légitime défense, il n'y a pas responsabilité pénale; mais, que décider en cas d'excès de la légitime défense ?

Il faut distinguer deux cas : excès punissable et excès impunissable. Dans le premier cas, la peine doit être atténuée, car l'excès, dans l'exercice du droit de légitime défense doit constituer une cause d'atténuation de la peine. Ce premier cas — excès punissable — est renvoyé par la Conférence à la partie du Code spécial; elle ne s'occupe que de l'excès impunissable.

On se trouve en cas d'excès impunissable, lorsque l'agent qui a dépassé les limites de la légitime défense a agi sous l'influence d'une forte émotion, sous l'empire d'un trouble, ou bien, lorsque l'acte sera commis sous l'action exagérée de la crainte. Les expressions « trouble » et « crainte » ont été trouvées vagues par

la Conférence qui a accepté l'expression « forte émotion ».

§ 2. — L'ÉTAT DE NÉCESSITÉ

En ce qui concerne l'état de nécessité, se trouvent en conflit : le droit de l'un, c'est-à-dire de l'agent ; et le droit de l'autre, c'est-à-dire de la victime, et non pas le droit d'une part et l'illicéité d'autre part, comme dans le cas de la légitime défense. C'est pourquoi, il apparaît injuste au sentiment juridique de beaucoup d'auteurs de considérer l'acte de l'agent dans le cas d'état de nécessité comme non illicéite et encore moins comme un droit (1).

L'acte commis en état de nécessité reste illicéite, l'agent peut être coupable, mais s'il l'est, en effet, il ne sera pas punissable. Celui qui agit en état de nécessité commet l'infraction, mais il n'y a pas de peine, c'est un acte excusé par la loi pénale.

Il est donc nécessaire, et il suffit de constater que la personne, agissant en état de nécessité, n'est pas responsable. Son impunité est la conséquence directe du manque de responsabilité. Le fondement juridique de cette impunité réside dans l'état psychique troublé de l'agent et il repose sur des considérations d'équité.

Pour qu'il y ait état de nécessité, il faut :

1° Que le délinquant se soit trouvé en présence d'un danger grave ;

2° Il faudra une nécessité effective de commettre l'infraction, l'impossibilité d'éviter le danger autrement que par la réalisation du délit pénal ;

(1) Voir R. GARRAUD, *Précis de droit criminel*, p. 313.

3° Il faut que le bien sauvegardé soit au moins équivalent au bien sacrifié.

Comme, en cas de légitime défense, on ne fait aucune différence entre les biens juridiques qui peuvent être sauvés, et entre les personnes qui peuvent être nécessairement assistées lorsqu'elles se trouvent en état de nécessité.

Le délit commis en état de nécessité n'est pas très beau, au point de vue de la morale, mais il peut rester impuni, à condition que le bien lésé ne sera pas supérieur au bien sauvé. On n'a pas le droit, semble-t-il, pour sauver un bien, de sacrifier un autre bien qui est supérieur.

Si, en cas de légitime défense, on ne peut pas exiger la proportion, l'équivalence, entre les biens juridiques en jeu, étant donné qu'il est impossible de contraindre l'agent de réfléchir au moment même où ses biens sont l'objet d'une attaque illicite, en état de nécessité, il faut que le bien sauvegardé soit au moins équivalent au bien sacrifié.

En cas de légitime défense, le fait accompli par l'agent doit avoir pour objet le bien de l'agresseur même, la victime ne saurait invoquer la légitime défense, s'il lésait le bien d'une autre personne, c'est seulement l'état de nécessité qui peut être invoqué dans ce cas, ce qui est du reste aujourd'hui l'opinion unanime de la théorie comme de la jurisprudence.

Il va de soi que l'état de nécessité ne peut avoir d'effet juridique, si l'agent a le devoir de s'exposer au danger : marins au naufrage, soldats, mécaniciens. Mais, il est juste alors de considérer l'état de

nécessité comme une cause facultative de l'atténuation de la peine.

Ayant en vue ces idées, la Conférence de Varsovie a voté les textes suivants relatifs à la légitime défense et à l'état de nécessité.

Légitime défense:

ARTICLE PREMIER. — Il n'y a pas d'infraction lorsqu'on commet un acte nécessaire pour défendre contre une agression actuelle et illicite un bien quelconque appartenant à soi-même ou à autrui.

ART. 2. — En cas d'excès de la légitime défense, l'agent sera exempt de peine s'il a commis son acte sous l'empire d'une forte émotion.

L'état de nécessité:

ARTICLE PREMIER. — Est exempt de peine celui qui commet un acte nécessaire pour détourner d'un bien quelconque appartenant à soi-même ou à autrui un danger grave, imminent et autrement inévitable, pourvu que le bien sauvegardé soit au moins équivalent au bien sacrifié.

ART. 2. — Ne sera pas considéré comme agissant en état de nécessité, celui qui a le devoir juridique de subir le danger.

SECTION II

Tentative

La première question qui se posait devant la Conférence était de savoir à quel point de vue on devait se placer pour définir la tentative.

Si on se place au point de vue objectif, on exigera qu'il y ait commencement d'exécution et on soutiendra que, du moment qu'aucun préjudice social n'est réalisé, le délinquant doit échapper à la répression.

Au point de vue subjectif, répondra d'un délit tenté, celui qui entreprend les actes propres à être dirigés vers la réalisation de l'infraction. On tient compte de l'intention de l'agent.

Lorsqu'on compare les sept projets de Code qui sont soumis à la Conférence de Varsovie, on trouve le « commencement d'exécution » dans quatre d'eux, et, dans trois, « l'entreprise de l'action ». Ce qui est à remarquer, c'est que même les projets qui restent sur le terrain du commencement d'exécution, tâchent de donner à la définition, un caractère plus subjectif, en cherchant à définir, non pas, la tentative comme une forme de délit, mais plutôt l'action de tenter.

La définition dominante de la tentative comme commencement d'exécution d'un délit est critiquée à divers points de vue. On la trouve trop objective, ne donnant pas une appréciation suffisante à la valeur du motif, du côté subjectif de l'action, et, d'autre part, peu précise.

Si nous analysons tous les projets qui étaient présentés devant la Conférence, nous voyons que, même les objectivistes, visent à élargir la formule de la tentative. Ils sont d'accord que certains actes préparatoires doivent rentrer dans la notion de tentative.

La troisième commission de la Conférence de Varsovie a abandonné la formule de la tentative comme « commencement d'exécution ». Mais, en abandonnant la formule « commencement d'exécution », on a jugé utile de préciser que la tentative de crime impossible n'est pas punissable. Il fallait le dire expressé-

ment, car les formules objectives de la tentative n'empêchent pas de punir la tentative du crime impossible.

La Commission ayant voté que la tentative d'un crime impossible n'est pas punissable a accepté la formule subjective proposée par le Président Sassarath ainsi rédigée :

« Il y a tentative punissable, lorsque les actes extérieurs manifestent la résolution de commettre un crime ou un délit et que ces actes n'ont manqué leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur (1).

D'après ce texte, proposé par la Commission, ce qui caractérise dorénavant la tentative punissable, ce sont les actes extérieurs qui manifestent la résolution de commettre le crime ou le délit; bien entendu, ces actes extérieurs doivent être en rapport immédiat avec ce crime ou ce délit.

La Commission a estimé que dans les limites de la définition proposée, toute tentative doit être punie, sauf, lorsqu'il s'agit de la tentative d'un crime ou d'un délit impossible.

Etant donné que la troisième Commission a examiné, au cours d'une seule séance, les questions se rapportant à la tentative, elle a été dans l'impossibilité physique d'étudier toutes les questions se rapportant à cette institution, notamment, les circonstances aggravantes et atténuantes spéciales à cette matière qui se trouvent inscrites dans le projet italien, ainsi que la question du désistement volontaire.

(1) *Actes de la première Conférence*, p. 95.

En séance plénière de la Conférence, la définition proposée par la troisième commission avait été modifiée par l'intervention de M. le professeur BRAFFORT, et cela, dans l'intérêt de la garantie de la liberté individuelle. M. le professeur BRAFFORT a proposé de substituer à la formule de la commission, le texte suivant :

« Il y a tentative punissable, lorsque la résolution de commettre un crime ou un délit, a été manifestée par la mise en œuvre de moyens propres à accomplir ce crime ou ce délit, et qui ne manquent leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur » (1).

On a remarqué que la formule de M. BRAFFORT constitue un progrès dans la voie subjective; elle est aussi acceptable pour les objectivistes, car elle exige que les moyens soient *propres* à accomplir cette infraction. Avec cette formule conciliatrice, le texte qui stipule que la tentative de crime ou délit impossible n'est pas punissable, n'est plus nécessaire.

Après l'intervention de M. le professeur ROUX, qui a fait adhésion à la formule Braffort, ce dernier, après avoir délibéré avec la troisième commission, consent à remplacer la « mise en œuvre des moyens propres » par « mise en œuvre des moyens destinés » ; après quoi, sa formule a été votée par la Conférence, par la majorité.

(1) *Actes de la première Conférence*, p. III.

Tentative de crime ou délit impossible

Jusqu'ici on est en présence d'un délit qui peut être réalisé par l'agent. Mais, on peut envisager d'autres hypothèses, où l'infraction ne paraît être réalisée dans les conditions où l'agent voulait la réaliser. Voici quelques exemples :

1° La tentative d'homicide sur une personne qui a cessé de vivre au moment de l'infraction. Un homme entre dans la chambre de son ami malade avec l'intention de le poignarder. Il le frappe de son poignard, mais l'ami était déjà mort deux heures auparavant;

2° Le fils Laurent prépare son fusil pour tuer son père. Le père s'en aperçoit et décharge le fusil sans que le fils le voie. Le soir, le fils, qui ignorait que son père avait déchargé le fusil, tire sur son père. Ce cas s'est présenté devant la Cour d'Agen, et malgré qu'il s'agit d'une tentative de crime impossible, la Cour a condamné le fils pour tentative de parricide;

3° Pour le vol, il y aura tentative de délit impossible lorsqu'il y a absence de la chose.

Dans tous ces cas, celui qui tente un crime ou délit impossible est un être dangereux pour la société, aussi bien que l'individu qui a tenté un crime ou délit possible; la société aura intérêt à le punir sans attendre tranquillement qu'il réussisse dans son dessein criminel. Celui qui a donné du sucre au lieu de poison pour empoisonner, s'est trompé; mais demain, il ne se trompera plus.

La troisième commission n'a pas été d'avis de se rallier aux dispositions contenues dans plusieurs des

projets qui lui étaient soumis, punissant comme délit *sui generis* celui qui s'est rendu coupable d'une tentative de crime ou délit impossible. La Commission a été d'avis que de pareilles tentatives ne peuvent être punies d'aucune peine, réservant à une prochaine Conférence l'examen de la question de savoir si l'auteur d'une pareille tentative, qui se révèle comme un être dangereux, ne devrait pas faire l'objet d'une mesure de sûreté, car, pour la défense contre la criminalité, la peine ne suffit pas, il faut y adjoindre les mesures de sûreté.

Au vote, la majorité de la Commission s'est prononcée dans le sens que la tentative de crime impossible ne sera pas punie.

Au débat, on a remarqué que la notion d'impossibilité est une notion trop étendue et parfois dangereuse. Si une personne est poursuivie pour empoisonnement, on interroge un expert ou un médecin légiste, on lui demande : « Est-ce possible d'empoisonner avec cette dose ? » L'expert déclare que c'est impossible, car le poison, pris à cette dose, l'organisme ne le supporte pas et le rejette nécessairement. Conclusion : le crime est impossible, et on va appliquer le paragraphe deux du texte voté, en l'acquittant, parce qu'il a donné une dose de poison trop forte pour empoisonner.

Dans un autre exemple, au contraire, la dose de poison était trop faible pour tuer.

Pour la garantie de la liberté individuelle et la protection de l'ordre social, on a proposé d'ajouter qu'il n'y a pas d'impossibilité de commettre un crime ou un délit, lorsque l'auteur n'a pu commettre l'infraction.

tion en raison d'une simple insuffisance de moyens ou par le déplacement d'objets ou de personnes. Exemple : Une personne a l'habitude de se trouver dans son fauteuil, à telle heure, dans telle chambre, par un hasard, elle se place dans la pièce voisine. Par ce hasard de toutes ces circonstances, l'assassin, qui venait dans l'intention de tuer, n'a pu accomplir ce crime projeté.

Au sujet de la tentative de crime ou délit impossible, on se trouve en présence de trois systèmes.

Le premier système considère que le crime impossible ne doit pas être incriminé, car il n'y a pas possibilité de commencement d'exécution. Elle se fonde sur la théorie objective de la tentative.

Le deuxième système distingue entre les différentes impossibilités possibles. Elle distingue entre impossibilité absolue et impossibilité relative. Il y aura impossibilité absolue chaque fois que l'infraction ne pourra être réalisée dans les conditions où l'agent voulait la commettre et, dans ce cas, la tentative ne sera pas punissable.

Il y aura impossibilité relative lorsque l'infraction aurait pu être efficacement commise si elle s'était réalisée dans des conditions ou moyens différents ; dans ce cas, la tentative doit être punissable. Exemple : l'individu qui introduit sa main, en vue d'y commettre un vol, dans la poche des vêtements d'un tiers, commet une tentative de vol, quand bien même il serait établi que la poche fouillée était vide.

On a critiqué cette distinction entre impossibilité absolue et impossibilité relative, en disant que l'impossibilité n'a pas de degré.

Une autre distinction, voisine de la précédente, est basée sur l'impossibilité de fait et l'impossibilité de droit. Lorsque l'impossibilité de commettre le délit est simple impossibilité de fait due aux circonstances matérielles, l'agent serait répréhensif. Au contraire, lorsque l'impossibilité est légale, résidant dans le défaut d'un des éléments constitutifs de l'infraction, prévu par le législateur, la tentative ne sera punissable, le délit ne pouvant être réalisé. Cette distinction est critiquable, étant donné que, dans toute infraction, il y a conditions de fait et conditions de droit. L'agent n'a pas réalisé son délit parce que certains éléments de l'infraction n'ont pu être constitués, il y a éléments de fait et de droit qui sont en défaut.

Le troisième système admet que le crime impossible doit être toujours punissable. La raison pour la punition, c'est la raison subjective, c'est l'intention criminelle de l'agent qui a voulu atteindre le but illicite. Ce système est consacré par la jurisprudence allemande dans l'interprétation de l'article 43 du Code pénal d'Allemagne. Elle admet que l'impossibilité, même absolue, est punissable.

La Conférence, malgré l'abandon de la formule de la tentative comme « commencement d'exécution », a résolu que la tentative du crime ou du délit impossible ne sera frappée d'aucune peine, mais des mesures de sûreté seront applicables.

Voici le texte définitif voté par la Conférence concernant la tentative :

« Il y a tentative punissable, lorsque la résolution de commettre un crime ou un délit a été manifestée par la mise en œuvre des moyens destinés à accomplir ce crime ou ce délit et qui n'ont été suspendus ou n'ont manqué leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur.

« La tentative de crime ou de délit impossible n'est pas frappée d'une peine ».

SECTION III

Participation

Dans tout crime ou délit, il y a nécessairement, un ou plusieurs auteurs matériels. Il peut y avoir un auteur moral, l'instigateur ; il peut y avoir aussi des auxiliaires qui, d'une manière quelconque, apportent à l'auteur matériel une aide lui permettant d'accomplir le crime ou le délit, ou tout au moins, lui en facilité l'exécution. Donc, tous les délinquants ne jouent pas le même rôle délictuel dans la réalisation du délit. Alors, se pose la question de savoir quelle est la responsabilité de chacun des participants, étant donné, que son rôle a été secondaire. Faut-il les assimiler aux auteurs principaux, au point de vue de la peine, ou bien doit-on leur appliquer une peine différente, atténuée ? La solution varie avec les législations et constitue ce qu'on appelle, la théorie de complicité.

Au point de vue législatif, on peut donner quatre formules de la complicité :

Premier système : *emprunte absolu de la criminalité.*

Dans ce système, on considère que le complice emprunte la criminalité de l'auteur principal du délit. De cette formule résulte que le complice n'est punissable que s'il existe un fait principal délictueux au point de vue du droit pénal, et, d'autre part, le complice est alors puni, en principe, de la même peine que l'auteur. Ici, la répression pénale se trouve désarmée chaque fois que, pour une raison, le fait principal n'est pas répréhensif. Au point de vue de la peine, ce système traite les auteurs et les complices au pied égal.

Deuxième système : *Emprunte relative de la criminalité.*

Les complices seront punis d'une peine atténuée, par rapport à la peine de l'auteur principal. Ce système a le mérite d'individualiser la peine.

Troisième système : *complicité, délit distinct.*

Ici, on poursuit et punit les faits de complicité en eux-mêmes, en tant qu'ils constituent chacun des infractions distinctes indépendantes du fait principal. Cette théorie paraît mieux assurer la répression ; elle permet d'appliquer à chaque complice une peine appropriée spéciale.

Quatrième système : *Fait de la complicité, une circonstance aggravante du délit principal.*

C'est la théorie de l'école italienne qui ne règle que les peines applicables.

Le problème de la responsabilité de chacun des complices n'est pas facile à résoudre. Déjà, en 1902, au Congrès International de Pétersbourg, l'on a voté

la proposition des éminents criminalistes des diverses écoles, notamment : GARRAUD (père), Von HAMEL et Von LISZT. L'opinion du Congrès avait alors été celle-ci :

« Quant à la question de la complicité, la loi devrait abandonner toute distinction doctrinaire entre ceux qui ont participé au même crime et se borner à indiquer les modes de participation qu'elle considère comme tels ».

Si on compare les projets que les organisateurs de la Conférence de Varsovie ont déposé, on y voit l'effet d'un travail intense tendant à rompre avec cette distinction doctrinale dont parlait le Congrès de 1902.

Les méthodes qu'on y emploie sont bien variées. Les uns cherchent une définition générale qui pourrait, de l'avis des auteurs, exprimer le mieux l'idée, que chacun est responsable de ses actes en premier lieu, et que les actes d'autrui ne peuvent être considérés comme la base principale de la responsabilité des complices.

D'autres, ont essayé de donner une énumération minutieuse des situations possibles, en combinant les actions des instigateurs ou provocateurs avec celles des auteurs et des complices.

Ce qui est à remarquer, c'est que la tendance commune de tous les projets déposés devant la Conférence cherchent à regarder comme punissables, non seulement l'auteur, c'est-à-dire, la personne qui exécute le crime, pour ainsi dire, de ses propres mains, mais aussi la personne qui incite l'auteur à commettre le crime, et celle qui lui facilite l'exécution du crime.

On ne dit pas encore d'une façon catégorique qu'il y a autant de crimes qu'il n'y a de complices ; cependant, on affirme qu'envers chacun d'eux, le juge doit envisager la question de la responsabilité aux sens objectif et subjectif de l'imputabilité et de la dimension de la peine, au point de vue individuel.

Les tendances relevées dans les projets, ce sont les tendances propres à la jurisprudence. C'est la vie qui inspire les juges, les praticiens de la codification, et c'est elle qui les conduit tous à un même but.

Cette idée qu'on trouve dans la jurisprudence moderne et dans les projets est la suivante : *Quat personae agentes tot crimina*, combien de personnes agissantes, autant de crimes.

La solution de la question de savoir si le complice répond de son propre fait ou bien du fait (du délit) d'autrui, dépend naturellement de la question, si la complicité est une cause de résultat, à l'instar de l'exécution, ou, tout simplement, une condition. Mais, qu'on résolve cette question dans un sens ou dans l'autre, ou dans les deux cas, la complicité apparaît nécessairement comme un fait dépendant de l'exécution, et cela s'applique aussi à la conception de la complicité dans le sens du délit distinct ; toujours faut-il qu'il existe du côté de l'auteur, le délit, consommé ou tenté.

C'est cette dépendance qui est la cause de tant de contradictions et de théories absurdes que l'on trouve dans la doctrine traditionnelle du droit criminel, c'est-à-dire, dans la doctrine bipartite, suivant laquelle il y a seulement deux notions fondamentales en droit

criminel : le délit et la peine. Ainsi, si par exemple, l'auteur n'est pas coupable, ou, s'il s'est désisté volontairement, le délit n'existe pas dans la doctrine bipartite, et il en résulte que le complice ne sera pas, lui non plus, punissable, puisque la condition de la punition, voire le délit, n'existe pas.

Afin d'y remédier, on a construit, entre autres, la théorie illogique de l'interruption du rapport de la cause entre l'acte de l'auteur non coupable et le résultat, et on a fondé sur cette interruption, la théorie de l'auteur indirect, fictif ou intellectuel. Pour le cas du désistement volontaire, on a construit une autre théorie absurde, et une autre encore pour le cas de l'ordre de supérieur, etc...

Toutes ces contradictions et théories deviennent inutiles dans le système tripartite, et d'après lequel, le délinquant constitue lui aussi, à côté du délit et de la peine, une notion criminelle juridique fondamentale.

Ce système n'a aucune relation avec la théorie de l'homme criminel de Lombroso, dans le sens de laquelle celui-ci doit être étudié au point de vue anthropologique sociologique, pour connaître les causes de la criminalité, et aussi pour pouvoir combattre celle-ci.

La doctrine tripartite est acceptée implicitement dans le dernier projet allemand-autrichien, de 1925, mais avec beaucoup d'imprécision et de détours, par rapport à la complicité. Il a rejeté ouvertement comme absurde la théorie de l'auteur indirect, admise dans les projets antérieurs allemands.

Au XIX^e siècle, on s'est donné beaucoup de peine pour trouver une définition exacte, minutieuse de l'au-

teur, du provocateur (instigateur) et des auxiliaires. Les codificateurs d'aujourd'hui font bien d'éviter toute définition des participants ou de se contenter des définitions très générales.

Devant la Conférence, M. FERRI a proposé de nommer seulement les auteurs, instigateurs et auxiliaires, sans les définir. Il estime, d'autre part, qu'il faut se confier au juge, en lui laissant la faculté d'appliquer la peine, en la diminuant ou en l'augmentant dans les limites de la loi, en raison de la particularité objective et subjective de chaque cas qu'il doit juger, car il peut se faire que, dans certains cas, l'instigateur soit plus coupable que l'auteur lui-même : la femme mariée qui amène son amant à tuer son mari.

Les membres de la troisième commission ont estimé qu'il n'y a pas lieu de maintenir l'ancienne distinction entre auteur et complice et qu'il convient de prévoir, uniquement, la punition de tous les participants responsables de crime ou de délit, tenté ou consommé, et qui sont unis dans l'entreprise criminelle par une même intention commune.

On ne distinguera pas de différence entre complice et auteur ; on ajoute, que l'on place les instigateurs et les auxiliaires, en principe, sur le même pied : ils seront traités comme s'ils étaient auteurs. Le juge devra apprécier la responsabilité de chacun et appliquer les peines, tantôt plus fortes, tantôt moins fortes, que celles de l'auteur, et punir en conséquence.

Quand la Conférence a rédigé la formule de la participation, l'intention était de préciser que les complices ne seraient pas toujours punis exactement de la

même peine que les auteurs, et que les qualités et les relations personnelles seront prises en considération. Ce n'est pas la peine qu'ils encourent, mais la responsabilité est la même pour tous, et c'est cela que la Commission a accepté.

Enfin, M. JAMONTT a proposé à la Conférence de s'occuper de la question de la responsabilité du provocateur et du complice dans le cas où le délit n'a pas été commis, ni même tenté, par l'auteur. Les provocateurs et les complices sont-ils punissables au titre de la tentative du délit, auquel ils ont prêté leur concours ?

Si l'homme fait une instigation et si l'instigué ne commet pas le délit, l'instigateur doit être responsable ; mais, il est impossible de le dire responsable d'une tentative d'un délit resté dans le néant ; on doit le punir pour un délit spécial, ou on doit prendre à son égard, une mesure de sûreté. C'est pourquoi, la Conférence a envoyé cette question à la Conférence de Rome.

Le texte voté par la Conférence concernant la participation est le suivant :

« Tous ceux qui ont participé à la tentative ou à la consommation d'un délit, comme instigateurs ou auxiliaires, seront punis comme s'ils étaient auteurs ».

SECTION IV

Mesures de sûreté

§ 1. — LEUR NATURE JURIDIQUE ET LEUR ORGANISATION EN GÉNÉRAL; LEUR DIFFÉRENCE PAR RAPPORT AUX PEINES ET AUX AUTRES SANCTIONS JURIDIQUES DU DÉLIT (1).

Dans les projets déposés devant la Conférence de Rome, les dispositions concernant les mesures de sûreté, nous permettent de juger des progrès constants qui se réalisent dans cette voie.

A côté de la peine par laquelle la société réagit sous forme de châtiment et de sanction contre la faute d'un individu, la mesure de sûreté constitue une garantie de défense sociale. Elle est une réaction contre le risque de nocivité qu'un individu justiciable des tribunaux représente pour la société et pour lui-même.

Les mesures de sûreté apparaissent, à côté de la peine, comme réaction de prévoyance et d'assistance sociale contre l'état dangereux du délinquant. La loi pénale ne doit pas seulement punir l'individu en tenant compte de la gravité objective de l'acte délictueux qu'il a commis et dont il est reconnu responsable, mais elle doit aussi se protéger pour l'avenir contre un danger que l'être malfaisant incarne subjectivement.

(1) Voir le Rapport de M. le professeur RAPPAPORT, *Actes de la Conférence de Rome*, p. 23. ,

Aujourd'hui, personne ne proteste plus contre ce caractère bilatéral moderne de la réaction pénale et sociale en lutte contre le crime et le criminel endurci. Tous les nouveaux projets de codes pénaux ont accepté définitivement ce dualisme de réaction ; tous ont introduit les « mesures de sûreté » à côté des « peines ».

Personne ne peut aujourd'hui contester que la peine, quelles que soient sa nature et son organisation, est suffisante pour lutter, à elle seule, contre le fléau, de plus en plus croissant, de la criminalité, car, d'après son essence, elle ne peut être appliquée ni aux déments, ni aux mineurs déclarés irresponsables. Elle est surtout impuissante envers certaines catégories de délinquants dangereux, notamment envers les récidivistes et les délinquants d'habitude.

C'est pour cela qu'on a dû recourir à d'autres pour pouvoir réaliser ce que la peine par elle-même ne peut pas fournir. A côté de la peine, on doit employer des sanctions de nature à assurer la prévention individuelle et ayant pour but principal la protection de la société contre l'état dangereux du délinquant, dont le délit constitue le symptôme, afin de la soumettre à un traitement médical, de l'amender ou de l'éliminer.

L'apparition des mesures de sûreté remonte au jour où l'idée d'expiation a été remplacée par celle de préservation sociale. La mesure de sûreté n'est pas une innovation récente ; elle a trouvé des consécutions législatives dans la codification du siècle passé. Généralement, les mesures sont considérées comme des

peines accessoires ou complémentaires accompagnant les peines principales, afin de rendre plus efficaces ces dernières.

Au fur et à mesure qu'on avance vers les temps modernes, et grâce à l'étude chronologique des codes ou lois spéciales, appartenant aux différentes législations internes, on peut constater un développement plus ou moins visible de l'idée de préservation sociale par l'adoption de certains moyens capables d'assurer cette préservation.

Le système de la protection sociale ne peut plus se limiter à une pure organisation de lutte contre le crime, mais devait aussi agir contre le criminel, par une organisation préservatrice et de protection du délinquant, afin d'obtenir son redressement physique et moral, ou son amendement.

La science moderne réclame de nouvelles institutions pour mieux préserver la société contre l'état dangereux de certains délinquants. Le mouvement législatif contemporain s'oriente vers un système de lutte dualiste qui consiste dans une coopération commune de la peine avec la mesure de sûreté pour marquer un nouveau triomphe dans l'œuvre de codification du xx^e siècle.

Parmi les projets déposés devant la Conférence de Rome, c'est seulement le projet italien, dont la supériorité est reconnue par tous les participants à la Conférence, qui tâche, tout d'abord, de trouver, pour le nouveau genre de réaction, une expression législative qui le mettrait vraiment sur le même niveau de garanties juridiques modernes que les peines.

Deux conceptions doctrinales sont en présence au sujet de la nature juridique des mesures de sûreté : la conception de l'école positive, et l'autre, relevant de la tendance juridique traditionnelle.

D'après la conception de l'école positive, il n'y aurait aucune différence essentielle entre sanctions juridiques et mesures de sûreté, les unes et les autres représentant des moyens de défense contre la criminalité.

Suivant la seconde conception, relevant de la tendance juridique traditionnelle, adoptée par tous les projets en discussion, il y aurait, au contraire, une différence fondamentale.

Etant donné que, seules, les lois morales, sociales et juridiques admettent la possibilité de transgression, et, par suite, impliquent la nécessité d'une sanction, c'est-à-dire de quelque chose qui rétablisse le droit violé, il relève que la sanction est la réaction de l'Etat contre le fait illicite, violateur des normes fondamentales de la vie sociale, c'est-à-dire des normes juridiques. Il n'est donc pas possible de séparer l'idée de sanction de celle de réaction, qui est en rapport de causalité avec l'action, ou plus précisément, avec le fait illicite.

Or, comme toute réaction à un fait illicite équivaut à une répression, il en résulte que seules les peines rentrent dans la conception de sanction.

Mais, il faut distinguer la répression de la prévention. L'école positive a mis en lumière la conception que le but des peines est la défense de la société juridiquement organisée contre la criminalité ; mais cette

conception est générique, en ce qu'elle n'indique pas les moyens particuliers de lutte contre la criminalité, c'est-à-dire les sanctions. Les moyens de lutte sont nombreux : préventifs ou répressifs, publics ou privés, mis en œuvre en usant de coaction qui peut être physique ou psychologique, individuelle ou collective, ou bien, sans aucune coaction ; mis en œuvre par la législation ou par la juridiction, ou de façon purement administrative. Or, les mesures de sûreté ne sont pas des moyens de répression ; elles ne sont pas des conséquences juridiques de faits illicites.

La mesure de sûreté n'est pas sanction morale d'une faute. Elle poursuit un but différent et se propose simplement de protéger la société contre le danger qu'elle court du fait de la présence dans son sein de certains individus ou de certaines choses.

La mesure de sûreté ne sert pas à réprimer ; elle ne châtie pas ; elle ne punit pas. Elle se propose seulement, en présence de l'état dangereux manifesté par la nature du délinquant, de mettre la société à l'abri du renouvellement de ses attaques. Elle ne frappe donc pas le passé ; elle prévient l'avenir ; et ce qui la fonde, ce n'est pas une culpabilité encourue, mais un tempérament criminel constaté, qu'on s'efforce de soigner et de guérir.

§ 2. — DIFFÉRENTES ESPÈCES DE MESURES DE SÛRETÉ

En ce qui concerne le domaine d'application des mesures de sûreté, il est évident que c'est le législa-

(1) Voir le rapport de M. le professeur RADULESCO. *Actes de la deuxième Conférence*, p. 29.

teur qui doit le déterminer en énumérant les mesures de sûreté et en indiquant en quoi elles consistent et dans quels cas elles peuvent intervenir.

Pour établir les différentes formes de mesures de sûreté qui se dégagent de l'ensemble des sept projets déposés devant la Conférence, on peut s'attacher à la classification des délinquants en mineurs et majeurs, d'une part, et en délinquants normaux et anormaux, d'autre part. Une autre classification des mesures de sûreté c'est : mesures privatives de la liberté et mesures restrictives de la liberté.

a) *Mesures de sûreté
applicables aux délinquants mineurs.*

Les mesures de sûreté, prises à l'égard des jeunes délinquants sont, ou bien mesures privatives de la liberté, ou bien mesures restrictives de la liberté. Parmi les mesures privatives de la liberté applicables aux mineurs, c'est le placement des mineurs délinquants dans un établissement d'éducation ou de correction. Quant aux mesures restrictives de la liberté, prises à l'égard des jeunes délinquants, c'est, d'une part, l'éducation tutélaire des mineurs remis à leurs parents, à une société charitable, à une famille honnête, etc..., et, d'autre part, leur mise en liberté surveillée.

Toutes ces mesures sont destinées à sauvegarder les mineurs de la contagion immorale, ou à effacer les germes mauvais qu'ils renferment.

La jeunesse n'appartient plus au domaine de la répression, mais à celui de la prévention qui est assurée par des mesures éducatives ; l'école de réforme est substituée à la prison ordinaire.

b) *Mesures de sûreté
applicables aux délinquants majeurs.*

Les délinquants majeurs auxquels on peut appliquer des mesures de sûreté sont, ou bien des délinquants normaux, ou bien des anormaux. Dans les deux cas, les mesures prises à leur égard sont différentes.

Les délinquants qui jouissent de la plénitude des facultés et qui violent la loi pénale sont soumis à des mesures de sûreté différentes selon qu'il s'agisse des incorrigibles, délinquants d'habitude, de profession, inadaptables au point de vue social, et des délinquants occasionnels.

Les malfaiteurs incorrigibles, ceux dont la société doit se débarrasser, sont soumis à des mesures de sûreté à caractère éliminatoire qui les mettent hors d'état de nuire.

Les corrigibles sont soumis à une mesure de sûreté à caractère réformatif. Ce sont les déclassés de la société, les inadaptables au point de vue social, qui ont un dégoût pour le travail, et la mesure prise à leur encontre, consiste à les placer dans un établissement de travail obligatoire.

Les mesures qu'on prend envers les délinquants occasionnels sont des mesures qui suppriment les facultés de commettre de nouveau le délit, ou qui privent le délinquant de l'exercice de certains droits. Telles sont : confiscation spéciale, interdiction de séjour, expulsion des étrangers, interdiction de fréquenter les débits de boissons, et l'interdiction d'exercer un métier ou une profession.

Les délinquants anormaux appartiennent exclusivement au domaine d'application des mesures de sûreté, alors qu'ils sont considérés comme irresponsables. Contre ceux-ci, on prend des mesures de sûreté, à caractère curatif qui consistent dans leur internement dans un asile d'aliénés criminels où ils sont soumis à un traitement médical.

Ceux qui ne sont pas complètement irresponsables, c'est-à-dire ceux que certains auteurs considèrent comme demi-responsables, sont soumis à un traitement médical à l'intérieur d'une maison de santé où ils sont internés.

§ 3. — EXÉCUTION DES MESURES DE SÛRETÉ (1)

Pour l'exécution des mesures de sûreté, on doit tenir compte de quatre points fondamentaux :

- 1° Les garanties juridiques pour la défense sociale et pour les droits du condamné ;
- 2° Le moment d'exécution ;
- 3° Le régime et le traitement des soumis aux mesures de sûreté ;
- 4° La cessation de la mesure de sûreté.

Parmi les sept projets déposés devant la Conférence, c'est le projet italien qui donne un ensemble systématique de règles sur ces quatre points.

(1) Voir le rapport de M. le professeur ENRICO FERRI. *Actes de la deuxième Conférence*, p. 43.

a) *Les garanties juridiques pour la défense sociale
et pour les droits du condamné.*

Les garanties se trouvent dans tous les projets, étant donné que toute mesure de sûreté doit être prévue par la loi qui règle les conditions de leur application. Le projet italien dit expressément que « pour les mesures de sûreté, on se réfère à la loi en vigueur au temps de leur exécution ».

Pour tous les projets, les mesures de sûreté sont toujours appliquées par le juge, donc ne doivent pas être confondues avec les mesures de police.

b) *Le moment d'exécution.*

S'il y a condamnation à une peine et à une mesure de sûreté, celle-ci sera exécutée après que la peine aura été subie. Au contraire, la mesure de sûreté est immédiatement exécutée si elle est ordonnée pour un accusé qui fut acquitté à cause d'irresponsabilité. Cette différence est due à la distinction substantielle qu'on fait entre peine et mesure de sûreté.

Si, pendant l'exécution d'une mesure de sûreté, appliquée à une personne responsable, celle-ci doit subir une peine privative de la liberté personnelle, l'exécution de la mesure de sûreté est suspendue et reprend son cours après l'exécution de la peine.

Si l'exécution des mesures de sûreté ajoutées à une peine non privative de la liberté personnelle, ou bien, concernant des prévenus qui ont été acquittés, est non encore commencée, un nouvel examen de l'état de danger social s'impose si un temps x s'est écoulé depuis la date de la décision qui en a ordonné l'application.

c) *Le régime et le traitement
des soumis aux mesures de sûreté.*

Quant au régime disciplinaire et au traitement des condamnés à une mesure de sûreté, les projets en disposent les règles générales par la description légale de chaque mesure. Les règles détaillées pour leur exécution se trouveront dans le règlement pénitentiaire.

d) *La cessation de la mesure de sûreté.*

La cessation d'une mesure de sûreté est soumise à la décision du juge suivant les règles relatives à la libération conditionnelle des condamnés.

La Conférence de Rome a voté les textes suivants relatifs aux mesures de sûreté,

a) LEUR NATURE JURIDIQUE
ET LEUR ORGANISATION EN GÉNÉRAL

ARTICLE PREMIER

*Soumission à des mesures de sûreté:
disposition expresse de loi.*

Nul ne peut être soumis à des mesures de sûreté qui ne soient pas expressément établies par la loi, et hors des cas prévus par la loi.

ARTICLE 2

Conditions d'application des mesures de sûreté

Les mesures de sûreté ne peuvent être appliquées qu'aux personnes socialement dangereuses, qui ont commis un fait prévu par la loi comme infraction, encore qu'elles ne soient pas responsables, ou pas punissables.

Est réservé à la codification nationale de chaque pays, l'alinéa suivant :

« La loi établit les autres cas dans lesquels des mesures de sûreté peuvent être appliquées à des personnes socialement dangereuses ».

ARTICLE 3

Etat de danger social du délinquant

Les mesures de sûreté sont ordonnées après constatation de l'état de danger que présente celui qui a commis le fait, sauf les cas dans lesquels l'état de danger est présumé par la loi.

Est considérée comme socialement dangereuse la personne qui a commis le fait, quand il est à craindre qu'elle ne commette de nouveaux faits prévus par la loi comme infractions.

Est réservé à la codification nationale de chaque pays l'alinéa suivant :

« L'état de danger social se déduit de la nature et de la gravité du fait commis et des circonstances indiquées dans le dernier alinéa de l'article 134 du Projet du Code pénal italien ».

Note. — La Conférence a estimé devoir recommander instamment aux Etats la spécialisation du juge pénal absolument nécessaire pour une bonne application des mesures de sûreté.

ARTICLE 4

Compétence.

Les mesures de sûreté sont en tout cas ordonnées par le juge.

Est réservé à la codification nationale de chaque pays l'alinéa suivant :

« Quand elles ne sont pas contenues dans la sentence même de condamnation ou d'acquiescement, elles peuvent être ordonnées à la suite d'une procédure ultérieure ».

Dans les cas prévus par la loi, le juge peut appliquer une mesure de sûreté même avant la sentence de condamnation ou d'acquiescement.

Le juge a aussi la faculté de substituer une mesure de sûreté privative de la liberté personnelle à une autre ne com-

portant pas cette privation, eu égard aux constatations faites, durant l'exécution de la peine, sur l'état de danger du condamné.

Dans l'application des mesures de sûreté on doit observer, quant à l'usage du pouvoir discrétionnaire du juge, la disposition du premier alinéa de l'art. 133 du Projet du Code pénal italien.

ARTICLE 5

Durée des mesures de sûreté. Nouvel examen de l'état de danger.

La durée des mesures de sûreté sera en rapport avec la durée de l'état de danger des personnes qui y sont soumises.

Par sa décision ordonnant la mesure de sûreté, ou par une décision subséquente, le juge fixe un délai non inférieur à la durée minimum de la mesure, à l'expiration duquel il procède à un nouvel examen de l'état de danger.

Si l'état de danger persiste, un nouveau délai est fixé par le juge pour un examen ultérieur.

Néanmoins, le juge peut, sous réserve d'observer la limite minimum établie par la loi pour chaque mesure de sûreté, procéder en tout temps à de nouvelles constatations, quand il a des raisons de croire que l'état de danger a cessé.

ARTICLE 6

Révocation de la mesure de sûreté.

La mesure de sûreté est révoquée si, des constatations faites par le juge, en application des dispositions de l'article précédent, il résulte que la personne qui y est soumise n'est plus socialement dangereuse. Toutefois, la mesure de sûreté est ordonnée de nouveau, si des constatations, postérieures à la révocation, donnent à penser que l'état de danger n'a pas cessé.

On appliquera, dans ce cas également, les dispositions des deux derniers alinéas de l'article précédent, sauf en ce qui concerne la durée minimum de la mesure de sûreté.

b) DIFFÉRENTES ESPÈCES DE MESURES DE SÛRETÉ

ARTICLE PREMIER

Les mesures de sûreté comprennent :

I. — Les mesures privatives de la liberté, notamment :

1. L'internement dans des asiles des aliénés criminels ;
2. L'internement dans des asiles des anormaux psychiques et physiques délinquants ;
3. La rétention des récidivistes et des délinquants d'habitude dans un établissement spécial ;
4. Le placement, notamment des vagabonds, mendiants, faînéants invétérés, dans un établissement de travail obligatoire ;
5. Le placement des mineurs délinquants dans un établissement d'éducation ou de correction.

II. — Des mesures restrictives de la liberté, notamment :

1. La liberté surveillée ;
2. L'interdiction de séjour ;
3. L'interdiction de fréquenter les débits de boissons alcooliques ;
4. L'interdiction d'exercer un métier ou une profession ;
5. L'expulsion des étrangers ;
6. Les mesures tutélaires pour les mineurs délinquants.

III. — D'autres mesures :

1. La confiscation spéciale ;
2. La caution de bonne conduite ;
3. La fermeture d'établissements.

c) EXÉCUTION DES MESURES DE SÛRETÉ

ARTICLE PREMIER

Exécution des mesures de sûreté ajoutées à des peines.

Les mesures de sûreté ajoutées à une peine privative de la liberté personnelle, sont exécutées après que la peine a été subie, sauf les exceptions établies par la loi.

Les mesures de sûreté, ajoutées à une peine non privative de la liberté personnelle, sont exécutées après que la sentence de condamnation est devenue irrévocable.

Le juge peut, toutefois, ordonner que la personne condamnée ou acquittée non détenue soit provisoirement mise en liberté sous surveillance, même avant que la sentence soit devenue irrévocable.

S'il s'agit d'un aliéné, ou d'un mineur, ou d'un ivrogne d'habitude, ou d'une personne en état d'intoxication chronique provoquée par l'alcool ou par des stupéfiants, le juge peut, même pendant l'instruction ou la procédure de jugement, ordonner l'internement provisoire du prévenu dans une maison de santé et de garde, ou dans une maison judiciaire de correction, ou dans une colonie agricole ou dans une maison correctionnelle de travail.

Le temps d'application préventive de la mesure de sûreté n'est pas compté, dans ces cas, dans la durée minimum de cette mesure.

L'exécution des mesures de sûreté temporaires, non privatives de ladite liberté, aura lieu après l'exécution de ces dernières.

ARTICLE 2

Suspension de l'exécution d'une mesure de sûreté en cas de condamnation à une peine privative de la liberté personnelle.

Si, pendant l'exécution d'une mesure de sûreté, appliquée à une personne responsable, celle-ci doit subir une peine privative de la liberté personnelle, l'exécution de la mesure de sûreté est suspendue, et reprend son cours après l'exécution de la peine.

ARTICLE 3

Nouvel examen de l'état de danger dans le cas de mesures de sûreté non mises à exécution.

L'exécution, non encore commencée, des mesures de sûreté, ajoutées à une peine non privative de la liberté personnelle, ou bien concernant des prévenus qui ont été acquittés, est tou-

jours subordonnée à un nouvel examen de l'état de danger social, si un temps X s'est écoulé depuis la date de la décision qui en a ordonné l'application.

ARTICLE 4

Personne jugée pour plusieurs faits.

Si une personne a commis, même à différentes époques, plusieurs faits qui peuvent ou doivent donner lieu à l'application de plusieurs mesures de sûreté, le juge procède, dans le cas établi par la loi, à une déclaration unique de l'état de danger et à l'application d'une mesure unique de sûreté.

Si un fait, pour lequel on peut ou on doit appliquer une mesure de sûreté personnelle, est commis ou vient à être constaté après qu'une mesure de sûreté personnelle différente a déjà été ordonnée, le juge, le cas échéant, révoque cette dernière mesure de sûreté, et applique celle qui correspond à la nouvelle constatation de l'état de danger. Toutefois, aux cas prévus dans les dispositions précédentes, le juge peut, pendant l'exécution de la mesure de sûreté, la remplacer par une autre, compte tenu des constatations ultérieures de l'état de danger.

ARTICLE 5

Violation des mesures de sûreté.

Dans le cas où la personne soumise à une mesure de sûreté privative de la liberté personnelle, ou à l'expulsion temporaire du territoire de l'Etat, se soustrait volontairement à l'exécution de cette mesure, la période de durée minimum de la mesure de sûreté recommence à courir du jour où cette mesure s'exécute à nouveau.

Cette disposition ne s'applique pas au cas d'une personne internée dans un asile d'aliénés criminels, ou dans une maison de santé et de garde.

Recommandation : Dans la rédaction définitive du présent article, il sera tenu compte de l'observation que la nouvelle période de durée doit être déterminée par le juge.

ARTICLE 6

Effets de l'extinction de l'infraction ou de la peine.

Extinction du délit par prescription:

effets en ce qui concerne les mesures de sûreté.

L'extinction de l'infraction n'empêche pas la constatation du fait et de l'état de danger pour l'application des mesures de sûreté, ni l'exécution des mesures de sûreté ordonnées avant que la sentence soit devenue irrévocable. En cas d'amnistie, cette disposition sera appliquée, à moins que le décret d'amnistie n'en décide autrement.

L'extinction de la peine n'empêche pas l'application des mesures de sûreté et ne fait pas cesser l'exécution de celles qui ont été déjà disposées par le juge.

Est réservé à la codification nationale de chaque pays l'alinéa suivant :

« La liberté sous surveillance sera toujours ordonnée pour trois ans au moins, si, par suite d'une amnistie, d'une grâce collective ou d'une grâce individuelle, le condamné échappe à la peine de mort, ou bien, totalement ou partiellement, à la peine des travaux forcés à perpétuité. S'il s'agit d'un délinquant d'habitude, de profession, ou par tendance, le condamné sera placé dans une colonie agricole ou dans une maison correctionnelle de travail ».

Dans le cas d'extinction du délit par l'effet de la prescription, l'application d'une mesure de sûreté sera toujours subordonnée à la constatation de l'état de danger ; et le juge pourra substituer à la mesure de sûreté, établie par la loi, une autre mesure moins grave.

Recommandation : Les normes pour le traitement des soumis à une mesure de sûreté sont remises au règlement pénitentiaire comme complément des normes générales des articles 7, 8, 9 suivants, qui correspondent aux articles 212, 219, 220 du Projet du Code pénal italien.

ARTICLE 7

*Etablissements affectés à l'exécution des mesures de sûreté
privatives de la liberté personnelle.*

Régime d'éducation, de traitement curatif et de travail.

Les mesures de sûreté privatives de la liberté personnelle sont exécutées dans les établissements à ce destinés.

Les femmes sont internées dans des établissements distincts de ceux qui sont destinés aux hommes.

Les personnes valides sont obligées au travail.

Dans chacun des établissements il est adopté un régime spécial d'éducation ou de traitement curatif et de travail, eu égard aux tendances et aux habitudes criminelles et, en général, à l'état de danger des personnes internées.

L'autorité préposée à l'établissement délibère périodiquement sur les modifications qui peuvent se montrer nécessaires dans le régime des personnes internées.

En ce qui concerne les frais faits pour l'entretien des personnes internées, la rémunération du travail et la répartition de cette rémunération seront applicables, autant que possible, les dispositions des articles 145 et 190 du Projet du Code pénal italien. Pour l'entretien des internés dans les asiles d'aliénés criminels, on observera les dispositions relatives au remboursement des frais d'hospitalisation.

ARTICLE 8

Exécution.

Dans les colonies agricoles et dans les maisons correctionnelles de travail, les délinquants d'habitude ou de profession et les délinquants par tendance sont placés dans des sections spéciales.

Le juge décide du point de savoir si la mesure de sûreté doit recevoir son exécution dans une colonie agricole ou dans une maison correctionnelle de travail, en tenant compte des conditions et des aptitudes de la personne qu'il s'agit de placer. La disposition peut être modifiée en cours d'exécution.

ARTICLE 9

Internement dans une maison de santé et de garde.

A la peine pour un délit autre qu'un délit non intentionnel, atténué pour cause d'infirmité psychique ou d'intoxication chronique par l'alcool ou par des stupéfiants, ou pour cause de surdimutité, s'ajoute l'ordre d'interner le condamné dans une maison de santé et de garde pour une durée d'un an au moins, quand la peine infligée dépasse un an de réclusion.

Si pour le délit commis la loi édicte la peine de mort ou celle des travaux forcés à perpétuité, ou la réclusion non inférieure dans son minimum à cinq ans ou supérieure dans son maximum à dix ans, la mesure de sûreté est ordonnée pour une durée d'au moins cinq ans.

S'il s'agit d'un délit non intentionnel ou bien d'un autre délit qui comporte seulement une peine pécuniaire, ou s'il s'agit d'une contravention, l'internement dans une maison de santé et de garde est ordonné après la constatation de l'état de danger, pour une durée d'au moins six mois ; le juge peut toutefois substituer à l'internement la liberté sous surveillance. Cette substitution n'a pas lieu s'il s'agit de condamnés à une peine atténuée pour cause d'intoxication chronique par l'alcool ou par des stupéfiants.

Quand l'internement dans une maison de santé et de garde doit être ordonné, il n'y a pas lieu d'appliquer aucune autre mesure de sûreté privative de la liberté personnelle.

CHAPITRE II

DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

Les questions concernant le droit pénal international, qui étaient inscrites au programme des différentes Conférences d'unification de droit pénal, présentent un intérêt considérable et ont été suivies avec un vif intérêt, non seulement par les pays représentés aux Conférences, mais aussi par tous les Etats.

Il fallait d'abord décider quelle serait la loi ou les lois applicables dans l'espace, puis, quels effets devait-on reconnaître à des lois répressives étrangères ou à des sentences prononcées par les juridictions étrangères; et enfin, on devait s'occuper de l'extradition qui constitue, sans doute, la forme la plus antique de collaboration internationale en matière de tutelle pénale.

Parmi les questions concernant le droit pénal international, c'est le problème de l'extradition qui a présenté le plus de difficultés pour les Conférences; c'est pourquoi, ce problème a figuré dans l'ordre du jour de presque toutes les Conférences d'unification du droit pénal.

Six questions se rapportant au droit pénal international ont été étudiées successivement:

- 1° Le principe de la territorialité de la loi pénale;
- 2° Le principe de la personnalité de la loi pénale;
- 3° Le problème de changement de la nationalité du délinquant;
- 4° Le problème des effets, des sentences étrangères;
- 5° L'extradition;
- 6° Définition du délit politique sur le plan international.

SECTION I

Le principe de la territorialité de la loi pénale (1)

Suivant ce principe, le domaine de l'application de la loi pénale est fixé par le territoire même de l'Etat où cette loi est en vigueur. Sur ce territoire, la loi pénale, ayant un caractère d'ordre public, est applicable à tous les habitants qui auraient commis une infraction, sans distinction de nationalité, mais ne s'appliquerait à personne hors du territoire.

En ce qui concerne l'application du droit pénal, la notion de territoire d'un Etat, désignera, en outre, du territoire géographique: la mer territoriale, les navires et l'atmosphère territoriale. Par cette détermination du territoire, on veut permettre à l'Etat de remplir sa mission en assurant l'unité, la cohésion, la permanence du groupe social dont il est l'expression juridique.

Les progrès réalisés par l'aviation ont posé le problème des infractions qui seraient commises à

(1) Voir le rapport de M. IONESCO DOLJ. *Actes de la première Conférence*, p. 137.

bord des avions. Les membres de la première Commission de la Conférence de Varsovie sont tombés d'accord sur les principes suivants :

1° Que les infractions commises à bord des aéronefs pendant tout le temps de vol sans contact avec la terre sont régies par la législation des États auxquels ils appartiennent.

2° Qu'en cas d'atterrissage dans un pays étranger, les tribunaux de ce pays deviennent compétents, et

3° Que les infractions qui sont dirigées contre la sécurité ou l'ordre public de l'État sous-jacent appartiennent à la compétence des tribunaux de cet État.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA TERRITORIALITÉ DE LA LOI PÉNALE

Les exceptions peuvent être nombreuses ; la commission a pourtant jugé qu'en raison d'une meilleure technique législative des textes du code pénal, il est préférable de mentionner seulement celles se rapportant aux personnes qui, suivant le droit international ou les traités, bénéficient du principe de l'extraterritorialité.

Cette exception avait été déjà prévue dans certains projets. Par exemple, le paragraphe 2 du projet polonais est ainsi rédigé :

Echappent à l'application de la loi polonaise, les personnes qui, d'après le droit international ou d'après les conventions spéciales, sont soustraites à la juridiction pénale des tribunaux polonais.

Art. 3 du projet du Code pénal roumain, après

avoir désigné le domaine d'application de la loi territoriale roumaine, décide :

...Sont exceptées, en ce qui concerne ce principe :

1° La personne du roi ;

2° Les personnes qui, en vertu du traité ou du règlement du droit international, bénéficient de l'exterritorialité.

La compétence de la loi territoriale ainsi définie s'applique sans difficulté lorsque l'action criminelle s'est développée sur un même territoire. Mais, que décider, lorsque le délinquant a commis l'infraction sur plusieurs territoires étatiques ? Comment déterminer le lieu où une pareille infraction aurait pu être considérée commise ; Sans doute, c'est une question discutée et la doctrine connaît des controverses interminables.

La Conférence, pour mettre fin à ces controverses, et s'inspirant de certains projets et des résolutions votées à Munich, le 7 septembre 1883, par l'Institut de Droit international, a jugé nécessaire de préciser le lieu où l'on pourrait considérer l'infraction comme ayant été commise, et a consacré dans son texte le système *du lieu de l'action criminelle et celui des résultats produits par l'infraction*.

Comme exemple de compétence suivant le résultat produit, on peut rappeler le cas célèbre où le tribunal suprême de l'Empire Allemand a considéré, par la sentence du 23 décembre 1889, comme ayant été commis en Allemagne (Alsace) le fait d'un Français qui, se trouvant en territoire français, avait crié : « Vive la France », pour le motif que les effets de

cette manifestation séditieuse devaient, dans l'intention de l'auteur, se produire en Alsace (1).

La jurisprudence anglaise considère les faits d'injures par correspondance comme relevant de la compétence du lieu de réception de la correspondance (2).

La jurisprudence française attribue la compétence aux tribunaux français pour les délits de presse contenus dans les journaux imprimés et publiés à l'étranger, quand ces journaux ont été distribués en France (3).

L'Institut du Droit international, dans les résolutions votées à Munich, le 7 septembre 1883, a consacré seulement la doctrine du lieu de l'activité de l'agent :

ARTICLE PREMIER. — La compétence territoriale de la loi pénale est celle du pays où se trouve le coupable, lors de son activité criminelle.

ART. 2. — La justice pénale d'un pays dans le territoire duquel se réalisent ou devaient se réaliser, selon l'intention du coupable, les effets de son activité, n'est pas compétente à raison de ces effets seuls.

La Conférence de Varsovie a voté les textes suivants touchant le principe de la territorialité :

ARTICLE PREMIER. — Les lois pénales de l'Etat... (X) s'appliquent à quiconque commet une infraction sur le territoire... (X).

(1) *Journal du Droit international*, année 1890, p. 498.

(2) *Journal du Droit international*, année 1906, p. 847.

(3) *Cass. française*, 30 avril 1908.

Ces lois s'appliquent également aux infractions commises, soit sur un navire... (X), soit dans les eaux territoriales, soit au-dessus du territoire... (X).

Ne sont pas soumises aux lois pénales les personnes qui, d'après le droit international, ou d'après les conventions spéciales, sont soustraites à la juridiction pénale des tribunaux... (X).

L'infraction sera considérée comme ayant été commise sur le territoire de l'Etat... (X), quand un acte d'exécution a été tenté ou accompli sur ce territoire, ou quand le résultat de l'infraction s'est produit sur ce territoire.

SECTION II

Le principe de la personnalité de la loi pénale

Si on applique strictement le principe de la territorialité, d'après lequel le domaine de l'application de la loi pénale est fixé par le territoire même de l'Etat où cette loi est en vigueur, on devra décider que les faits délictueux commis en dehors des frontières d'un Etat ne peuvent être atteints par l'application de ses lois pénales. Mais, il est incontestable que cet Etat, dans certains cas, aura intérêt à ce que ses lois répressives s'appliquent même aux infractions commises en dehors de leurs frontières. Les cas retenus par la Conférence de Varsovie sont au nombre de trois (1) :

1° Un ressortissant ayant commis une infraction à l'étranger, a réussi de retourner dans son pays sans avoir été jugé et puni dans le pays de l'infraction. L'extradition ne peut intervenir, le national ne pouvant pas faire l'objet d'une mesure d'extradition.

(1) *Actes de la première Conférence*, p. 141.

2° Le délit commis à l'étranger, soit par un national, soit par un étranger, a été dirigé contre la sûreté de l'Etat, contre le crédit public du pays, ou contre un de ses sujets.

3° L'infraction commise par un étranger à l'étranger, le délinquant se réfugie dans un pays quelconque, sans avoir été jugé et puni dans le pays où l'infraction a été commise et si ce pays ne demande point son extradition.

Il est évident que, dans ces trois cas, l'intérêt de la répression pénale réclame que les lois répressives d'un Etat s'appliquent même aux infractions commises en dehors de leurs frontières, et d'attribuer, dans ces cas, une compétence extraterritoriale à leurs tribunaux. Et cela d'autant plus que la morale universelle et la communauté culturelle internationale réclament que cet infracteur étranger ne demeure pas impuni, surtout lorsque l'infraction est de nature à constituer une menace ou un péril pour l'ordre public d'autres Etats (*delicta juris gentium*).

La justification théorique de cette triple prorogation de compétence à côté de la compétence territoriale, ne peut résulter d'un principe unique, mais d'une combinaison rationnelle des systèmes ou des théories projetés par la doctrine et adoptés par certaines législations, telles que : la théorie de la *personnalité passive* (compétence déterminée par la nationalité de la *partie lésée*), la théorie de la *personnalité active* (compétence déterminée par la nationalité de l'accusé), la théorie de l'*universalité de la répression*, et la théorie *réaliste*.

La compétence personnelle ou extraterritoriale des tribunaux étant une compétence *subsidaire*, elle ne peut s'exercer que dans des conditions déterminées en rapport avec la loi du lieu où l'infraction a été commise. Ces conditions, que les membres de la commission ont jugé bon d'admettre, sont les suivantes :

1° L'infraction doit être prévue aussi par la loi du pays où elle a été commise.

2° La poursuite ne pourra avoir lieu qu'après le retour volontaire du national dans son propre pays, ou bien après avoir obtenu son extradition.

3° La poursuite ne pourra avoir lieu, si l'infracteur a été jugé et condamné à l'étranger par le *judex loci* et s'il a exécuté sa peine ou a été gracié.

4° S'il existe une différence de peine contre celle prévue par la loi étrangère et la loi nationale, le juge fera application de la loi nationale tout en tenant compte, en faveur du prévenu, de la loi étrangère.

5° La poursuite ne pourra pas avoir lieu si, d'après la loi du lieu, l'infraction commise est soumise à une plainte préalable et si cette plainte ne s'était pas produite ou a été légalement retirée.

Les membres de la commission sont tombés d'accord pour admettre que la loi pénale de chaque pays doit être applicable même aux complices — nationaux ou étrangers — qui, dans le pays, ont commis des actes de participation à une infraction commise à l'étranger. C'est incontestablement un progrès, car cette catégorie d'infracteurs jusqu'à présent bénéficiaient de l'impunité dans la plupart des pays, en vertu du principe suivant lequel si le fait principal n'est pas puni dans le pays d'après la loi nationale,

on ne pourrait concevoir la répression de la participation — action accessoire.

Enfin, les membres de la commission ont été unanimes à admettre le principe de l'application de la loi pénale de chaque pays même aux infractions, crime ou délit, commises par des étrangers à l'étranger, en consacrant la théorie de l'universalité de la répression.

Une importante distinction a été faite à l'égard de ces infractions : quelques-unes pourront être poursuivies seulement à la demande du Ministre de la Justice ; d'autres pourront être poursuivies d'office par le ministère public, sans attendre la demande ou l'autorisation du Ministre de la Justice. Ces dernières infractions, par le fait qu'elles ont été commises, pourraient menacer aussi la tranquillité d'autres Etats, c'est pourquoi, on les appelle : *delicta juris gentium*.

- a) La contrefaçon de monnaies, billets de banque et autres effets publics ;
- b) La traite des esclaves ;
- c) La piraterie ;
- d) La traite des femmes et des enfants ;
- e) L'emploi intentionnel de tous moyens capables de produire un danger commun ;
- f) Le trafic de substances stupéfiantes ;
- g) La mise en circulation de publications obscènes.

Pour ces infractions, le tribunal jugera en appliquant la loi nationale, sans se préoccuper de la *lex loci*, ou de l'envoyer si une demande d'extradition a été faite. Les seules conditions nécessaires seront

que le délinquant se trouve dans le pays et qu'il n'ait pas été jugé à l'étranger.

La Conférence de Varsovie, s'inspirant de ces idées, a voté à l'unanimité les textes suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les lois pénales de l'Etat... (X), s'appliquent à tout national qui participe comme auteur, instigateur ou auxiliaire à une infraction commise à l'étranger, si celle-ci est aussi prévue par la loi du lieu de l'infraction.

S'il y a une différence entre les deux lois, le pays tiendra compte de cette différence en faveur du prévenu dans l'application de la loi nationale.

Sauf les exceptions prévues à l'article , la poursuite est subordonnée contre le national, pour les infractions par lui commises à l'étranger, à son retour ou séjour volontaire, ou à son extradition.

Sous la même réserve, aucune poursuite n'aura lieu, si le national prouve qu'il a été acquitté ou condamné définitivement à l'étranger, et, en cas de condamnation, qu'il a exécuté sa peine ou a bénéficié d'une mesure d'exemption.

ART. 2. — Si le condamné se soustrait à l'exécution intégrale de sa condamnation, la durée de la peine subie à l'étranger sera déduite de la peine prononcée contre lui.

Aucune poursuite ne pourra être exercée pour l'infraction commise à l'étranger qui, d'après la loi du lieu du délit, est subordonnée à une plainte, si cette plainte n'a pas été portée ou a été légalement retirée.

ART. 3. — Les dispositions des deux articles précédents sont applicables aux étrangers domiciliés en... (X), s'ils ne sont pas citoyens d'un pays avec lequel l'Etat... (X) a signé un traité d'extradition, ou si leur extradition n'a pas été demandée par leur pays. Elles sont également applicables aux apolytes domiciliés en... (X). Ces dispositions sont applicables également aux instigateurs et auxiliaires qui ont participé en l'Etat... (X) à une infraction commise à l'étranger.

ART. 4. — Sera punissable, même par défaut, quiconque aura participé à l'étranger à un crime ou délit : 1° contre la sûreté de l'Etat ; 2° de contrefaçon ou falsification de sceau, poinçons, cachets ou timbres de l'Etat.

Si l'agent a été arrêté sur le territoire... (X), ou si son extradition est obtenue, la peine prononcée contre lui par les tribunaux... (X) sera exécutée, même si pour les faits prévus aux alinéas précédents il avait été jugé définitivement à l'étranger.

Au cas d'une condamnation prononcée à l'étranger pour la même infraction, la peine déjà subie sera déduite de celle prononcée par les tribunaux de... (X).

Un étranger, qui aura participé à l'étranger à un crime ou délit contre un citoyen ou contre l'administration de l'Etat... (X), sous condition que l'acte commis soit punissable selon la loi de l'Etat où il a été commis, et que l'inculpé se trouve sur le territoire de l'Etat... (X).

SECTION III

Le problème de changement de la nationalité du délinquant

L'expérience avait démontré que, dans la phase actuelle des législations, le changement de nationalité de la part du délinquant pouvait constituer le plus souvent un moyen de se soustraire à la répression. Pour parer à ce moyen, souvent usé par les infracteurs, la commission a admis qu'une disposition devrait figurer dans tous les codes pénaux, comme un moyen de lutte contre la criminalité internationale, afin de déjouer le calcul des malfaiteurs.

La Conférence de Varsovie a admis que la loi pénale du pays s'appliquera tant au ressortissant qui,

après la perpétration d'une infraction, aurait changé de nationalité, qu'à l'étranger qui, ayant commis un délit dans son propre pays ou ailleurs, s'établirait ensuite dans un autre pays où il aurait obtenu la nationalité, de sorte qu'il ne puisse plus être extradé, soit livré au pays où il aurait commis l'infraction.

La loi française sur l'extradition, du 10 mars 1927, par son article 5, admet l'extradition dans ce cas.

Le texte voté par la Conférence est le suivant :

La loi... (X) s'appliquera également à l'étranger qui, au moment de la perpétration de l'acte, était ressortissant de... (X) ; elle s'appliquera également à celui qui a obtenu la nationalité... (X) après la perpétration de l'acte.

SECTION IV

Le problèmes des effets des sentences étrangères quant aux :

- a) *Incapacité, déchéance ou interdiction, et*
- b) *Récidive internationale*

La question de l'effet extraterritorial des jugements répressifs est le nœud du droit pénal international. C'est une question des plus délicates et des plus complexes. Un pas en avant pour consacrer, sous certaines conditions, la valeur universelle des sentences pénales, pour en multiplier ainsi l'efficacité, serait l'indice le plus sûr du progrès de la communauté internationale.

L'intérêt commun des Etats et le respect des droits acquis nous ont paru imposer enfin la reconnaissance de la valeur extraterritoriale des jugements répressifs.

§ 1. — INCAPACITÉS, DÉCHÉANCES
OU INTERDICTION

La question qui se pose en cette matière est celle de savoir : doit-on ajouter foi, et dans quelles limites, à la documentation d'un fait constituant une infraction, au cas où elle est contenue dans une sentence de condamnation prononcée par un juge étranger contre un de nos citoyens, lorsque, selon les lois de notre pays, si l'infraction y avait été commise, la condamnation aurait eu pour effet de frapper le citoyen même d'une incapacité juridique quelconque.

Les systèmes consacrés par les législations en vigueur dans les différents Etats, relatifs aux effets des sentences par lesquelles un national a été condamné à l'étranger, sont au nombre de trois (1) :

Dans un premier système prévu par l'article 12 du Code pénal russe, du 22 mars 1903, on reconnaît de plein droit les effets des sentences étrangères relatives aux incapacités ou déchéances qui en résultent.

Dans un deuxième système prévu par l'article 7 du Code pénal italien, et l'article 25 de la loi française, du 30 novembre 1892, relative à l'exercice illégal de la médecine, on prévoit une action spéciale en déchéance, que le ministère public peut exercer et à la suite de laquelle le tribunal national peut prononcer les déchéances sous la réserve du droit du condamné de demander la révision du procès.

Dans un troisième système, celui prévu par l'article 37 du Code pénal allemand, et l'article 15 du

(1) *Actes de la première Conférence*, p. 146. ,

Code hongrois, on décide la reprise du procès pour examiner le fond même de l'affaire.

La possibilité qu'une condamnation pénale, prononcée à l'étranger, entraîne des incapacités juridiques frappant le citoyen sur le territoire de l'Etat dont il est ressortissant, est établi par presque tous les projets en cours d'élaboration, ce qui démontre que le principe est conforme à la vraie justice.

Aussi bien que pour la récidive, la conservation de l'ordre social et juridique interne de chaque Etat exige qu'on lui apprête ce moyen de défense, grâce à une collaboration internationale bien entendue. Par exemple: l'ordre familial ne serait point suffisamment protégé, si l'on permettait à un père de continuer à exercer la puissance paternelle après avoir subi à l'étranger une condamnation pénale pour violences charnelles commises sur sa propre fille.

Les points fondamentaux des normes qu'on trouve dans les projets déposés devant la Conférence peuvent se résumer dans les termes suivants:

1° Que ces normes mêmes doivent se référer uniquement à celui qui est ressortissant de l'Etat qui doit les appliquer.

2° Que les incapacités, dérivant d'une sentence étrangère, ne peuvent être déclarées que pour autant que les lois de l'Etat, dont le condamné est ressortissant, attribuent des effets du même genre à des condamnations prononcées sur son propre territoire pour la même infraction.

3° Que les incapacités doivent être réglées exclusivement par les lois dudit Etat, en ce qui concerne aussi le genre et les cas d'application.

4° Que les modalités de la reconnaissance de la sentence étrangère de condamnation doivent également être réglées par les mêmes lois, comme aussi le fait d'établir si l'on doit accorder au condamné, et dans quel cas, le droit de demander la rénovation du débat.

Considérant les résolutions votées, tant par l'Institut de Droit international, à la session de Munich, en 1883, que celles du Congrès pénitentiaire de Washington, en 1910, sur la question de l'effet d'extraterritorialité des sentences pénales, et tenant compte aussi des dispositions inscrites dans les projets des Etats représentés à la Conférence, et appréciant la tendance moderne préconisée par la doctrine du droit international de créer une solidarité et une collaboration des plus étroites entre les Etats pour faire front à la criminalité internationale, la commission a jugé bon d'admettre, comme un moyen de protection des tiers, l'inscription dans les codes pénaux respectifs, du système dit de l'*action spéciale en déchéance*. Par cette disposition, le national qui aura été condamné à l'étranger à une peine, exécutée intégralement, et qui entraînerait des déchéances ou incapacités, pourra être privé de l'exercice de ses droits, même dans son propre pays.

Dans la commission, on a débattu la question de savoir si le principe de l'effet de l'incapacité, dérivant de la sentence étrangère, devait s'appliquer seulement aux nationaux, ou s'étendre aussi aux étrangers. La commission a jugé que le principe devait surtout valoir pour les nationaux, selon la meilleure tradition

juridique. Mais, la commission, considérant que cette condamnation a été prononcée par les juges nationaux du délinquant, donc sensée être rendue en toute impartialité, a admis qu'elle aura force obligatoire même dans un pays étranger où le condamné aurait postérieurement élu domicile. Dans ces conditions, ces délinquants ne pourront plus éviter les effets de la sentence et bénéficier de la plénitude de leurs droits par le simple fait d'avoir franchi la frontière.

Donc, pour les étrangers, on a établi la conception du *status personalis*: la loi du pays règle les conditions juridiques des étrangers même par rapport aux incapacités et aux peines accessoires. On a cependant établi que, pour que la sentence étrangère produise ses effets, il faut qu'elle ne soit pas contraire à l'ordre public ou des bonnes mœurs.

Voici donc les textes, votés par la Conférence de Rome, concernant les effets des sentences étrangères, au point de vue des incapacités, des déchéances ou interdiction:

ARTICLE PREMIER. — Si un ressortissant X... a été condamné à l'étranger pour une infraction de droit commun qui, d'après la loi X..., impliquerait la prononciation de certaines incapacités, déchéances ou interdictions, le juge X... pourra prononcer lesdites incapacités, déchéances ou interdictions prévues par les lois X... pour les infractions dont il s'agit.

ART. 2. — L'étranger, puni dans son propre pays pour une infraction de droit commun, sera privé en pays X... de l'exercice et de la jouissance des droits qui lui ont été retirés par la sentence étrangère devenue définitive.

Cette disposition n'est pas applicable, si les incapacités, déchéances ou interdictions prononcées par la sentence étrangère sont contraires à l'ordre public.

§ 2. — RÉCIDIVE INTERNATIONALE

Il est incontestable que le principe de la récidive internationale est d'un intérêt fondamental pour la lutte contre la criminalité. Mais, il faut ajouter immédiatement que ce principe est moins avancé dans l'état actuel des législations positives, car il n'est pas admissible, en principe, que dans le territoire de l'Etat, l'on reconnaisse la sentence pénale d'un juge étranger, et encore moins, qu'on puisse lui accorder force exécutoire. Ce dernier principe, déduit directement du principe de la territorialité de la loi pénale, n'est point discuté en matière de droit international, et c'est par lui que la souveraineté de l'Etat trouve une de ses manifestations fondamentales.

Toutefois, certaines dérogations au principe en question peuvent et doivent être consenties, car l'intérêt de la défense sociale exige que le délinquant soit puni comme il le mérite, non seulement, en raison de la gravité du délit commis, mais aussi, en raison de son état de danger social, révélé surtout par ses rechutes dans le délit. Est-il possible de considérer comme délinquant à son début, un récidiviste, coupable de plusieurs vols, uniquement parce que c'est à l'étranger qu'il a commis ses délits antérieurs, subi sa condamnation et expié sa peine?

La doctrine et la jurisprudence françaises n'admettent point que les sentences étrangères puissent produire des effets en France et servir de base à la récidive. Le Code pénal de Neuchâtel, dans son article 96, consacre une doctrine contraire, en reconnaissant les

effets des sentences étrangères, mais en les limitant aux sentences des Etats ayant conclu avec la Suisse un traité d'extradition. L'article 91 du Code pénal norvégien, et l'article 83 du Code pénal italien, autorisent le juge de tenir compte, pour le récidiviste, des sentences prononcées à l'étranger. La jurisprudence anglaise admet la récidive, surtout dans le cas de criminalité d'habitude.

Il faut ajouter enfin, que l'importance de la question a été reconnue par le Conseil de la Société des Nations, au cours de sa séance du 6-12-1927, à l'occasion de l'examen d'un rapport qui lui avait été présenté par le comité mixte chargé d'élaborer le projet d'une convention internationale pour la prévention et la répression du délit de faux monnayage.

Ayant en vue l'accroissement considérable de la criminalité internationale à la suite du développement des moyens de communication entre les Etats, on voit insérer dans tous les projets, déposés devant la Conférence, une disposition suivant laquelle les juges auraient la faculté de tenir compte, pour le calcul de la récidive, de la sentence de condamnation, rendue à l'étranger, et cela surtout, quand il s'agit de l'état dangereux du délinquant ou des criminels d'habitude. Le souci de tous les assistants à la Conférence était de ne pas laisser un crime impuni, et on voyait dans la récidive internationale, un moyen d'éliminer les délinquants de la circulation internationale.

Devant la IV^e commission de la Conférence de Rome s'est posée la question de savoir si le principe

de la récidive internationale doit présenter un caractère facultatif ou obligatoire.

Certains exigent que le délit, dont il s'agit dans le cas particulier, doit être expressément prévu dans le traité d'extradition, car le principe de la récidive internationale est un principe de collaboration judiciaire entre les Etats de telle sorte que si le délit n'est pas indiqué dans le traité d'extradition, il n'est guère possible de parler de récidive internationale.

D'autres, parmi les participants à la commission, estiment que la récidive internationale doit être obligatoire, sous réserve de la faculté d'appréciation que l'on doit laisser à tout gouvernement.

La commission a adopté le principe général qu'il est indispensable, afin d'avoir un cas de récidive internationale, que le fait, à cause duquel la sentence de condamnation précédente a été prononcée, soit considéré comme infraction, même par la loi du lieu où la récidive doit être appliquée.

Enfin, la commission a estimé devoir réserver à chaque législation nationale, la formule des normes particulières pour le règlement juridique de l'institut de la récidive et le droit d'établir s'il est nécessaire ou non, pour l'application de la récidive, de procéder préalablement à un jugement de délibération de la sentence prononcée à l'étranger.

Le texte voté par la Conférence est le suivant :

ARTICLE PREMIER. — Quiconque aura commis une infraction en pays X..., après avoir été condamné à l'étranger pour une infraction prévue aussi par la loi X..., sera considéré comme récidiviste.

SECTION V

L'extradition

L'extradition est l'acte par lequel l'Etat, sur le territoire duquel s'est réfugié un condamné ou un accusé d'un autre pays, le livre à l'Etat qui a compétence pour le juger ou le punir. Elle rentre dans le droit international, puisqu'elle met en rapport deux Etats, à l'occasion d'une infraction commise ordinairement sur le territoire de l'autre.

Très longtemps, les délinquants étaient protégés par le droit d'asile, de telle sorte que, ni les étrangers, ni les nationaux n'étaient livrés. C'était le droit de la suzeraineté qui dominait sur le territoire et dont l'indépendance et l'autorité eussent été considérées comme amoindries si le coupable avait été remis à un Etat étranger.

Mais, avant que la doctrine, au ^{xvii}^e siècle, et sous les auspices de GROTIUS, eut proclamé le devoir de l'extradition, la pratique avait déjà appliqué l'extradition dans un certain nombre de pactes, parmi lesquels, celui entre Sienne et Florence est resté mémorable (31 juillet 1255), et sa violation donna lieu à la bataille de Monteaporto.

La pratique se développa toujours davantage, grâce à la théorie de PUFFENDORF; et ce fut BECCARIA qui proclama solennellement la vraie base du principe de l'extradition.

On affirma alors que la remise du délinquant était le respect du juge du lieu du délit, et on affirma ainsi

l'obligation des Etats à coopérer à la répression des délits.

L'asile, l'inviolabilité de l'hôte qui met le pied sur le sol national, la sainteté des suppliants et des passants, toutes ces idées ne sont plus de notre temps. Il n'existe donc un droit individuel impliqué dans l'extradition. Ce n'est plus le droit d'asile, droit absolu qu'aurait le fugitif d'obtenir, contre les réclamations de l'Etat justicier, la protection du Souverain auquel il a demandé secours. Ce droit d'asile, admis sous une inspiration religieuse et qui a revêtu, au cours de l'histoire, des modalités diverses, cède aujourd'hui devant les exigences supérieures de la justice et devant le fait de la solidarité internationale dans l'œuvre répressive.

Aujourd'hui, c'est l'intérêt réciproque des nations qui les amène à livrer les malfaiteurs à leurs juges naturels, c'est-à-dire, avant tout, aux juges du pays où le crime a été commis.

Les traités d'extradition, qui ne sont qu'une sorte d'assurance mutuelle entre nations, se sont développés, depuis quelques années, avec la même rapidité que les contrats d'assurance entre particuliers.

Le développement de l'extradition, qui est loin d'être achevé à l'heure actuelle, semble comporter trois phases (1) :

La première est la phase contractuelle. Deux gouvernements s'entendent pour se livrer les criminels réfugiés sur leur territoire, au mieux de leurs inté-

(1) DONNEDIEU DE VABRES, *Les principes modernes du Droit pénal international*, p. 248.

rêts respectifs. Ces traités d'extradition constituent en effet la forme la plus antique de collaboration internationale en matière de tutelle pénale.

Dans une deuxième phase, l'Etat détermine, par un acte législatif, le régime auquel il prétend soumettre, de façon uniforme, la pratique de l'extradition. La Belgique, en promulguant sa loi, en 1833, a donné le bon exemple, que devaient suivre les Etats-Unis, en 1848, l'Angleterre, en 1870, les Pays-Bas, en 1875, la République Argentine, en 1885, le Japon, en 1887, la Suisse en 1892, le Pérou, en 1906, la Norvège, en 1907, le Brésil, en 1911, la Suède, en 1918, la Finlande en 1922, la France, en 1927, l'Italie, en 1929.

Une loi nationale sur l'extradition assure en effet, l'unité du droit national, mais, en même temps, laisse subsister la diversité des législations positives. Et, étant donné que l'extradition met toujours en présence deux ou plusieurs Etats, il est rationnel et désirable que le régime de l'extradition soit un régime international, commun à toutes les nations qui veulent former, dans la lutte contre le crime, une société véritable. Le régime international de l'extradition peut être réalisé, soit par l'élaboration d'un traité universel de l'extradition, soit par l'élaboration d'un texte unifié susceptible d'entrer dans le droit positif des différents pays.

C'est de la seconde manière que le problème de l'extradition s'est posé devant les différentes Conférences internationales pour l'unification du droit pénal. On a cherché, dans ces Conférences, à établir des textes communs susceptibles d'entrer dans le droit positif des différents Etats.

Il faut remarquer que ce n'est pas pour la première fois que le problème de l'extradition s'est posé devant les Conférences d'unification du droit pénal.

Dans les dernières soixante années, dans différents Congrès européens et américains, on voit porter à l'ordre du jour le problème de l'extradition. Même dans le sein de la Société des Nations on a tenté de créer un projet de convention-type qui pourrait satisfaire les exigences juridiques et politiques des peuples et constituer un effort vers la réalisation toujours plus complète du principe de la solidarité des Etats dans la lutte contre la délinquance.

La première question qui se posait devant la Conférence de Paris était de savoir si le droit interne doit subordonner l'extradition à l'observance du principe de la réciprocité lorsqu'il n'y a pas traité. On a jugé que le principe de la réciprocité doit être réaffirmé, tout en espérant que le progrès et une meilleure entente des peuples permettront qu'un jour ce principe cède la place à la libre et inconditionnelle initiative des Etats.

Après avoir décidé que l'extradition sera accordée sous la réserve de réciprocité, et même, par exception, sans cette réserve, on devait s'occuper de la question de savoir quel critère on devra adopter pour accorder l'extradition : la liste des crimes et délits susceptibles d'extradition, ou bien, le critère de la peine.

On a jugé utile de substituer dans les traités d'extradition, le critère des peines à la liste des crimes et délits. On a applaudi aux plus récentes tendances qui se sont manifestées dans les traités dernièrement

conclus, par lesquelles on substitue, aux listes des crimes et délits susceptibles d'extradition, le critère de la peine. On arrive par ce moyen à éviter l'impunité pour les faits délictueux qui auraient été omis dans les lois organiques de l'extradition ou dans les traités. Ce système ferait tomber automatiquement, sans l'application des traités d'extradition, toutes les infractions nouvelles créées par la loi, alors que si l'on n'accepte pas cette manière de voir, il faudrait, chaque fois qu'intervient une nouvelle disposition législative pénale, reviser les traités.

Jusqu'à ces derniers temps, les lois internes des différents pays, ainsi que les traités d'extradition, comportent une longue énumération de faits donnant lieu à l'extradition. Par l'article 2, voté par les Conférences, dorénavant l'extradition aura lieu en raison du taux de la peine, sous réserve de la détermination des cas qui ne peuvent pas donner lieu à l'extradition.

Une autre question qui a surgi plus récemment en matière d'extradition, concerne l'application des mesures de sûreté. La Conférence a jugé qu'une mesure de sûreté privative de liberté, peut également servir de base à une demande d'extradition, à condition que le fait dont il s'agit soit incriminé par la loi de l'Etat requérant et par celle de l'Etat requis.

Le problème de l'extradition devient de plus en plus compliqué à cause des divergences qui séparent les différents pays, notamment en ce qui concerne le concept du délit politique, ou en ce qui concerne la question de l'extradition des nationaux.

L'extradition des délinquants politiques

Le principe de la non extradition des délinquants politiques est considéré partout comme un principe juridique intangible ; les lois d'extradition et les codes pénaux de certains Etats, ainsi que les traités conclus dans tous les pays l'établissent et, dans le domaine scientifique, un grand nombre de pénalistes et d'internationalistes sont d'accord pour déclarer la justice et la nécessité de ce principe.

L'idée de souveraineté de chaque Etat, qui fait admettre la conception que les questions de politique interne intéressent seulement l'Etat dont elles sont le lot, tend à exclure de l'extradition les délits politiques. Cette exclusion est inconnue jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

M. le professeur MASSARI, dans son rapport devant la Conférence de Bruxelles, s'est prononcé en faveur de l'extradition pour les délits politiques et sociaux. « On doit reconnaître, déclare-t-il, que les plus récentes conventions internationales s'acheminent vers la rupture des anciennes conventions, absolument contraires à l'extradition pour cette espèce de délits, et la délégation italienne ne peut pas faire moins que de se déclarer en faveur d'une solution non limitative, de laquelle s'est décidément inspirée la réforme des lois pénales en Italie ».

Si l'idée d'extradition des nationaux n'est pas encore mûre, le professeur MASSARI a proposé que, dans les traités, outre la limite initiale du principe de la réciprocité, soient établies des exceptions qui excluent

de l'extradition les crimes punissables de la peine de mort, ou établissent des restrictions même plus étendues par une liste des crimes et délits pour lesquels l'extradition devait être admise ou défendue (1).

Il faut remarquer que certaines législations, et plus spécialement la législation italienne, admettent l'extradition pour les infractions politiques.

Quoi qu'il en soit, la Conférence a décidé, dans l'article 6, qu'il n'y a pas lieu à extradition lorsqu'il s'agit de délits politiques, et de même, pour les contraventions et les délits non intentionnels.

Extradition des nationaux

L'extradition des nationaux est vivement combattue, de telle sorte qu'aujourd'hui, seules, les législations anglo-saxonnes acceptent l'extradition des nationaux; tous les autres Etats européens, sauf l'Italie, admettent, au contraire, leur non extradition. La non extradition est affirmée dans les clauses des traités, même les plus récents, par exemple, la convention italo-autrichienne, approuvée par décret royal du 13 septembre 1923; et la convention entre l'Italie et l'Etat Serbe-Croate-Slovène du 6 avril 1922, approuvée par décret royal du 13 septembre 1923.

Néanmoins, les tendances contraires se sont manifestées dans les législations et dans la doctrine:

1° Dès 1811, Napoléon autorisait l'extradition des nationaux (Fauchille); et elle fut appliquée dans trois cas: le 20 décembre 1812, le 25 février 1813 et le 13 décembre 1820.

(1) *Actes de la troisième Conférence*, p. 22.

L'Angleterre adopta le même principe : elle livra un de ses sujets à l'Autriche, en 1879, et un autre à l'Allemagne, en 1881 : elle observe la clause de réciprocité ; néanmoins, elle y renonce dans la convention avec l'Espagne (4 juin 1878).

La Suisse livra un Gènevois aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord sur la délibération du Congrès Fédéral du 6 mars 1891, à la suite de l'accord signé avec les Etats-Unis.

L'extradition des nationaux est affirmée dans le traité signé en 1889, à Montevideo, entre l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Pérou. Les traités signés entre l'Argentine et les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, et entre l'Argentine et le Chili, ont établi qu'en aucun cas la nationalité du coupable, qui doit être extradé, ne peut être un obstacle pour l'extradition.

2° Des écrivains très connus, tels que Bernard, Fauchille, Holtzendorff, Bluntschild, Pessina, Fiere, Garafalo, Longhi, invoquent la suppression de la défense de l'extradition des nationaux, et ont, à cet effet, émis des vœux dans différents Congrès.

En 1880, le Congrès d'Oxford émit le vœu suivant :

« Entre pays, dont la législation criminelle reposerait sur des bases analogues et qui auraient confiance mutuelle dans leurs institutions judiciaires, l'extradition des nationaux serait un moyen d'assurer la bonne administration de la justice pénale, parce qu'on doit considérer comme désirable que la juridiction du *forum delicti* soit, autant que possible, appelée à les juger »,

Quelles sont les raisons que les partisans de non extradition des nationaux invoquent à l'appui de leur thèse ? Ces raisons sont diverses et peuvent se grouper :

a) L'école allemande, et comme Julius CLARUS l'avait déjà indiqué, affirme que les citoyens ont le droit de demeurer (WOHNRECHT) et de vivre (LEBENRECHT) sur leur territoire national. Donc, les citoyens ont le droit de demeurer sur leur territoire national parce que les nationaux ne peuvent être extradés, et les nationaux ne sont pas extradés parce que les citoyens ont le droit de demeurer sur leur territoire national.

Cette théorie est critiquée : on a répliqué victorieusement que le droit de demeurer et de vivre pacifiquement sur le territoire national est aux citoyens honnêtes et non aux malfaiteurs et, ceux-ci, après avoir commis un délit, s'affirment dangereux, d'où la Patrie ne peut pas être un asile de délinquants.

b) Une théorie plus large, qui a eu plusieurs participants, affirme que les nationaux doivent être soumis aux juges de leur pays. Cette théorie se rallie à la personnalité de la loi nationale, qui est violée par le citoyen lorsque celui-ci commet un délit en territoire étranger.

On s'élève aussi contre l'extradition des nationaux pour le motif que le national serait peut-être jugé dans une langue qu'il ignore, au milieu d'une atmosphère hostile, dont la défense peut-être ne serait pas bien assurée, qui serait sans appui, qui subirait des

lois qu'il ne connaît pas et un régime répressif qui pourrait être différent de celui de son pays.

Enfin, il y a un motif sentimental, qui est répété très souvent à grande clameur, qu'une mère n'abandonne pas ses enfants. C'est critiquable, parce qu'une patrie civilisée ne peut jamais se glorifier de ses fils quand ceux-ci sont des malfaiteurs.

Quoi qu'il en soit, la non extradition des nationaux est dictée par une coutume presque constante avant la guerre, et que l'état actuel des relations internationales ne permet certainement pas d'abandonner complètement.

Mais la règle que exclut l'extradition des nationaux, commandée sans doute par la politique, est contraire à la justice, en ce qu'elle empêche la compétence préférable, celle du *judex loci*, de s'exercer.

Ayant en vue ces idées, la Conférence de Copenhague a décidé qu'un national ne peut être extradé que moyennant réciprocité législative ou conventionnelle dans les rapports de l'Etat requérant et de l'Etat requis.

Mais alors, si un national n'est pas extradé, à raison qu'il n'y a pas réciprocité législative ou conventionnelle, alors l'Etat, en refusant de la livrer, s'oblige à la faire juger suivant les lois nationales.

Mais à quel moment doit-on se poser pour apprécier la nationalité? Au moment de l'exécution du délit, ou bien au moment de la demande de l'extradition?

La Conférence a décidé que c'est au moment où la demande d'extradition est formée, que la nationalité s'apprécie.

Voilà donc les textes votés dans les différentes Conférences concernant l'extradition:

ARTICLE PREMIER. — L'autorité compétente (de l'Etat X...) peut, sous la réserve de réciprocité, et même, par exception, sans cette réserve, livrer aux Etats étrangers, conformément aux dispositions de la présente loi, tout individu poursuivi devant l'autorité judiciaire de l'Etat requérant, ou condamné par elle, et qui sera trouvé sur le territoire de l'Etat X...

ART. 2. — Toute infraction punissable, d'après la loi de l'Etat requérant et d'après celle de l'Etat X... peut donner lieu à extradition:

a) Lorsqu'il s'agit d'un inculpé, si la peine encourue pour l'infraction considérée n'est pas, dans son maximum, inférieure à X... années d'une peine privative de liberté, d'après la loi des deux Etats.

b) Lorsqu'il s'agit d'un condamné, si la peine prononcée (sur le territoire de l'Etat requérant) est une peine privative de liberté de x... mois au moins.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi à la tentative, ainsi qu'à toute participation punissable à une infraction (coparticipation, instigation, complicité, etc...).

ART. 3. — Toute décision de l'autorité judiciaire ayant prononcé contre l'auteur d'un fait qualifié crime ou délit une mesure de sûreté privative de liberté, peut également servir de base à une demande d'extradition, à condition que le fait dont il s'agit soit incriminé par la loi de l'Etat requérant et par celle de l'Etat requis. ,

ART. 4. — Si la demande a pour objet plusieurs infractions imputées à l'individu réclamé et qui n'ont pas encore été jugées, l'extradition n'est accordée que si le maximum de la peine encourue ,d'après la loi de l'Etat requérant et d'après celle de l'Etat X... pour l'ensemble de ces infractions, est égal ou supérieur à x... années d'une peine privative de liberté.

ART. 5. — L'extradition n'est pas accordée si la peine prononcée ou la peine applicable d'après la loi de l'un des Etats est simplement pécuniaire.

ART. 6. — Il y n'y a pas lieu à extradition lorsqu'il s'agit:

- a) de contraventions;
- b) de délits non intentionnels;
- c) de délits politiques.

ART. 7. — L'extradition n'est pas accordée:

1° Lorsque l'infraction a été commise sur le territoire de l'Etat X... ou de ses possessions coloniales;

2° Lorsque l'infraction, quoique commise hors du territoire de l'Etat X,,, ou de ses possessions coloniales, y a été jugée définitivement;

3° Lorsque, d'après des lois de l'Etat requérant ou celles de l'Etat X..., la prescription de l'action publique s'est trouvée acquise antérieurement à la demande d'extradition, ou la prescription de la peine antérieurement à l'arrestation de l'individu réclamé, et, d'une façon générale, toutes les fois que l'action publique de l'Etat requérant est éteinte.

ART. 8. — Dans le cas où l'intéressé est poursuivi ou a été condamné sur le territoire de l'Etat X... et où son extradition est demandée à raison d'une infraction différente, la remise n'est effectuée que lorsque la poursuite a pris fin, et en cas de condamnation, lorsque la peine est éteinte par l'exécution, la grâce ou l'amnistie.

Toutefois, cette disposition ne met pas obstacle à ce que l'individu réclamé soit envoyé temporairement pour comparaître devant les tribunaux de l'Etat requérant, sous la condition expresse qu'il sera renvoyé dès que la justice étrangère aura statué.

ART. 9. — Si, pour une infraction unique, l'extradition est demandée concurremment par plusieurs Etats, elle est accordée de préférence à l'Etat contre les intérêts duquel l'infraction était dirigée, ou à celui sur le territoire duquel elle a été commise.

Si les demandes concurrentes ont pour causes des infractions différentes, il est tenu compte, pour décider de la priorité, de toutes les circonstances de fait, telles que, la gravité relative et le lieu des infractions, la date respective des demandes, la situation géographique des Etats requérants, et notamment, l'engagement qui serait pris par l'un des Etats réquérants de procéder à la réextradition.

ART. 10. — Un national de l'Etat X... ne peut être extradé que moyennant réciprocité législative ou conventionnelle dans les rapports de l'Etat requérant et de l'Etat requis.

La nationalité s'apprécie au moment où la demande d'extradition est formée.

Lorsqu'un national de l'Etat X... est réclamé par un gouvernement étranger à raison d'une infraction qui, aux termes des dispositions précédentes, peut donner lieu à extradition, l'Etat X..., en refusant de la livrer, s'oblige à le faire juger suivants les lois nationales.

Toutefois, dans le cas où l'individu réclamé était de nationalité étrangère au moment de l'exécution du délit, la peine prononcée ne devra pas dépasser le maximum prévu par la loi territoriale étrangère.

ART. 11. — L'extradition est subordonnée à la condition que l'extradé ne sera l'objet d'une poursuite ou d'un jugement contradictoire pour aucune des infractions qu'il aurait commises avant sa remise, autres que celles qui ont donné lieu à l'extradition.

Toutefois, l'extradé peut être poursuivi et jugé contradictoirement pour une infraction autre que celles qui ont motivé l'extradition dans les cas suivants :

1° Si l'infraction n'est pas une de celles tombant sous les prévisions des articles 5, 6 et 7 de la présente loi, et si l'assentiment du gouvernement qui a extradé a été préalablement obtenu, l'intéressé ayant été admis à faire valoir ses droits devant les tribunaux de l'Etat requis.

2° S'il a consenti à être jugé ou à subir la peine afférente

à cette infraction, à condition que l'assentiment du gouvernement qui l'a extradé soit préalablement obtenu.

3° Si, à l'expiration du mois qui suit son élargissement définitif, il est resté volontairement sur le territoire de l'Etat auquel il a été livré, ou si, ayant quitté ce territoire avant l'expiration de ce délai, il y est rentré volontairement.

SECTION VI

Délits politiques - Définition du délit politique sur le plan international (1)

La Conférence de Copenhague a voté le texte suivant :

§ 1. — Sont délits politiques, les infractions dirigées contre l'organisation ou le fonctionnement de l'Etat, ainsi que celles dirigées contre les droits qui en dérivent pour le citoyen.

§ 2. — Sont réputés politiques, les délits de droit commun qui constituent la mise en œuvre des atteintes prévues par le § 1, ainsi que les actes commis pour favoriser l'exécution d'un délit politique, ou pour permettre à l'auteur de ce délit d'échapper à l'application de la loi pénale.

§ 3. — Toutefois, ne seront pas considérés comme délits politiques ceux dont l'auteur n'aurait été déterminé que par un motif égoïste ou vil.

§ 4. — Ne seront pas considérées comme politiques, les infractions créant un danger commun ou état de terreur.

(1) Etant donné que les actes de la Conférence de Copenhague ne sont pas encore publiés, je me bornerai à donner seulement le texte voté.

CHAPITRE III

DÉLITS INTERNATIONAUX

Il y a des délits qui ont toujours constitué un grave sujet de préoccupation pour l'humanité, délits qui ne s'attaquent pas à la sécurité d'une société déterminée; par exemple: la piraterie, la traite des blanches, les publications obscènes, le faux monnayage, le terrorisme, la guerre d'agression, etc..., mais qui, par leur nature, constituent un péril immanent pour toutes les sociétés, en violant la moralité moyenne établie entre les peuples.

Ces délits dits « internationaux », parce que, d'un côté, ils troublent l'ordre universel et, d'autre part, parce que les actes constitutifs de ces délits se succèdent et se prolongent bien souvent sur les territoires de divers Etats, méritent une entente entre les Etats, en vue d'arriver à une sanction particulièrement sévère.

Etant donné le nombre considérable de ces délits, je crois nécessaire de les grouper en 4 divisions, en étudiant quelques-uns seulement; quant aux autres, je me bornerai à donner les textes votés par les différentes Conférences internationales pour l'unification du Droit pénal.

Or, dans une première section, j'étudierai les délits internationaux d'ordre financier ; dans une deuxième section, je m'occuperai des délits internationaux contre la moralité ; je consacrerai une troisième section à l'étude des délits contre l'ordre international ; et enfin, je mettrai une section à part pour l'abandon de famille.

SECTION I

Délits internationaux d'ordre financier

Nous voyons apparaître, parallèlement à l'essor universel des entreprises économiques, le phénomène de la « criminalité financière ».

Parmi les délits internationaux, que j'appelle d'ordre financier, les Conférences n'ont étudié que le faux monnayage et la falsification des papiers de valeur. Je ne m'occuperai que du délit de faux monnayage ; quant au délit de falsification des papiers de valeur, les Conférences n'ont encore voté aucun texte.

§ 1. — FAUX MONNAYAGE (1)

Tout le monde est d'accord pour reconnaître le danger considérable que présente le délit de faux monnayage. Ce danger résulte, non seulement des formes nouvelles que prend ce délit à l'époque actuelle, mais aussi de la nature des intérêts qu'il lèse.

Le trafic monétaire international, qui s'est développé considérablement à la suite de l'accroissement des relations économiques entre les Etats, entraîne

(1) Voir le rapport de M. Jean RADULESCO, *Actes de la troisième Conférence*, p. 25.

souvent l'emploi de divers billets de banque appartenant à des différents pays, de sorte que parfois le public est mis dans l'impossibilité de se rendre compte de l'authenticité d'une monnaie étrangère. Cette situation encourage la falsification et les faux monnayeurs forment aujourd'hui de véritables bandes dont le champ d'activité s'étend sur le territoire de plusieurs Etats. Ces délinquants trouvent dans tous les pays des complices pour leur faciliter les moyens de commettre le délit et leur indiquer les possibilités de se soustraire aux poursuites de la justice.

Le faux monnayage apparaît comme un complexe, dans lequel se rencontrent et s'amalgament parfois les formes simples du faux, du vol ou de l'escroquerie, et qui menace tout ensemble les intérêts patrimoniaux des individus, la souveraineté monétaire de l'Etat et les relations économiques, dont le développement est fonction de la sécurité de la circulation monétaire.

Le faux monnayage n'atteint point seulement l'ordre public de l'Etat sur le territoire duquel il est accompli, ou le crédit de l'Etat dont la monnaie est falsifiée; mais il ébranle, en même temps, d'une façon générale, la confiance dans la monnaie, instrument des échanges, et entrave ainsi la coopération économique internationale.

Le faux monnayage peut encore apparaître comme une forme de manifestation de la criminalité politique. Les délinquants, au lieu de recourir à la violence pour frapper, dans son organisation politique, un Etat déterminé, peuvent, en effet, utiliser le moyen de faux monnayage pour porter atteinte au crédit

de l'Etat intéressé, et, par là, ébranler cet Etat dans son organisation politique.

Par la nature et l'importance des intérêts lésés, une coopération internationale, en vue d'établir un front commun de lutte pour la prévention et la répression du faux monnayage, apparaît aujourd'hui comme une nécessité absolue.

La Société des Nations, saisie par une lettre de M. BRIAND, du 5 juin 1926, décide de s'occuper du problème de la répression du délit de faux monnayage. La question fut d'abord soumise au comité financier qui adressa un questionnaire aux banques d'émissions des différents Etats. et dont les réponses étaient en faveur de la conclusion émise par un comité spécial d'une convention internationale sur le faux monnayage, ayant pour objet des mesures législatives et des mesures de collaboration entre les juridictions et les polices des différents pays.

Le comité mixte, institué en vertu d'une résolution du conseil, en date du 9 décembre 1926, et composé des plus éminents experts dans la matière, se réunit en juin et octobre 1927, pour rédiger, à la suite du remarquable rapport de M. V.-V. PELLA, un projet de convention qui fut par la suite communiqué à tous les Etats, membres ou non de la Société des Nations. La Conférence de Genève, en date du 9 avril 1929, établit une convention définitive, accompagnée d'un protocole facultatif, ce dernier ayant été immédiatement ratifié par la Bulgarie et la Roumanie.

De l'ensemble des textes contenus dans la convention, il ressort nettement le caractère éminemment

international du délit de faux monnayage et l'intérêt de tous les Etats à se solidariser afin d'aboutir à une meilleure répression de ce délit.

La diversité des règles envers les législations des différents pays concernant la répression du délit de fausse monnaie, et notamment, le manque d'uniformité par rapport à l'incrimination des infractions de faux monnayage, entrave l'action internationale. Des actes se rattachant au faux monnayage sont incriminés dans certains pays et ne le sont pas dans d'autres. Cette diversité de règles diminue l'effet intimidant de la répression, notamment par les faux monnayeurs qui opèrent sur plusieurs territoires d'Etats différents.

Les exemples sont multiples et révèlent suffisamment l'inefficacité de la répression qui résulte de la diversité des règles à l'égard de l'incrimination du faux monnayage. Lorsque tous les Etats auront des règles communes dans la matière, la répression atteindra son but. On pourra, de la sorte, aboutir efficacement à une coopération répressive internationale qui luttera contre le faux monnayage et assurera la protection internationale. Grâce à l'unification des législations internes, les faux monnayeurs, non seulement, n'échapperont plus à la peine, mais ils rencontreront aussi partout une répression sévère. Cette unification est un moyen efficace de lutter contre les bandes de malfaiteurs internationaux qui pratiquent le faux monnayage.

Si le faux monnayage nuit aux relations économiques internationales, il est indifférent pour l'Etat

poursuivant que la monnaie falsifiée soit nationale ou étrangère, car la sûreté de la circulation de la monnaie intéresse tous les pays. Or, une solidarité des Etats est indispensable pour lutter contre toute tentative ayant pour conséquence une atteinte portée à cette sûreté.

Il y a deux groupes d'infractions de faux monnayage. Le premier de ces groupes est formé par l'ensemble des infractions dont l'incrimination se base sur l'idée de fabrication: c'est la contrefaçon et l'altération. Le second groupe contient les infractions consistant dans le fait de la mise en circulation ou la détention illicite des monnaies falsifiées.

On peut considérer le faux monnayage comme un délit de droit commun, caractérisé par la soif du lucre chez les délinquants.

Mais, le faux monnayage n'est pas toujours un acte déterminé par la soif du lucre; il est parfois un expédient auquel certaines personnes recourent dans le but de satisfaire un intérêt collectif, alors il peut apparaître comme une forme de manifestation de la criminalité politique.

Quant à cette hypothèse, qu'on pourrait soutenir théoriquement, ayant donné la gravité exceptionnelle de l'infraction et la nature des intérêts lésés, il est de l'intérêt général de réprimer le faux monnayage comme une infraction du droit commun, car la lutte internationale contre ce délit suffirait des déflections si on lui appliquait le régime spécial de répression établi pour les délits politiques.

Il peut même arriver que le faux monnayage, pratiqué au détriment d'un Etat déterminé, soit encouragé ou simplement toléré, par un autre Etat, dans le but de porter atteinte au crédit du premier. Cette hypothèse peut se présenter un jour, alors il faudra la classer dans les manifestations de la criminalité interétatique.

La Conférence de Paris n'a pas envisagé ces trois formes que pourrait revêtir le délit de faux monnayage : elle a envisagé ce délit sous sa forme ordinaire.

Voici donc le texte voté par la Conférence de Paris :

ARTICLE PREMIER. — Est puni de...

1° Quiconque contrefait ou altère frauduleusement des monnaies ;

2° Quiconque, frauduleusement, émet, reçoit, se procure, détient, introduit sur le territoire, transporte hors du territoire, ou met de quelque autre manière en circulation, des monnaies contrefaites ou altérées.

ART. 2. — Quiconque ayant reçu, pour bonnes, des monnaies contrefaites ou altérées, les aura remises en circulation après en avoir vérifié les vices, est puni de...

ART. 3. — Quiconque, frauduleusement, se procure, détient, fabrique ou vend des instruments ou autres objets destinés par leur nature à la contrefaçon ou à l'altération des monnaies, est puni de...

ART. 4. — Les monnaies contrefaites ou altérées, ainsi que les instruments et autres objets ayant servis ou destinés par leur nature à la contrefaçon ou à l'altération des monnaies, sont confisqués.

ART. 5. — Sont exempts de peine, ceux qui, avant la consommation des infractions visées aux articles précédents, et

avant toute poursuite, en ont donné connaissance et révélé les auteurs à l'autorité publique, ou si, même après les poursuites commencées, ils ont provoqué l'arrestation des autres coupables.

ART. 6. — Pour l'application des articles précédents, sont qualifiées monnaies, la monnaie métallique ou de papier, et les billets de banque nationaux ou étrangers ayant cours légal en... (sur le territoire) ou à l'étranger.

SECTION II

Délits internationaux contre la moralité

La sauvegarde des bonnes mœurs est un devoir essentiel pour le législateur, et elle constitue, pour le législateur pénal, la tâche principale, surtout dans une société dont la moralité est régie par les principes chrétiens.

Il est incontestable que l'ordre moral est la base de l'ordre social et la première condition de la prospérité d'un peuple et de l'humanité tout entière.

Ceux qui ont conscience des véritables intérêts des pays doivent s'unir et faire des efforts énergiques pour inspirer à tous des sentiments de haute moralité.

On s'est occupé beaucoup de notre restauration économique; on oublie trop notre restauration morale. On a stabilisé les monnaies; on n'a pas stabilisé la moralité, ni fait disparaître les causes de démoralisation nées de la guerre et de l'après-guerre.

Toutes les influences doivent être mises en œuvre pour lutter contre la démoralisation. Chez les croyants de diverses confessions, on peut faire

appel à l'esprit religieux qui élève l'âme dans les sphères supérieures, lui donne un idéal de vérité et de beauté, et engendre une force morale qui aide l'homme à diminuer ses passions et à lutter contre les appétits grossiers.

En ce qui concerne les délits contre la moralité, les Conférences en ont étudié quelques-uns, les plus graves, parmi lesquels je m'occuperai des publications obscènes et de la traite des femmes et des enfants.

§ 1. — PUBLICATIONS OBSCÈNES (1)

La lecture des écrits immoraux et la vue des tableaux pornographiques exerce, sans aucune contestation possible, une mauvaise influence sur la santé morale des citoyens, et spécialement de la jeunesse. On a même pu soutenir que la cause, sinon principale, en tout cas très importante, de la décadence des mœurs dans la société moderne, était due justement aux publications de cette espèce qui, malheureusement, inondent les vitrines des libraires.

Wich SIEGERT, dans son livre, *La Débauche sexuelle*, page 8, écrit : « La lecture des romans et écrits pornographiques, la vue des tableaux ou statues représentant des nus, la contemplation des photographies ou cartes postales illustrées pornographiques, qu'on expose avec tant d'impudeur et que les jeunes gens achètent avec tant de zèle, excitent la fantaisie et l'instinct sexuel, faisant surgir les désirs génésiques. »

(1) Voir le rapport de M. JONESCO DOLJ, *Actes de la troisième Conférence*, p. 49.

L'intérêt de la société à réprimer, par des sanctions juridiques, la diffusion de pareils écrits, apparaît donc comme évident.

I. — *Formes que revêt le fléau*

Les formes que revêt ce délit sont variées et multiples ; je me bornerai à en donner quelques-unes :

1° *Les journaux pornographiques.* — Ils existent malheureusement dans tous les pays, offrant un spectacle choquant par leurs publications continuelles d'annonces à contenu obscène.

2° *Les cartes postales illustrées.* — Elles constituent peut-être la forme la plus dangereuse de la pornographie, car elles ont une grande force de diffusion. On les trouve même dans les mains des enfants dans les écoles, et, il y a eu des cas où les professeurs ont été obligés d'intervenir par des punitions et des confiscations.

3° *Les photographies,* d'un réalisme répugnant, représentant différents aspects de l'acte sexuel.

4° *Les écrits immoraux,* tels que les romans où des scènes d'amour physique sont décrites sans la moindre gêne.

5° *Les nus.* — Sous l'étiquette de nus esthétiques, académiques, etc..., sous le couvert de l'art et du beau, les libraires vendent des albums représentant des nus, et des agents vont jusqu'à expédier à domicile, sous enveloppe cachetée, de pareilles reproductions impudiques. Il est facile de se représenter tout le mal que la vue de ces aphrodites modernes peut exercer sur la jeunesse.

6° *Les pièces de théâtre.* — Pour satisfaire le goût maladif du public, on représente des pièces de théâtre qui, en réalité, ne sont que de la pornographie.

7° *Le cinéma*, par les pièces qu'on reproduit, peut devenir une véritable école de la corruption de la jeunesse, ce qui rend d'autant plus surprenant la trop fréquente indifférence de l'autorité publique devant le danger que ces questions présentent. Les autorités ne devraient pas perdre de vue les vers de Molière :

*Par de pareils tableaux nos âmes sont blessées,
Et cela fait venir de coupables pensées.*

II. — *Nécessité d'une répression internationale.*

Dans la lutte contre ce fléau, la simple répression nationale, à l'intérieur d'un seul pays, est insuffisante, car le mal prend presque toujours une extension internationale. La diffusion des écrits et publications obscènes s'opère généralement sur plusieurs pays à la fois. Leurs auteurs ne se bornent d'habitude pas au pays où la publication a été éditée, mais par un système actif d'importations et d'exportations, la diffusion tend à devenir universelle.

III. — *Les phases de l'internationalisation de la répression.*

Le premier mouvement en ce sens fut le Congrès International, tenu à Paris les 21 et 22 mai 1908. Quatre-vingt-six associations antipornographiques y ont participé. Les décisions votées par le Congrès furent dans le sens que des mesures internationales devaient être prises pour la punition de la fabrication

ou détention de pareils écrits en vue de leur trafic, même clandestin; on fixait les conditions dans lesquelles devaient être punis les coupables. Enfin, on proposait la réunion d'une conférence diplomatique officielle en vue d'étudier les moyens d'arriver à une législation uniforme pour tous les pays.

Une deuxième conférence officielle fut convoquée deux ans après à Paris (18 avril 1910); l'initiative ayant été prise par le Gouvernement français. On y obtient un double résultat: la conclusion d'une convention internationale précisant les faits pouvant être incriminés, et d'autre part, la conclusion d'un arrangement international prévoyant les organes et moyens de procédure en vue de faciliter les poursuites.

Enfin, toujours grâce à l'initiative prise par la France, dès septembre 1922, auprès de la Société des Nations, une Conférence fut convoquée sous les auspices de la Ligue dont le résultat fut la Convention signée le 12 septembre 1923, qui ne faisait que compléter les textes de la Convention de 1910.

IV. — *Etat de la législation interne des différents pays, besoin d'unification et difficultés d'unification*

Les Codes pénaux nationaux sont loin d'être complets sur cette question. C'est ce qui permet à la diffusion et à la circulation des publications obscènes de se poursuivre impunément, profitant, et pour ainsi dire, vivant grâce à ces différences de législation entre les codes pénaux nationaux.

La première, la plus importante difficulté en cette matière est de préciser et de circonscrire la notion de l'obscénité. La difficulté tient du fait que nous touchons ici la question délicate du conflit entre l'art et la morale. L'art exige une liberté absolue, comme une condition élémentaire d'existence. La morale, d'autre part, a aussi ses exigences. Et une liberté excessive à l'art peut tout aussi bien léser la morale, qu'une rigueur morale exagérée peut nuire à l'art. Alors, comment concilier ces deux sortes d'intérêts ? C'est pourquoi les deux Conférences Internationales, citées ci-dessus, ont décidé qu'il convenait de réserver à chaque Etat, le soin de donner à ce mot la signification qui lui paraîtra exacte.

Le Code pénal italien de 1930, dans son article 529, prévoit la définition suivante concernant la notion de l'obscénité :

« Est réputé obscène, dans le sens de la loi pénale, tout acte ou objet qui, d'après le sentiment commun, offense la pudeur ».

Mais, la Conférence de Bruxelles a décidé de laisser au juge la latitude de fixer le sens du mot « obscène » selon la conception morale ayant cours dans la société respective.

Une autre difficulté que soulève notre problème, c'est la question des mineurs. Doivent-ils jouir d'une protection légale spéciale ? Aggravera-t-on les peines, lorsque la victime du délit sera une personne mineure ?

Les mineurs doivent, incontestablement, être l'objet d'une protection spéciale en cette matière. Cette protection ne devra point établir une distinction entre les

délits, mais simplement prévoir une aggravation de peine.

Mais, qui doit être considéré mineur au point de vue spécial de cette matière ? La convention internationale du 12 septembre 1923 fut d'avis qu'il appartenne à chaque législation de préciser l'âge exact au-dessous duquel il y a lieu de protéger la jeunesse. La Conférence de Bruxelles a fixé l'âge à 18 ans.

Le texte voté par la Conférence de Bruxelles, concernant les publications obscènes, est le suivant :

ARTICLE PREMIER. — Sera puni, quiconque vend, expose ou distribue des écrits, chansons, dessins, livres, emblèmes ou autres objets quelconques outrageants pour les bonnes mœurs.

ART. 2. — Quiconque, en vue du commerce ou de la distribution, fabrique, détient, importe, ou fait importer, transporte, ou fait transporter, remet à un agent de transport ou de distribution, par un mode quelconque de publicité, annonce ou fait annoncer ou fait connaître le moyen de se procurer des écrits, livres ou autres, imprimés, chansons, dessins, images, emblèmes ou objets quelconques outrageants pour les bonnes mœurs.

ART. 3. — Les infractions prévues à l'article premier seront punies d'une peine plus sévère si elles ont été commises envers des mineurs de 18 ans accomplis.

ART. 4. — Le délinquant qui a commis à l'étranger l'une des infractions prévues par les articles précédents peut aussi être poursuivi dans le pays où il est trouvé.

§ 2. — TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS

Dans la notion de traite des femmes et des enfants, on comprend les actes qui apparaissent comme les actes préparatoires au proxénétisme et à la débauche

en général, c'est-à-dire les actes qui rendent possibles le proxénétisme et la débauche. Ces actes consistent en ce que l'on procure ou que l'on contribue à procurer des femmes et des enfants pour la débauche. Tels sont, par exemple les faits suivants : embaucher des femmes et des enfants, les rechercher et les amener pour qu'on les embauche, enlever des femmes et des enfants, de procurer des renseignements sur des femme ou des enfants pour des agences, etc...

Une enquête faite sur l'initiative du Gouvernement britannique, en 1880, révèle que des jeunes filles anglaises, la plupart mineures, étaient transportées sur le continent, pour être livrées aux maisons de débauche (1).

Au cours de plusieurs procès, les faits signalés dans l'enquête anglaise furent confirmés ; il fut révélé notamment que la violence était employée pour contraindre les jeunes filles à se livrer à la prostitution dans les maisons de débauche.

Des fillettes de treize, douze, onze et même dix ans, étaient utilisées dans les maisons de tolérance. Plusieurs fonctionnaires supérieurs de la police étaient complices de ces abominations et même intéressés dans les maisons de débauche.

Quelque temps après, les révélations de STEADS dans la *Pall Mall Gazette* et le procès Richl, à Vienne, révélaient l'existence d'une organisation internationale très étendue qui se livrait à un véritable commerce de jeunes filles. L'opinion publique fut vive-

(1) Voir l'enquête de la S.D.N. sur la Traite des Femmes et des Enfants, *Revue de Droit pénal et criminologie*, année 1928, p. 366.

ment émue. Il se créa plusieurs grandes associations internationales pour protéger les jeunes filles contre « la traite des blanches ». L'initiative de cette lutte a été prise par une association anglaise dont le nom est : *The National Vigilance Association*.

Par l'initiative de cette association ont été tenues trois réunions internationales : d'abord à Londres, en 1899, le Congrès International, où l'on a résolu de fonder le Bureau International pour la répression de la traite des femmes et des enfants; ensuite, à Amsterdam, en 1901; et, enfin, à Francfort-sur-Mein, en 1902, le Congrès International.

Après vingt ans d'efforts, on s'est aperçu que cette initiative privée n'a pas été en état de lutter avec un succès considérable contre le mal. Il a fallu pour cela engager l'activité de différents Etats. Les vingt ans d'efforts ont contribué à créer un mouvement d'opinion, au courant, dont le résultat fut la convocation d'une conférence internationale officielle, qui s'est tenue à Paris, du 15 au 25 juillet 1902; l'initiative ayant été prise par la France. Les représentants de seize Etats y ont pris part.

Dans cette conférence, deux projets ont été arrêtés relativement à la traite des femmes et des enfants. Ce sont : 1° l'arrangement international de Paris, 1904, par lequel les Gouvernements s'engagent à recueillir des renseignements au sujet des faits de la traite, à surveiller les endroits dangereux et à rapatrier les victimes de la traite; 2° la convention internationale de Paris, 1910, qui tend à faire punir par la législation des différents pays certains faits de traite, même

réglementée, c'est-à-dire, la prostitution commercialisée, officiellement reconnue, et ses maisons de tolérance, qui créent une demande permanente de femmes. Les maisons de tolérance ont constamment besoin de pensionnaires nouvelles pour remplacer celles qui s'en vont et fournir à leurs clients une certaine « variété ».

En dehors de ces causes principales, il ne faut pas perdre de vue les causes secondaires qui, à leur tour, exercent une influence considérable sur la traite. Parmi ces causes, il faut noter d'abord, les causes générales de démoralisation, le développement extraordinaire de l'esprit de jouissance, surtout depuis la guerre; la ruée vers les plaisirs sensibles et les jouissances d'ordre matériel; la déficience de l'éducation familiale qui n'inculque plus à la jeunesse l'esprit de devoir et, au besoin, de sacrifice; les foyers vicieux qui pervertissent l'enfance dès le jeune âge, par l'exemple de libertinage; les dancings, dont les juges des enfants, constatent chaque jour l'influence profondément démoralisante, etc...

A côté des causes générales de démoralisation, il faut citer encore les causes sociales : l'alcoolisme, qui est lié à toutes les manifestations de la prostitution, et l'insuffisance des salaires féminins, qui est à la base de la débauche féminine.

Les actes qui constituent la traite des femmes et des enfants ne sont pas régulièrement incriminés dans les législations des différents pays comme infractions distinctes, sauf, certaines espèces d'enlèvements. Il est clair qu'un tel état de choses est contraire à l'intérêt général de la protection des femmes et des

enfants, centre de dépérissement moral et physique, ainsi qu'à l'intérêt général de la protection de la moralité publique.

Cette lacune des législations des différents pays est ressentie surtout depuis que la traite des femmes et des enfants a pris le caractère d'un commerce international par suite du développement considérable des moyens de communication facilitant le transport des dites personnes d'un pays à l'autre (1).

Etant donné le mal considérable, les législations des différents pays doivent insérer dans leurs codes respectifs des dispositions incriminant les actes constitutifs de la traite des femmes et des enfants. Il importe que chacun, dans sa sphère d'influence, contribue à créer un mouvement d'opinion, un courant, qui étouffera définitivement le trafic et les mœurs que les Gouvernements sont trop enclins à tolérer.

Voici le texte voté par la Conférence de Paris :

ARTICLE PREMIER. — Est puni (de peine de...) quiconque, pour la satisfaction des passions d'autrui, par la débauche à l'étranger, embauche, entraîne ou détourne un mineur de l'un ou de l'autre sexe, ou une femme ou fille majeure, en état d'infirmité ou d'infériorité psychique.

ART. 2. — Est puni plus sévèrement celui qui aura commis cette infraction par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité, ou de tout autre moyen de contrainte.

Est puni également, quiconque, pour la satisfaction des passions d'autrui, par la débauche à l'étranger, embauche, entraîne ou détourne une femme ou fille majeure par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou de tout autre moyen de contrainte.

(1) Voir le rapport de M. GIVANOVITCH, *Actes de la troisième Conférence*, p. 77.

ART. 3. — Est puni (moins sévèrement) celui qui aura commis ces infractions en vue de la débauche à l'intérieur du pays.

ART. 4. — Est puni (moins sévèrement) quiconque, pour la satisfaction des passions d'autrui, pour la débauche à l'étranger, embauche, entraîne ou détourne une femme ou fille majeure avec son consentement.

ART. 5. — Les auteurs et complices de tentatives des infractions prévues aux articles précédents sont également punis.

ART. 6. — Sont punis également :

1^o Ceux qui s'associent pour pratiquer la traite prévue aux articles précédents sans préjudice des dispositions plus sévères relatives à l'association de malfaiteurs en général ;

2^o Ceux qui habituellement procurent des renseignements en vue de la traite.

ART. 7. — Est puni de... quiconque retient contre son gré, même pour cause de dettes contractées, un mineur de l'un ou de l'autre sexe, ou une femme ou fille majeure, dans une maison de débauche.

Est puni (plus sévèrement) celui qui commet cette infraction par fraude, à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte.

ART. 8. — L'agent des infractions mentionnées aux dispositions ci-dessus pourra être, en outre, soumis à des peines spéciales ou des mesures de sûreté appropriées.

ART. 9. — Les dispositions précédentes sont applicables à l'agent d'une de ces infractions dès qu'un élément constitutif de l'infraction a été accompli sur le territoire.

Elles sont également applicables au national en quelque lieu qu'il ait commis le délit.

§ 3. — SOUTENEURS (1)

ARTICLE PREMIER. — Sera puni de la peine de... quiconque, dans un but de lucre, aide, assiste, ou protège habituellement, le racolage public, en vue de la prostitution d'autrui.

ART. 2. — (Facultatif). — Sera puni de la peine de... quiconque se fait entretenir, ne fut-ce qu'en partie, par une autre personne, en profitant des gains que celle-ci retire de sa prostitution.

ART. 3. — La peine sera plus sévère dans les cas suivants :

1° Si la personne prostituée est mineure ;

2° Si l'auteur a agi par fraude, contrainte ou menaces, à l'aide d'abus d'autorité ou de pouvoir, pour déterminer ou pour faire continuer la prostitution ;

3° Si l'auteur est le conjoint, l'ascendant ou le tuteur de la personne prostituée ;

4° Si l'auteur était porteur d'une arme.

§ 4. — TRAITE DES ESCLAVES (2)

ARTICLE PREMIER. — Quiconque réduit une personne en esclavage sera puni de...

ART. 2. — Quiconque volontairement maintient une personne en esclavage, l'acquiert ou la cède en vue de son maintien en esclavage sera puni de...

ART. 3. — Quiconque se livre à la traite, à la capture, au détournement ou à l'embauchage des esclaves en vue de la traite, sera puni de...

ART. 4. — Quiconque sera intervenu sciemment et volontairement comme bailleur de fonds dans une entreprise ayant pour objet l'une des infractions prévues à l'article précédent, sera puni de...

(1) Le texte a été voté par la Conférence de Madrid, en 1933.

(2) Le texte a été voté par la Conférence de Paris, en 1931. Voir le rapport de M. NEYMARCK, *Actes de la Conférence de Bruxelles*, p. 61.

ART. 5. — Dans les cas prévus aux articles précédents, la tentative sera punissable.

ART. 6. — Sera puni de ... quiconque, sciemment et volontairement, participe à une entente ayant pour objet la traite, la capture, le détournement ou l'embauchage des esclaves en vue de la traite.

De plus, la Conférence de Paris a émis les vœux suivants :

1° Que les législations nationales punissent la traite des esclaves de peines sévères ;

2° Que des poursuites puissent être exercées même à l'égard d'infractions qui n'auraient pas été commises sur le territoire national, notamment aux cas :

a) Où l'auteur de l'infraction aurait été trouvé sur le territoire de l'Etat ;

b) Où l'auteur de l'infraction serait un ressortissant de l'Etat.

§ 5. — TRAFIC DES STUPÉFIANTS (1)

ARTICLE PREMIER. — Seront punis de... ceux qui, sauf autorisation du Gouvernement ou en violation de cette autorisation et sous réserve de l'application des lois et règlements sur l'art de guérir, sciemment, fabriquent, préparent, importent, exportent, transportent, vendent ou remettent à des tiers, détiennent des produits soporifiques ou stupéfiants donnant lieu à la toxicomanie.

Les peines seront de... (majorées), si la délivrance ou la remise d'une substance soporifique ou stupéfiante donnant lieu à la toxicomanie a été faite à une personne âgée de moins de 18 ans ou à une personne se trouvant dans un état d'infériorité

(1) Le texte a été voté par la Conférence de Bruxelles, en 1930. Voir le rapport de M. BRAAS, *Actes de la Conférence de Bruxelles*.

physique ou mentale évident ou encore à une personne adonnée à l'usage de semblables substances.

Seront punis de... ceux qui se sont réunis en commun ou en société pour faire un usage non prescrit médicalement de substances soporifiques ou stupéfiantes donnant lieu à la toxicomanie, ceux qui auront sciemment prêté des locaux à cet usage, et ceux qui, dans ces locaux, consommeront les dites substances.

SECTION III

Délits contre l'ordre international

Les Etats sont parvenus à spécifier, soit par des conventions, soit par la force de la coutume, parmi les innombrables infractions, un certain nombre d'actes graves qui, soit en raison du lieu où ils ont été commis, soit en raison des intérêts lésés, portent une atteinte directe à l'ordre public international, et imposent, en conséquence, une coopération de toutes les nations dans l'exercice de la répression.

Pour ces délits, on est presque d'accord d'exclure la loi territoriale et leur appliquer une compétence universelle, quels que soient la nationalité du délinquant et le lieu de son forfait.

Parmi les délits contre l'ordre international, les différentes Conférences d'unification de droit pénal se sont occupées des délits suivants :

- 1° Terrorisme;
- 2° Piraterie;
- 3° Port d'armes;
- 4° Guerre d'agression.

§ I. — TERRORISME

La première Conférence pour l'unification du droit pénal compta parmi les *delicta juris gentium* « l'emploi intentionnel de tout moyen capable de faire courir un danger commun ». Le Comité d'organisation de la Conférence de Bruxelles a ajouté à cette formule, entre parenthèses, le mot « Terrorisme ».

L'examen des textes concernant la répression du terrorisme nous montre l'évolution législative en cette matière qui est liée aux événements qui se sont succédés depuis la seconde moitié du siècle dernier jusqu'à nos jours.

A partir de l'année 1871, la France d'abord, l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne et l'Autriche, ensuite, élaborent des lois contre la préparation des attentats terroristes (1).

Vers la fin du siècle dernier, le terrorisme revêtant des formes encore plus variées et se manifestant avec plus d'intensité, obligea les Etats menacés de ce danger, à procéder à une nouvelle élaboration des lois pour mieux réprimer cette criminalité. Il suffit de signaler la loi belge, de 1892; les lois espagnoles, de 1894, 1896; les lois italiennes, de 1894; la loi suisse, de 1894; les lois françaises, de 1892, 1893 et 1894. Toutes ces lois répriment sévèrement les menées anarchistes.

Après la grande guerre mondiale, dans les nouveaux codes et projets de codes pénaux, on trouve

(1) Voir le rapport de M. RADULESCO, *Actes de la quatrième Conférence*, p. 48.

des textes plus ou moins complets sur le terrorisme. De telles dispositions se trouvent dans le Code pénal espagnol (art. 559-568), dans le Code pénal italien (art. 559), le projet de Code pénal polonais (art. 211), etc...

C'est après la grande guerre qu'il faut chercher les formes variées et complexes par lesquelles peut se manifester le terrorisme. Avant la guerre, on a pensé plutôt au terrorisme à allure politique.

Après Varsovie, où le problème de terrorisme était simplement posé, c'est la Conférence de Bruxelles qui aborda l'étude de ce problème, d'ailleurs très délicat à résoudre. La 5^e Commission de cette Conférence a voté le texte suivant :

Sera puni l'emploi intentionnel de moyens capables de produire un danger commun, qui constituera un acte de terrorisme à charge de quiconque se sert de crimes contre la vie, la liberté ou l'intégrité corporelle des personnes ou contre les biens de l'Etat ou des particuliers, en vue de manifester ou de réaliser des idées politiques ou sociales.

Il est incontestable que la Commission, par le texte voté, n'avait envisagé que le terrorisme politique. Le rapporteur, M. RADULESCO, dans son rapport, a nettement dit :

« Imposer, par la terreur ou l'intimidation, certaines doctrines, voilà ce qui caractérise le terrorisme. Il s'agit, en effet, des infractions commises dans le but de mettre en pratique les doctrines qui tendent, soit à la suppression violente de toute organisation politique et juridique de la société, caractéristique de l'anarchisme terroriste, soit au bouleversement vio-

lent de l'organisation économique et sociale, commune actuellement à un grand nombre d'Etats, caractéristique du communisme révolutionnaire » (1).

Ensuite, le terrorisme a été l'objet des débats de la Conférence de Paris. Le projet voté par la III^e Commission était ainsi conçu :

Quiconque aura, en vue de terroriser la population, fait usage, contre les personnes ou les biens, de bombes, mines, machines ou produits explosifs ou incendiaires, armes à feu ou autres engins meurtriers ou destructeurs, ou aura provoqué ou tenté de provoquer, propagé ou tenté de propager une épidémie, une épizootie ou autre calamité, interrompu ou tenté d'interrompre un service public ou d'utilité publique, sera puni de..., sans préjudice de peines plus graves s'il y a lieu (2).

Par cette formule, le terrorisme se caractérise, d'une part, par un ensemble de faits matériels qui sont très variables suivant les circonstances ; et, d'autre part, par une certaine intention qui est le *dolus specialis* de l'infraction.

Comme éléments matériels du terrorisme, on a retenu, outre l'usage des bombes, mines, machines ou produits explosifs ou incendiaires, un certain nombre de faits qui créent un danger commun et sont susceptibles de semer la panique dans la population.

L'élément intentionnel, c'est la volonté de créer la terreur collective dans une population. Les faits accomplis doivent être de telle nature que chaque citoyen se sente menacé dans sa personne ou dans ses biens.

(1) *Actes de la quatrième Conférence*, p. 49.

(2) Voir les Débats, *Actes de la quatrième Conférence*, p. 253.

Le texte de la III^e Commission de Paris n'a pas trouvé un accueil favorable à l'assemblée générale de la même Conférence, et la discussion a été ajournée jusqu'à la V^e Conférence.

A la V^e Conférence de Madrid, de nouveaux rapports furent présentés par M. le Conseiller ROUX, MM. D'AMELIO et Ugo ALOSI, et M. Raphaël LEMKIN. La Conférence vota quelques vœux, différents de ceux de 1930 et 1931, et se bornant exclusivement au terrorisme social. Même, le terrorisme politique fut écarté de ces débats.

Le Bureau international pour l'unification du droit pénal a estimé que les divers textes et résolutions déjà votés, appelaient une refonte, et le problème du terrorisme fut porté à l'ordre du jour de la VI^e Conférence de Copenhague.

Le 9 décembre 1934, M. le Ministre Pierre LAVAL déposa, à la Société des Nations, un memorandum contenant les bases pour la conclusion d'une convention internationale en vue de la répression de crimes commis dans un but de terrorisme politique. Le memorandum Laval vise, d'une part, l'attentat contre la vie ou la liberté des chefs d'Etats, des ministres et des représentants de l'autorité souveraine; et, d'autre part, l'attentat contre des bâtiments publics, chemins de fer, navires, aéronefs et autres moyens de communication. En outre, il envisage comme faits à comprendre dans le terrorisme à combattre: l'association terroriste, la détention d'armes, explosifs, etc... et la provocation à commettre les faits de terrorisme ainsi que leur apologie.

On a pu croire qu'il y a deux espèces de qualifications de l'emploi intentionnel de moyens capables de faire courir un danger commun; d'une part, des faits constituant des délits de droit commun, le meurtre, l'incendie, les coups et blessures, la destruction d'objets mobiliers, etc... avec des conséquences spécialement graves; d'autre part, des actes accomplis en vue de propager, de réaliser ou de combattre un idéal politique ou social.

M. le Conseiller ROUX, au cours des discussions de Madrid, a essayé d'établir la distinction, tout en reconnaissant que les notions de terrorisme et d'emploi intentionnel de moyens capables de faire courir un danger général se confondent en beaucoup de points.

A la Conférence de Copenhague, on est arrivé à conclure que, si au point de vue purement technique il peut y avoir des distinctions, en ce qui concerne le but que ces Conférences poursuivent, la question est une: comment faut-il modifier les qualifications de manière à faciliter la collaboration des Etats civilisés?

Or, l'emploi intentionnel de moyens capables de faire courir un danger commun est un ensemble d'actes particulièrement dangereux à raison de l'intention de créer un danger collectif.

Sans qu'un doute soit possible, c'est en tant qu'il prend la forme d'un danger général, dépassant les limites d'une délinquance locale, que l'emploi intentionnel des moyens capables de faire courir un danger commun doit faire l'objet d'une décision des Confé-

rences d'unification. Ce n'est pas le meurtre ou le vol, l'atteinte à la vie ou à la propriété, l'incendie volontaire d'une maison ou même d'une fabrique qui doivent nous arrêter sous cette rubrique. Mais les délits graves ou les crimes commis avec l'intention de produire un danger commun, avec l'intention de nuire à la communauté plutôt que dans un but de cupidité, de vengeance ou de satisfaction individuelle. Ce sont, suivant les termes de l'article 1^{er} du projet de la convention des Onze, rédigé à Genève, les « actes délictueux qui sont de nature, par leur violence ou par la création d'un danger commun ou d'un état de terreur » à constituer des délits de droit des gens, qu'ils visent ou non à un but politique ou social.

Le terrorisme ne constitue pas un délit *sui generis*, Il n'est pas « un type distinct et uniforme d'activité criminelle ». Le terrorisme est constitué par un ensemble de crimes ou de délits qui, dans leur grande majorité, sont réprimés par les législations nationales.

Sans se manifester sous la forme d'un seul fait, le terrorisme est représenté, au contraire, par un ensemble d'actes de barbarie odieuse ou de vandalisme qui tendent à jeter l'effroi et à déprimer en même temps la collectivité, en paralysant ses forces de réaction et en supprimant les dirigeants de ces collectivités.

Coup sur coup, le Ministre DUCA, de Roumanie, le Chancelier DOLFUSS, d'Autriche, et simultanément, le roi ALEXANDRE de Yougoslavie et le Ministre BARTHOU, sont tombés comme des victimes de crimes, dans lesquels la douleur et le deuil provoqué par leur

mort, n'empêchèrent personne de reconnaître comme des exemples typiques d'actes de terrorisme.

La VI^e Conférence de Copenhague, après avoir revu les vœux adoptés à la V^e Commission de la III^e Conférence, tenue à Bruxelles ; les vœux adoptés à la III^e Commission de la IV^e Conférence, tenue à Paris ; les vœux adoptés à la V^e Conférence de Madrid, vu le memorandum déposé à la Société des Nations, par M. le Ministre LAVAL, le 9 décembre 1934, et le texte arrêté par le Comité de juristes de la Société des Nations sur la base de l'avant-projet de M. le Professeur PELLA, a voté les textes suivants :

Préambule : Considérant qu'il y a lieu de réprimer à titre d'infractions spéciales, en dehors de l'incrimination générale dont ils peuvent être déjà l'objet dans la législation de l'Etat, certains actes, lorsqu'ils ont créé un danger commun, ou un état de terreur, de nature à provoquer soit un changement ou une entrave dans le fonctionnement des pouvoirs publics, soit un trouble dans les relations internationales, créant particulièrement un danger pour la paix, il sera ouvert dans le code pénal ou dans une loi spéciale, une section ou un chapitre intitulé : « Des attentats ayant créé un danger commun ou un état de terreur », ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — Sera puni de... (une peine aggravée) celui qui, par des actes intentionnels dirigés contre la vie, l'intégrité corporelle, la santé ou la liberté d'un chef d'Etat ou de son conjoint, ou d'une personne exerçant les prérogatives de chef d'Etat, ainsi que de princes héritiers, des membres d'un Gouvernement, de personnes ayant l'immunité diplomatique, de membres de corps constitutionnels, législatifs ou judiciaires, aura créé un danger commun, ou un état de terreur de nature à provoquer, soit un changement ou une entrave dans le fonctionnement des pouvoirs publics, soit un trouble dans les relations internationales.

ART. 2. — Sera puni de... (une peine aggravée) celui qui aura créé le même danger commun ou état de terreur :

1° Par le fait intentionnel, soit de causer une catastrophe, en entravant le fonctionnement des communications ferroviaires, maritimes, fluviales ou aériennes, ou en interrompant des services publics ou d'intérêt public.

Soit de provoquer une calamité par l'emploi de produits explosifs, incendiaires, asphyxiants ou délétères.

Soit de provoquer la pollution, la corruption ou l'empoisonnement d'eaux potables ou de produits alimentaires, ou de propager ou provoquer des maladies contagieuses ou épidémiques, des épizooties et des épiphéties, ainsi que par tout autre fait intentionnel de nature à mettre en péril des vies humaines.

2° Par le fait intentionnel de détruire ou de détériorer des bâtiments publics, ou des approvisionnements publics, des voies et moyens de transport et de communication, des signaux, lanternes, travaux et appareils destinés à l'extinction d'incendies ou au sauvetage.

Soit de détruire ou détériorer des établissements hydrauliques, d'éclairage, de chaleur ou de force motrice, appartenant à des services publics ou d'intérêt public.

3° Par l'usage intentionnel d'explosifs dans un lieu public.

4° Par un autre fait intentionnel qui mette en péril les vies humaines et crée un danger public.

ART. 3. — Sera puni de... la provocation directe suivie d'effet, la participation intentionnelle, ainsi que la tentative des infractions prévues aux deux articles précédents.

ART. 4. — Sera puni de...

Celui qui aura organisé une association ou établi une entente en vue de commettre une infraction prévue aux articles premier et 2, ou qui aura participé à pareille association ou entente.

ART. 5. — Sera puni de...

La provocation directe par un moyen quelconque de publi-

cité à commettre une des infractions prévues aux articles premier et 2.

ART. 6. — Sera puni de...

Celui qui aura fabriqué, exporté, importé, transporté, vendu, cédé ou distribué, des matières ou des objets sachant qu'ils sont destinés à la préparation ou à l'exécution d'une infraction prévue aux articles premier et 2.

ART. 7. — Sera puni de...

Celui qui aura sciemment aidé par un moyen quelconque l'auteur d'une infraction prévue aux articles premier et 2, ou ses complices.

ART. 8. — Si les faits, prévus aux articles précédents, sont commis dans des pays différents, chacun d'eux doit être considéré comme une infraction distincte.

§ 2. — PIRATERIE PAR NAVIRE ET AÉRONEF (1)

Sera puni de...

1. Quiconque se trouvant à bord d'un navire ou d'un aéronef, commet, en haute mer, pour des fins privées, sous sa responsabilité propre, des actes de violence contre un autre navire ou contre un autre aéronef, en vue : 1° de s'emparer du navire ou de l'aéronef, ou des biens à bord ; 2° de détruire le navire ou l'aéronef ; 3° d'enlever, blesser ou mettre à mort l'équipage ou les passagers.

2. Sera puni de la même peine, quiconque se trouvant à bord d'un navire ou d'un aéronef y commet les mêmes actes dans les conditions ci-dessus indiquées.

La mutinerie de l'équipage, lorsqu'elle est dirigée, non seulement contre le commandant du navire ou de l'aéronef, mais aussi contre les biens, tombe sous l'application des dispositions ci-dessus.

(1) Le texte a été voté par la Conférence de Paris, en 1931. Voir le rapport de M. Jules GILLARD, *Actes de la Conférence de Paris*.

§ 3. — LE PORT D'ARMES (1)

I. Au point de vue de la loi pénale, il y a lieu de distinguer :

1° Les armes dont la loi prohibe la fabrication, le commerce, la détention et le port.

2° Les armes dont la loi soumet la détention et le port à des conditions d'autorisation ou de déclaration déterminées par chaque législation.

3° Les armes de guerre, de chasse et de sport, soumis à des règlements particuliers.

II. Quiconque fabrique, introduit dans le pays, expose en vente, vend, distribue ou colporte des armes dont la fabrication, le commerce, la détention et le port sont prohibés, est puni de...

III. Quiconque porte ou détient des armes dont le port ou la détention sont soumis à des conditions déterminées, sans s'être conformé aux dites conditions ou en violation de celles-ci, est puni de...

IV. Quiconque fournit, à quelque titre que ce soit, une arme à une personne qu'il sait être, soit mineure de 21 ans, soit faible d'esprit, soit déchue de ses droits civils, soit sous contrôle de la police, soit en état de vagabondage, soit en état d'ivresse, sera puni de...

V. Quiconque a sciemment fait une déclaration fausse ou inexacte en vue de se procurer ou d'importer une arme, sera puni de... sans préjudice des poursuites éventuelles du chef de port de faux nom ou du chef de faux ou d'usage de faux.

VI. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas :

1° Aux armes de panoplie ou aux armes historiques ou de collection, à condition qu'il ne leur soit pas donné une destination autre que d'art, d'étude ou de collection.

2° Aux armes destinées à l'Etat ou à des Administrations

(1) Le texte a été voté par la Conférence de Madrid, en 1933.

publiques provinciales ou à des Administrations communales.

3° Pour autant que la matière ne soit pas autrement réglée aux armes destinées aux agents de la force publique ou de l'autorité, quand ces armes font partie de l'équipement de ces agents pour l'exercice de leurs fonctions.

VII. La circonstance que le port d'une arme est constaté en un lieu où se tient une réunion ou assemblée, ou bien de nuit, en un lieu habité, sera puni de... (peine aggravée).

VIII. La saisie des armes et munitions pourra être ordonnée en cas de poursuites du chef de l'une des infractions prévues ci-dessus.

La confiscation en sera toujours ordonnée en cas de condamnation du chef de port d'armes, elle pourra être ordonnée dans le cas d'autres condamnations, en vertu des dispositions ci-dessus.

IX. Outre les peines ci-dessus prévues, les condamnations prononcées en vertu des dispositions qui précèdent, pourront donner lieu, en même temps, à des mesures de surveillance.

En cas de récidive du chef de l'une des dispositions qui précèdent, la condamnation pourra, en outre, ordonner la fermeture temporaire ou définitive de la fabrique, de l'atelier ou du magasin, où le délit a été accompli.

§ 4. — GUERRE D'AGRESSION

Une des manifestations de la conscience juridique des peuples, ce sont les tentatives entreprises depuis un certain temps en vue de créer une norme juridique qui écartait la guerre en tant que moyen de résoudre les conflits internationaux. Le statut de la Société des Nations, les actes de non-agression, les déclarations flétrissant la guerre, la juridiction internationale, le pacte Briand-Kellog, tout cela prouve

l'accroissement de la conscience juridique des nations.

Il est incontestable que, depuis la Grande Guerre, l'humanité aspire à une paix stable et durable. Les pertes formidables en hommes et en biens, en trésors de civilisation et de culture, sans parler des pertes morales, ont fait que le désir de renoncer généralement à la guerre, en tant que moyen de régler les conflits internationaux, est devenu universel.

À la suite d'une initiative de la Pologne, la Société des Nations fut amenée à reconnaître la « guerre d'agression » comme étant un crime international.

Dans son memorandum du 17 septembre 1931, le Gouvernement polonais a envisagé la répression de la propagande de la guerre d'agression comme un des moyens indispensables du « désarmement moral », tendant à éviter le danger d'une guerre mondiale nouvelle (1).

Donc, si la guerre doit être considérée comme un crime, si elle doit être déclarée hors la loi, l'incitation directe à la guerre doit être aussi incriminée : le maintien de la paix universelle l'exige.

Or, la propagande de guerre d'agression est un délit qui, par sa nature même, porte atteinte à l'humanité entière, et tous les Etats sont intéressés à réprimer ce délit, car il porte atteinte à un droit qui devient de plus en plus cher à toute l'humanité, à savoir : *le droit à la paix* (2).

Du moment que la conscience juridique de la société arrive à la conclusion que la guerre d'agression

(1) Voir *Revue internationale de Droit pénal*, année 1932, p. 15. ,

(2) Voir *Revue internationale de Droit pénal*, année 1932, p. 36.

constitue un délit contre la collectivité humaine, il y avait lieu d'attendre que cette conception trouvât son expression dans la législation pénale des Etats particuliers et ferait naître une tendance à édifier une entente universelle à ce sujet.

La propagande de la guerre d'agression a fait, pour la première fois, l'objet d'une discussion plus générale à Varsovie et à Bruxelles, grâce à l'initiative du président de la première Conférence internationale pour l'unification du droit pénal, M. le professeur E. STAN-RAPPAPORT.

La Conférence de Varsovie, d'accord avec les conclusions de la première Commission et de son initiateur, a ajourné les débats sur la motion de la propagande de la guerre d'agression et l'a renvoyée à l'étude d'une commission spéciale, composée de M. le professeur RAPPAPORT, du secrétaire général de l'Association internationale du droit pénal, M. le professeur ROUX, du secrétaire général de la Conférence, M. le professeur PELLA, et des présidents des Commissions de la Conférence, MM. CALOYANNI et SASSARATH.

La Commission spéciale, instituée à la Conférence de Varsovie, s'est réunie en 1929, au sein de l'Association internationale du droit pénal, sous la présidence de M. le conseiller CALOYANNI. Elle avait pour objet d'étudier un nouveau rapport détaillé du promoteur de la motion.

On a estimé que l'étude du problème était assez avancée pour qu'il soit inscrit à l'ordre du jour d'une Conférence pour l'unification du droit pénal. Ce der-

nier fut donc renvoyé au Bureau international des dites Conférences en vue de sa réunion de novembre 1929.

Ce fut là le point de départ des travaux de la III^e Commission de la Conférence de Bruxelles de 1930 et de la discussion en séance plénière du 27 juin, qui aboutit à des textes, dont la teneur fut la suivante :

ART. PREMIER. — Quiconque fera une propagande publique pour inciter à la guerre d'agression, sera puni de...

ART. 2. — La sanction prévue à l'alinéa premier, ne sera applicable que sous réserve qu'une sanction pareille existe dans la législation du pays contre lequel a été dirigée l'incitation à la guerre.

Les projets de codes pénaux du Brésil, de Roumanie et de Pologne prévoient expressément que toute personne coupable d'incitation à la guerre serait punie d'emprisonnement. Le projet brésilien va encore plus loin dans cette voie, en punissant les personnes qui fomentent une agitation populaire en vue d'exercer une pression sur le Gouvernement en faveur de la guerre au cours des négociations diplomatiques avec un pays étranger, et, d'une façon plus générale, toute personne qui s'efforce de troubler les relations internationales.

La Commission parlementaire roumaine, dans sa séance du 13 juillet 1928, a adopté à l'unanimité, le texte suivant, proposé par M. PELLA :

ART. 229. — Serait puni de détention simple, de deux mois à un an, tous ceux qui, dans le but de forcer l'Etat roumain à déclarer une guerre d'agression, exciterait l'opinion publique à une pareille guerre, par une propagande directe faite

par les moyens indiqués à l'art. 136 (discours, chants séditieux, presse, etc...).

L'action publique ne sera toutefois mise en mouvement que si l'on constate que la réciprocité est assurée par les lois de l'Etat étranger contre lequel la propagande est dirigée.

La propagande de la guerre d'agression peut avoir un double aspect : un aspect national et un aspect universel. Les projets brésilien et roumain ont adopté la conception nationale de ce délit. Selon les dispositions de l'article 229 du projet du Code pénal roumain, la propagande n'est punie que lorsqu'elle a pour but d'inciter l'Etat roumain (ou l'Etat brésilien) à une guerre d'agression.

Par contre, le projet polonais a adopté la conception universelle, considérant ce délit comme un délit du droit des gens. Selon les dispositions de l'art. 107 de ce projet, la propagande est punie, non seulement, lorsqu'elle a pour but d'inciter l'Etat polonais à une guerre d'agression, mais aussi, lorsqu'elle tend à inciter tout autre Etat à une guerre semblable.

Le professeur E. STAN-RAPPAPORT (*Propagande de guerre*, pp. 15 et 16) écrit :

Aussi bien le texte de l'art. 229 du projet du code pénal roumain que l'art. 508 du code brésilien ne présentent qu'une réalisation partielle de ma motion de 1927 et de celle que je ne cesse de soutenir aujourd'hui. Les deux propositions de loi, dont les éminents auteurs m'honorent d'être en quelque sorte l'initiateur, n'organisent, à vrai dire, la lutte répressive contre la propagande de la guerre d'agression que sur le terrain national de leurs Etats en le limitant encore (Prof. PELLA) par les réserves de réciprocité. Ils ne passent pas encore ouvertement à la conception d'un délit du droit des

gens. Or, l'importance de ma motion, si elle porte en soi réellement un germe d'importance pratique, est là.

La Conférence de Bruxelles, après un long débat, a envisagé la propagande de la guerre d'agression sous son aspect national. Le professeur PELLA a remarqué que, pour transformer une infraction quelconque en un délit de droit des gens, il faut qu'une évolution se soit produite. Seulement, quand une infraction se trouve punie par la grande majorité des Codes, quand on est donc unanimement d'accord sur les motifs qui imposent l'incrimination, c'est seulement alors que commence l'évolution qui doit aboutir à l'universalité de la répression, universalité qui constitue un point essentiel des délits des droits des gens.

D'autre part, pour ne pas mettre l'Etat qui a admis une telle incrimination dans une situation d'infériorité par rapport à certains autres Etats qui laisseraient une liberté entière à une telle propagande, la Conférence a imposé la condition de réciprocité.

Voici donc le texte voté par la Conférence de Bruxelles concernant la guerre d'agression :

Quiconque fera une propagande publique pour inciter à la guerre d'agression, sera puni de...

La sanction prévue à l'alinéa premier ne sera applicable que sous réserve qu'une sanction pareille existe dans la législation du pays contre lequel a été dirigé l'incitation à la guerre.

SECTION IV

Abandon de famille (1)

ART. PREMIER. — Celui qui, par sa conduite, viole l'une des obligations matérielles ou morales intéressantes à la puissance paternelle, à la tutelle légale, ou à la qualité de conjoint, ou qui, en abandonnant, sans motif légitime, le domicile familial, se soustrait à ces obligations, est puni d'une peine privative de la liberté, de... à... ou à une peine pécuniaire de... à... ou à toutes les deux.

ART. 2. — Celui qui laisse manquer de moyens de subsistance ses descendants mineurs ou bien inaptes au travail, ses ascendants ou son conjoint, de qui il n'est pas légalement séparé par sa faute, est puni d'une peine privative de la liberté de... à... ou à une peine pécuniaire de... à... ou à toutes les deux.

(1) Le texte a été voté par la Conférence de Madrid, en 1933.

DEUXIÈME PARTIE

LES RÉSULTATS DU TRAVAIL ACCOMPLI PAR LES DIFFÉRENTES CONFÉRENCES INTERNA- TIONALES D'UNIFICATION DU DROIT PÉNAL

Les résultats du travail accompli par les différentes Conférences internationales d'unification du droit pénal peuvent être envisagées à trois points de vue :

1° Au point de vue des législations des différents pays;

2° Au point de vue des organisations internationales qui s'occupent de droit pénal sur un plan international;

3° Au point de vue de la Société des Nations.

CHAPITRE PREMIER

L'INFLUENCE DES DIFFÉRENTES CONFÉRENCES INTERNATIONALES D'UNIFICATION DU DROIT PÉNAL SUR LES CODES NOUVEAUX, ENTRÉS EN VIGUEUR, ET LES PROJETS DE CODES PÉNAUX

L'œuvre de la première Conférence de Varsovie, qui s'occupe largement de droit pénal général, en votant des textes sur la tentative, la participation, la légitime défense et l'état de nécessité, a constitué, immédiatement, notamment pour les législateurs polonais et roumains, des éléments de premier ordre, en vue de l'élaboration des dispositions en ces matières, qui devaient passer dans leurs législations respectives.

L'entrée en vigueur des nouveaux codes pénaux, en Italie, en Pologne, au Danemark, dans le Canton de Vaud (Suisse), le Code pénal Yougoslave, et enfin le plus récent, le Code pénal chinois de 1935, qui ont pris en considération les travaux des Conférences d'unification, est un fait important, ayant trait à l'activité législative.

Une comparaison entre certains textes votés par les différentes Conférences d'unification, et les textes de ces nouveaux codes pénaux, démontre pleinement

l'utilité des Conférences d'unification du droit pénal (1).

En ce qui concerne les projets des codes pénaux des pays qui procèdent actuellement à la révision de leurs codes, il faut signaler que tous ces codes s'inspirent directement des travaux des différentes Conférences et des textes votés par ces dernières.

Parmi les projets les plus récents, le projet de Code pénal français, le projet roumain, le projet tchécoslovaque et le projet brésilien, ont pris en considération un nombre considérable de propositions votées par les Conférences.

Quant à la révision du Code pénal français, qui a servi de modèle à de nombreuses législations pénales, les travaux, en vue d'une telle révision, donneront la possibilité aux autres pays de profiter, dans les travaux de codification de l'apport précieux de la science

(1) Si on compare l'art. 21 du Code pénal polonais et les textes, votés par la première Conférence, concernant la légitime défense, on voit que le législateur polonais a pris en considération les textes votés par la Conférence. De même pour l'état de nécessité. Dans l'art. 22, § 2, le législateur polonais n'a fait que reproduire textuellement l'art. 2 de l'état de nécessité voté par la Conférence de Varsovie. Le § 3 du même article prévoit que: « le bien sacrifié ne peut pas représenter une valeur évidemment plus grande que le bien protégé ». Ce principe se trouve également exprimé dans l'art. premier, *in fine*, du texte voté par la Conférence, ainsi conçu: « ...pourvu que le bien sauvegardé soit au moins équivalent au bien sacrifié ».

En ce qui concerne les mesures de sûreté, pour les art. 79 à 86 du Code pénal polonais, le législateur s'est inspiré directement des textes votés par la Conférence de Rome.

Ce qui est à remarquer, en ce qui concerne le Code pénal italien, c'est que le législateur italien, dans les art. 199 et les suivants, a reproduit presque textuellement les textes votés par la Conférence de Rome se rapportant aux mesures de sûreté.

Le Code pénal italien de 1889 ne prévoyait que la défense personnelle ou d'autrui, contre une violence actuelle et injuste. Le texte

juridique française. La France sera, de la sorte, appelée, du fait même de la révision de son code, à avoir une part des plus actives, des plus importantes, dans le mouvement contemporain pour la codification du droit pénal.

actuel, art. 52, conformément à l'art. premier de la légitime défense, voté par la Conférence de Varsovie, étend la légitime défense à tous les biens juridiques, à tous les droits.

CHAPITRE II

LE RAPPORT DES CONFÉRENCES INTERNATIONALES D'UNIFICATION DU DROIT PÉNAL AVEC LES DIFFÉRENTES ORGANISATIONS INTERNATIONALES QUI S'OCCUPENT DES PROBLÈMES DE DROIT PÉNAL SUR UN PLAN INTERNATIONAL.

L'œuvre d'unification internationale du droit pénal, et le succès de cette œuvre, supposent nécessairement une coordination des activités des différentes organisations internationales qui s'occupent aussi des problèmes de droit pénal sur un plan international.

Il est incontestable que ces organisations internationales, sans perdre leur indépendance, peuvent et doivent apporter leur concours à l'œuvre de codification internationale poursuivie par les Conférences internationales d'unification de droit pénal.

La Société des Nations a si bien compris cette nécessité de coordination entre les différentes organisations qui s'occupent des problèmes de droit pénal, que, par une résolution prise en 1931, sept organisations internationales ont été invitées pour une réunion qui a eu lieu à Genève, à la Société des Nations, en mai 1932.

L'Assemblée réunie à Genève, les 8 et 10 mai 1932, comprenait les délégués des Associations suivantes : 1° l'association internationale de droit pénal; 2° le Bureau international pour l'unification du droit pénal; 3° la Commission internationale pénale et pénitentiaire; 4° la Commission internationale de police criminelle; 5° la Howard League for penal Reform; 6° l'International Law Association, et enfin, 7° l'Union Internationale de droit pénal.

Ces organisations, tout en gardant chacune son indépendance d'action, ont décidé pour ce qui est de l'unification et de la coordination internationale de droit pénal de devenir membres du Bureau International d'unification du droit pénal.

Les statuts du Bureau ont été révisés et sa réorganisation a eu lieu à Bâle, en septembre 1932.

L'idée de la création d'un Institut International pour l'unification du droit pénal était préconisé, pour la première fois, par le professeur PELLA, à la Séance plénière de la VIII^e Assemblée de la S.D.N., tenue le 27 septembre 1927.

Deux mois plus tard, la première Conférence Internationale pour l'unification du droit pénal a voté à l'unanimité, la motion Pella ainsi conçue :

« La Conférence ayant entendu l'exposé et les propositions de son secrétaire général, M. le professeur V.-V. PELLA; vu les suggestions présentées par la Roumanie, à la VIII^e Assemblée de la Société des Nations; vu la création, à Rome, de l'Institut pour l'unification du droit privé; considérant que la lutte contre la criminalité impose une coopération des plus

intenses entre les Etats, et que l'expérience obtenue dans l'œuvre de codification démontre qu'il serait hautement désirable d'assurer la continuité des travaux en vue de l'unification progressive des législations, au point de vue des principes du droit pénal, décide d'attirer l'attention des Gouvernements sur la nécessité de créer un Institut International pour l'unification du droit pénal, fonctionnant sous les auspices de la Société des Nations; à cet effet, la Conférence prie le Gouvernement polonais qui a bien voulu lui accorder son haut patronage, de transmettre le présent vœu au Secrétariat de la Société des Nations et aux hauts gouvernements représentés à la Conférence (1).

Devant la Conférence de Rome, en 1928, la question de la création d'un Institut International pour l'unification du droit pénal s'est posé de nouveau. La Conférence, en séance plénière du 25 mai, après le rapport de M. Pella, a adopté la résolution suivante:

La II^e Conférence Internationale des représentants des Commissions de codification pénale, vu les résultats importants obtenus en matière d'unification pénale par la première Conférence de Varsovie, considérant comme hautement désirable d'assurer la continuité des travaux internationaux d'unification progressive des législations pénales, au point de vue de leurs principes, par la réunion périodique de Conférences internationales d'unification pénale,

décide :

1^o De constituer un *Bureau international des Conférences pour l'unification du droit pénal*.

(1) *Actes de la première Conférence*, p. 135.

2° Ce bureau sera composé de dix membres, à savoir...

Seront de droit membres du Bureau le Président et le Secrétaire général de l'Association Internationale de droit pénal.

Au cas où le nombre des pays participants aux Conférences internationales d'unification pénale serait augmenté, la Conférence désignera les représentants de ces nouveaux pays dans le Bureau.

3° Le Bureau aura notamment pour objet :

a) d'assurer la continuité des travaux entre les différentes Conférences internationales d'unification pénale ;

b) de faire les interventions nécessaires pour la réunion de telles Conférences et d'établir leur ordre du jour après avoir consulté les organismes compétents des pays participants ;

c) de continuer et d'intensifier les travaux préparatoires d'un organisme appelé à assurer l'unification du droit pénal.

4° La première convocation du Bureau sera faite par le Secrétaire général de l'Association Internationale de droit pénal.

Le Bureau procédera à sa constitution et désignera, en dehors de ses propres membres, les autres personnes dont le concours serait nécessaire à son fonctionnement.

Il fixera les lieux de ses réunions, arrêtera ses statuts et préparera le projet de règlement des Conférences internationales d'unification pénale, qu'il soumettra à l'approbation de la prochaine Conférence (1).

Après la résolution votée, M. ROUX a proposé de nommer, pour membres du Bureau, les personnes suivantes : M. D'AMELIO, M. CALOZANNI, M. DONNEDIEU DE VABRES, M. GIVANOVITCH, M. MERCIER, M. MIRICKA, M. PELLA, M. CUELLO CALON, M. RAPAPORT, M. SASSERATH.

(1) *Actes de la deuxième Conférence*, p. 216.

Après l'Assemblée plénière, le Bureau International des Conférences a tenu sa première réunion, et ont été nommés : *Président* : S. E. M. le comte Henri CARTON DE WIARD; *vice-présidents* : M. D'AMELIO, M. CALOYANNI, M. RAPPAPORT, M. SASSARATH; *secrétaire général* : M. V.-V. PELLA.

Le Bureau ainsi constitué à la Conférence de Rome, devait, dès à présent, assurer la liaison et l'unité entre les diverses Conférences d'unification. Il devait aussi élaborer un plan synthétique d'unification progressive du droit pénal. Enfin, il devait faire les interventions nécessaires pour la réunion future des Conférences d'unification pénale, et à établir une liaison étroite avec les représentants des Etats qui convoqueraient à l'avenir de semblables conférences.

Les statuts du Bureau, créés à Rome en 1928, ont été révisés et sa réorganisation a eu lieu à Bâle, en septembre 1932. Désormais le Bureau International pour l'unification du droit pénal a pour objet de mettre à l'étude les propositions des Etats, des organismes de la S.D.N. et des associations internationales, concernant l'harmonisation et la coordination du droit pénal; de procéder à des travaux préparatoires en vue de déterminer les questions de droit pénal pouvant former l'objet de dispositions uniformes dans les législations des différents Etats, et de procéder aux interventions nécessaires en vue de la réunion de Conférences internationales pour l'unification du droit pénal.

Notons, sans insister autrement, que la méthode poursuivie par ce Bureau ne nous paraît pas satisfai-

sante. On voit à l'ordre du jour de chaque Conférence, un nombre considérable de problèmes à résoudre, et, ce qui est à remarquer, c'est que ce sont des problèmes, touchant à la fois, au droit pénal général, au droit pénal international et aux délits internationaux.

Notons aussi, que les différentes Conférences d'unification du droit pénal n'ont pas à leur disposition la documentation complète et nécessaire qu'exige une œuvre d'unification internationale.

A notre avis, il est préférable qu'avant la réunion de chaque Conférence, le Bureau adresse un questionnaire aux différents Etats pour se renseigner du contenu des textes législatifs des différents pays sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Cette méthode, qui est employée par la Société des Nations, par exemple, pour le Tribunal d'enfants, paraît être utile, surtout dans l'œuvre de la codification poursuivie par les Conférences Internationales d'unification du droit pénal.

L'activité du Bureau devra nécessairement être dirigée dans plusieurs directions, notamment, dans celle des études comparatives entre les législations et les projets par rapport aux idées scientifiques qu'elles contiennent. Pour remplir ce rôle, le Bureau devra procéder à des enquêtes, demandant à chaque Etat un exposé, non seulement, des textes législatifs, mais aussi, des idées dominant dans le pays concernant telle ou telle institution.

CHAPITRE III

LE ROLE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS DANS LE PROBLÈME D'UNIFICATION DU DROIT PÉNAL ET D'APPUI DONNÉ PAR LA S.D.N. AUX CONFÉ- RENCES INTERNATIONALES D'UNIFICATION DU DROIT PÉNAL.

La Société des Nations a bien compris le rôle primordial qu'elle peut et doit remplir pour le progrès d'une idée de codification internationale du droit pénal.

Mieux que toute autre organisation internationale, la Société des Nations, douée de plus de pouvoir et d'autorité, peut jouer un rôle principal dans l'œuvre de codification.

Le Secrétaire général du Bureau international pour l'unification du droit pénal, le professeur V.-V. PELLA, donnant effet à l'article 12 du statut du Bureau, qui l'oblige à faire un résumé sur les résultats obtenus, devant la Conférence de Madrid a signalé quatre faits d'une importance extrême en ce qui concerne les rapports entre la Société des Nations et les organisations qui s'occupent des problèmes de droit pénal :

1° La résolution de l'Assemblée de la Société des Nations de 1931, par laquelle on a décidé d'intensifier les rapports entre la Société et ses organisations.

2° La décision de l'Assemblée de 1932, par laquelle le Secrétaire général du grand aréopage de Genève est prié de présenter annuellement à l'Assemblée et au Conseil, un rapport sur l'activité des sept organisations techniques.

3° Les réponses des gouvernements consultés par le Secrétaire général de la S.D.N. et dont l'immense majorité est favorable au concours de la Société dans le domaine de l'unification progressive du droit pénal et de la coopération des Etats dans la lutte contre la criminalité.

4° La résolution adoptée à l'unanimité, le 6 octobre 1933, par l'Assemblée de la Société des Nations, par laquelle l'Assemblée, en reconnaissant l'importance des échanges de vues internationaux sur les questions pénales qui ont lieu au sein des organisations techniques, a considéré que lorsque les travaux de ces organisations aboutissent à des propositions précises, la Société des Nations peut intervenir en vue de la conclusion des conventions internationales.

Parmi ces quatre faits, relevés par le professeur PELLA, le dernier présente un intérêt considérable. La Société des Nations se charge, lorsque les travaux des Conférences aboutissent à des textes précis, d'intervenir en vue de la conclusion des conventions internationales.

Il est incontestable que l'élaboration de conventions internationales s'impose surtout pour assurer la répression plus efficace de tous les faits considérés comme délits internationaux par les diverses Conférences d'unification.

Les textes votés par la Conférence de Paris ont été pris en considération pour la convention internatio-

nale signée en octobre 1933 à Genève, pour la répression de la traite des femmes et des enfants.

Sous les auspices de la Société des Nations, en matière d'esclavage, du trafic des stupéfiants et de la circulation des publications obscènes, on a élaboré des conventions internationales qui se sont inspirées des travaux des différentes Conférences d'unification.

Il faut citer aussi la Conférence Diplomatique qui s'est réunie en mai 1929, à Genève, et qui a élaboré une convention pour la répression du faux monnayage.

En ce qui concerne le grave problème du terrorisme, les travaux des différentes Conférences d'unification ont constitué une source vive à laquelle le Comité de juristes de la Société des Nations n'a pas manqué de puiser.

En outre, le Bureau international pour l'unification du droit pénal a été invité à participer aux travaux de la Société des Nations en vue de la préparation d'une convention pour la répression des agissements des souteneurs et pour l'étude de l'incrimination uniforme dans toutes les législations, de l'abandon de famille.

Les faits sur lesquels j'ai insisté, aussi brièvement que possible, démontrent, sans aucune contestation possible, les immenses progrès qui ont été réalisés en vue de la préparation du terrain de l'unification progressive du droit pénal.

L'exposé sommaire sur les résultats obtenus dans le domaine de codification pendant les dix ans qui nous séparent du premier Congrès de Bruxelles, nous

fournit la preuve irréfutable que les juristes réunis dans la ville de Bruxelles, en 1926, ne s'étaient pas trompés. Au contraire, les résultats obtenus jusqu'à présent, qui sont minimes, en considération de ceux qui se produiront certainement dans l'avenir, ont dépassé les prévisions les plus optimistes.

CONCLUSION

En 1926, l'idée d'une unification progressive du droit pénal était qualifiée, par certains criminalistes, comme généreuse, sinon imprudente. Mais, aujourd'hui, dix ans après que cette idée est mise en avant par le Congrès de Bruxelles, on doit reconnaître que cette idée est, non seulement réalisable, mais hautement désirable. Les six Conférences qui ont eu lieu sont la preuve évidente de la réalité des espérances qui s'attachent à l'idéal dont elles se sont inspirées.

Neuf Etats prenaient part, à Varsovie, en 1927, à la première Conférence d'unification, 10 Etats en 1928, à la Conférence de Rome, 15 Etats, en 1930, à la Conférence de Bruxelles, 18 Etats, en 1931, à la Conférence de Paris, 35 Etats, à la Conférence de Madrid, et enfin, 38 Etats furent représentés à la dernière Conférence de Copenhague, en 1935.

Seule, l'Association Internationale du droit pénal s'était fait représenter à la première et à la deuxième Conférence, tandis que onze Institutions internationales ont envoyé des délégués à la Conférence de Copenhague.

La progression est sensible; elle nous montre, sans aucune contestation possible, le progrès que, d'une Conférence à une autre, a accompli l'idée d'unification.

Des hommes éminents dans la politique et les diverses branches de la science du droit, hommes avisés et positifs, appartenant à presque toutes les nations et à toutes les écoles juridiques, ont pris part aux diverses Conférences d'unification. Une entente cordiale, profonde, réelle, s'est immédiatement établie entre tous les délégués, envoyés par leurs gouvernements, et malgré les divergences d'opinions entre eux, ils arrivèrent bientôt à prendre des solutions acceptables pour tous. Et cela, parce que tous ont constaté que l'évolution qui se dessine vers l'unification du droit pénal, ne peut se produire qu'au prix de transactions, d'engagements, de concessions réciproques.

Tous les participants ont reconnu que les Conférences d'unification, par distinction des Congrès, ne devaient s'occuper de formuler des principes scientifiques ou à se livrer à des études théoriques, mais à rédiger, pour proposer aux différents législateurs, des textes unifiés sur des questions qui semblent mûres à recevoir des solutions uniformes dans les différents codes nationaux.

Il appartient aujourd'hui aux Parlements de transformer les textes, élaborés par les plus grands spécialistes dans la matière et votés par les Conférences, en textes positifs de droit pénal et de les voir unifiés d'une manière définitive.

La science juridique internationale, les législateurs nationaux, les organisations internationales de droit pénal et la Société des Nations, voilà les milieux dont on doit aujourd'hui attendre le progrès définitif de l'idée de l'unification.

Et c'est seulement, lorsque les différentes législations auront adopté les résolutions prises dans les Conférences d'unification, qu'on pourra penser à un Code pénal international.

Les Conférences Internationales d'unification du droit pénal représentent une sorte de parlement international où un travail législatif en commun se poursuit qui abaisse les frontières et rend visible la fraternité humaine. Elles ouvrent à l'humanité, qui a tant gémi de l'égoïsme politique ancien, une voie nouvelle, jalonnée d'espérance de plus en plus magnifique et féconde !

Espérons qu'un jour, le droit pénal, qui assure aujourd'hui l'ordre juridique entre les citoyens d'un pays, arrivera à assurer l'ordre juridique des peuples.

VU :

Nancy, le 21 Mars 1936.

Le Président de la Thèse,

A. HENRY,

Professeur de Droit criminel.

VU :

Nancy, le 22 Mars 1936.

Le Doyen de la Faculté de Droit,

M. SENN.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 23 mars 1936,

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

BRUNTZ.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES

1° *Actes de la Conférence de Varsovie* (1^{er}-5 novembre 1927)

Légitime défense. Rapporteurs: MM. Waclaw MAKOVSKI, GIVANOVITCH, BRAFFORT.

L'état de nécessité. Rapporteurs: MM. MAKOVSKI, GIVANOVITCH, BRAFFORT.

Tentative. Rapporteurs: MM. MAKOVSKI, GIVANOVITCH, RADULESCO.

Complicité. Rapporteurs: MM. MAKOVSKI, GIVANOVITCH, RADULESCO.

Le principe de la territorialité de la loi pénale. Rapporteur: M. Ionesco DOLJ.

Le principe de la personnalité de la loi pénale. Rapporteur: M. Ionesco DOLJ.

Le problème de changement de la nationalité du délinquant. Rapporteur: M. Ionesco DOLJ.

2° *Actes de la Conférence de Rome* (21-25 mai 1928)

Mesure de sûreté. Rapporteurs: MM. RAPPAPORT, RADULESCO, FERRI.

Le problème des effets des sentences étrangères. Rapporteurs: MM. MASSARI, DOLJ.

3° *Actes de la Conférence de Bruxelles* (26-30 juin 1930)

Faux monnayage. Rapporteur: M. RADULESCO.

Extradition. Rapporteur: M. MASSARI.

Terrorisme. Rapporteur: M. Nico GUNSBURG.

Piraterie. Rapporteur : M. Jules GILLARD.

Trafic des stupéfiants. Rapporteur : M. BRAAS.

Publications obscènes. Rapporteur : M. HAYOIT DE TERMICOURT.

Traite des femmes et des enfants. Rapporteur : M. GIVANOVITCH.

Propagande de la guerre d'agression. Rapport. : M. SOKOLSKI.

4° *Actes de la Conférence de Paris* (27-30 décembre 1931)

Extradition. Rapporteurs : MM. MERCIER, MASSARI, MAAS, GEESTARANNS.

Piraterie. Rapporteurs : MM. GILLARD, CAONS.

Terrorisme. Rapporteur : MM. RADULESCO, LEMKIN.

Traite des femmes et des enfants. Rapporteur : M. GIVANOVITCH.

Traite des esclaves. Rapporteurs : MM. ALOÏSI, NEYMARK.

V.-V. PELLA. — *La criminalité collective des Etats et le Droit pénal de l'avenir*, 2^e édition, 1926.

DONNEDIEU DE VABRES. — *Les principes modernes du Droit pénal international*.

J.-A. ROUX. — *Cours du Droit criminel français*, 2^e édition.

R. GARRAUD. — *Précis du Droit criminel*.

II. — REVUES

Revue du Droit pénal et de la Criminologie et Archives internationales de Médecine légale.

Revue internationale de Droit pénal.

Revue pénitentiaire et du Droit pénal et Etudes criminalogiques.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
1. Mouvement d'unification	5
2. Les causes de ce mouvement d'unification	8
3. L'idée de l'unification telle qu'elle s'est présentée au Congrès de Bruxelles, en 1926	13
4. Difficultés de l'unification du droit pénal	21

PREMIÈRE PARTIE

LE TRAVAIL ACCOMPLI PAR LES DIFFÉRENTES CONFÉRENCES INTERNATIONALES POUR L'UNIFICATION DU DROIT PÉNAL

CHAPITRE PREMIER. — <i>Droit pénal général</i>	31
<i>Section I.</i> — Légitime défense et l'état de nécessité.	32
§ 1. La légitime défense	33
§ 2. L'état de nécessité	38
<i>Section II.</i> — Tentative	40
<i>Section III.</i> — Participation	48
<i>Section IV.</i> — Mesures de sûreté	55
§ 1. Leur nature juridique et leur organisation en général; leur différence par rapport aux peines et aux autres sanctions juridiques du délit	55
§ 2. Différentes espèces de mesures de sûreté..	59
§ 3. Exécution des mesures de sûreté	62

CHAPITRE II. — <i>Droit pénal international</i>	73
<i>Section I.</i> — Le principe de la territorialité de la loi pénale	74
<i>Section II.</i> — Le principe de la personnalité du droit pénal	78
<i>Section III.</i> — Le problème de changement de la nationalité du délinquant	83
<i>Section IV.</i> — Le problème des effets des sentences étrangères	84
§ 1. Incapacités, déchéances ou interdiction.	85
§ 2. Récidive internationale	89
<i>Section V.</i> — L'extradition	92
<i>Section VI.</i> — <i>Définition du délit politique</i>	105
CHAPITRE III. — <i>Délits internationaux</i>	106
<i>Section I.</i> — Délits internationaux d'ordre financier.	107
§ 1. Faux monnayage	107
<i>Section II.</i> — Délits internationaux contre la moralité	113
§ 1. Publications obscènes	114
§ 2. Traite des femmes et des enfants	119
§ 3. Souteneurs	127
§ 4. Traite des esclaves	127
§ 5. Trafic des stupéfiants	128
<i>Section III.</i> — Délits contre l'ordre international..	129
§ 1. Terrorisme	130
§ 2. Piraterie par navire et aéronef	138
§ 3. Le port d'armes	139
§ 4. Guerre d'agression	140
<i>Section IV.</i> — Abandon de famille	146

DEUXIÈME PARTIE

LES RÉSULTATS DU TRAVAIL ACCOMPLI
PAR LES DIFFÉRENTES
CONFÉRENCES INTERNATIONALES
D'UNIFICATION DU DROIT PÉNAL

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'influence des différentes Conférences internationales d'unification du droit pénal sur les codes nouveaux, entrés en vigueur et les projets de codes pénaux</i>	148
CHAPITRE II. — <i>Le rapport des Conférences internationales d'unification du droit pénal avec les différentes organisations internationales qui s'occupent des problèmes de droit pénal sur un plan international</i>	151
CHAPITRE III. — <i>Le rôle de la Société des Nations dans le problème d'unification du droit pénal et l'appui donné par la S.D.N. aux Conférences internationales d'unification du droit pénal</i>	157
CONCLUSION	161
BIBLIOGRAPHIE	164
